

Silence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Belgique

**La chasse
aux bombes
est ouverte**

Energie

**Notre chauffe-eau
solaire a 25 ans !**

**Maghreb : à quand
l'indépendance ?**



Maghreb : à quand l'indépendance ?

Le Maroc, macabre laboratoire européen <i>de Jérôme Martinez</i>	4
Tunisie : derrière le soleil et la douceur... l'acharnement <i>de Jo Briant</i>	8
Françalgérie : déclin ou mutation ? <i>de Lounis Aggoun</i>	10
Immigrés nécessaires mais peu désirés <i>de Nicholas Bell</i>	13

Solidarités locales

L'Association d'éducation populaire Charonne-Réunion <i>de Camille Clochon</i>	22
---	----

Sortir du nucléaire

17 mars 2007 Rêvons un peu <i>de Michel Bernard</i>	29
--	----

Energie

Notre chauffe-eau solaire a 25 ans ! <i>de Jean-Paul Blugeon</i>	32
---	----

Non-violence

Jean Van Lierde, témoin de courage et d'humanité <i>de Guillaume Gamblin</i>	34
---	----

Société

Sarkozy partout, justice nulle part <i>Bande dessinée de Colloghan</i>	37
---	----

Paix

Belgique : la chasse aux bombes atomiques est ouverte ! <i>de Guillaume Gamblin</i>	42
--	----

Brèves

17 Alternatives	39 Climat
25 Santé	41 Paix
26 Politique	44 Femmes
28 Energies	45 Nord-Sud
30 Nucléaire	46 Annonces
35 Société	48 Courrier
38 Environnement	51 Livres

Participez aux prochains dossiers

En principe, les prochains dossiers seront consacrés à :

■ **Les nouveaux horizons paysans** avec la présentation de la permaculture, du bois raméal fragmenté, de la question des semences paysannes... (avril) ;

■ **Quelles relations Sud-Nord ?** Commerce équitable, tourisme équitable, aide au développement, autant d'impasses mises en évidence dans Silence, alors quelles relations Sud-Nord ? (mai) ;

■ **Vers un contrôle total ?** question du prélèvement ADN, de la carte d'identité biométrique et autres outils de contrôle social (juin) ;

■ **Alternatives en région Centre** (été) ...

En outre, sont en préparation des dossiers sur les thèmes suivants : **Au pays des salons écologiques** : les alternatives et les incohérences présentes dans l'organisation de ces salons, leur rôle de vitrine pour les alternatives, la place centrale de la bio, dérive commerciale contre convivialité... **Pour une éco-éducation**, non pas faire de l'éducation à l'environnement, mais voir ce qui dans les pédagogies alternatives conduit à une façon écologique d'enseigner. **Femmes et décroissance** : la décroissance menace-t-elle la liberté des femmes ? Les femmes peuvent-elles avoir une approche spécifique ?

Pour tous ces sujets, n'hésitez pas à proposer vos réflexions... au moins trois mois à l'avance.

Objectif décroissance



Après le succès rencontré en France et au Québec, le livre *Objectif décroissance* paru en 2003 a été traduit en italien en 2004 : *Obiettivo decrescita*. Fin 2006, il vient de paraître en espagnol et en catalan grâce à l'initiative de la maison d'édition barcelonaise *Leqtor*. Des négociations sont toujours en cours pour une traduction en anglais.

Si vous ne connaissez pas encore cet ouvrage, il est toujours disponible auprès de *Silence* au prix de 13€ franco de port.

Errata

■ La brève sur le sida paru dans le numéro de décembre 2006 n'a aucun sens suite à une faute de frappe dans les chiffres donnés. Fin

2006, ONUSida indique qu'il y a 37,2 millions de malades du sida dans le monde, dont 17,7 millions de femmes. 2,3 millions ont moins de 15 ans. Le sida a déjà tué 2,9 millions de personnes dont 380 000 enfants de moins de 15 ans.

■ Par manque de place, les derniers articles sur les alternatives dans le Var et les Alpes-Maritimes seront publiés dans le prochain numéro.



L'expédition de janvier 2007.

Venez nous voir le 22 mars !

■ Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe **un jeudi de 17 h à 20 h** et c'est suivi par un repas pris ensemble où Silence paie une partie du repas (8 € par personne). Et naturellement, vous repartez avec le nouveau numéro qui vous est offert. Prochaines expéditions : **22 mars, 19 avril, 24 mai, 21 juin...**

■ Vous pouvez également vous investir dans le comité de lecture de la revue où nous décidons des prochains dossiers, des articles que l'on passe, des réponses à apporter aux courriers...

Les prochains comités de lecture se tiendront **à 14 h les samedis 3 mars** (pour le numéro d'avril), **31 mars** (pour le numéro de mai), **28 avril** (pour le numéro de juin).

■ Vous pouvez nous proposer un article jusqu'au **mercredi 16 h**, avant le comité de lecture soit les **mercredis 28 février** (pour le numéro d'avril), **28 mars** (pour le numéro de mai), **25 avril** (pour le numéro de juin).

■ Enfin, pour les annonces qui passent en page brèves, vous avez jusqu'au **mercredi 12 h suivant** le comité de lecture.

nous faire parvenir vos informations.

■ Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtés au **31 janvier 2007**.



GEORGE W. BUSH PRÉSENTE
SON NOUVEAU PUNH POUR L'IRAK



USG&C.

UMP'S TOUT LE MONDE
DERRÈRE SARKOZY

FAUX, J'APPARTIENS TOUJOURS
DERRÈRE MOI



COMTE.

FINIS L'ÉCOLOGIE, LES SDF
AU COEUR DE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

J'ESPÈRE AVOIR UN AUTOSOPHNE
M'ÉCARTER HULOT !!



VERMOREL.

EN 2008, LES IMPÔTS
RESTENT À LA SOURCE

ON A 2 ANS POUR TROUVER
CEUX DU IFC



VERMOREL.

INTERVENTION AMÉRICAINE
EN SOMALIE

Y'A QUE TRES BEAUX, C'EST LA POLICE
QUIS ONT DES ARMES DE DESTROYION MASSIVE



VERMOREL.

Liberté, égalité, fraternité ?

Nos grands partis politiques sont pour la libre circulation... celle des marchandises. De préférence des sous-sols du Sud vers les magasins du Nord. Pourquoi s'étonner que les habitants du Sud veuillent profiter de ces richesses en cherchant à venir eux aussi au Nord ?

Le processus de décolonisation mis en place dans les années soixante du siècle dernier entre la France et l'Afrique a été soigneusement négocié pour que nos multinationales puissent continuer à exploiter la richesse des pays colonisés, que ce soit par le contrôle politique des structures, le plus souvent dictatoriales, soutenues par notre diplomatie, ou par le contrôle des flux migratoires en fonction de nos besoins en main-d'œuvre, bien loin de tout souci humain.

Ce pillage facilite évidemment notre "croissance économique". Cette croissance qui, après avoir détruit le Sud, appauvrit aujourd'hui de plus en plus de monde également au Nord.

Les années passent. Au Sud, les révoltes sont réprimées, les opposants disparaissent, le népotisme permet le maintien de la structure, les multinationales engraisent leurs complices.

Alors la liberté là-dedans ? Celle du renard européen dans le poulailler africain ?

L'égalité, la fraternité : nos candidats aux élections vont saliver à l'évocation de ces mots dans les mois à venir. Mais ne comptez pas trop sur eux pour ouvrir les dossiers noirs de la Françafrique.

Après avoir récemment traité de l'Afrique sub-saharienne (1), nous revenons sur ce dossier, cette fois-ci du côté du Maghreb.

Francis Vergier ■

(1) Voir Résistance à la Françafrique, Silence n°335.



Le Maroc, macabre laboratoire européen

L'obsession anti-immigrés des Etats européens se propage aujourd'hui dans toutes les sphères internationales. Moyens militaires dignes d'un état de guerre, chantage diplomatique et millions d'euros, tout est bon pour transformer les pays du Maghreb, et en premier lieu le Maroc, en gendarmes de l'Europe.

Le 29 septembre 2005, les images de centaines de migrants subsahariens prenant d'assaut les grillages entourant les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, en territoire marocain, font la une des médias. En quelques jours, on recensera onze morts, tombés sous les balles marocaines et espagnoles ou morts lors de la tentative de franchissement des barbelés qui entourent ces petits bouts d'Europe en terre africaine.

Dans les semaines qui suivent, des milliers de clandestins sont refoulés dans le Sahara ou enfermés au secret dans des camps militaires du désert. Peu à peu expulsés par charter, ils subissent depuis lors une véritable chasse à l'homme les contraignant à vivre de manière invisible dans les faubourgs des villes ou à utiliser des voies terrestres et maritimes de plus en plus longues et dangereuses.

Ces événements dramatiques, présentés par certains comme l'illustration d'une vague d'immigration sans précédent vers l'Europe, ne sont pourtant que l'aboutissement d'un long processus, enclenché par l'Union européenne à partir de la fin des années 90, de transformation profonde des relations UE/Maghreb mettant les questions migratoires au cœur des relations internationales.

Au début des années 90, l'Union européenne crée en son sein un espace de libre circulation intérieure des biens et de ses ressortissants, appelé *espace Schengen*. Elle fait tomber les frontières internes mais, en contrepartie, elle renforce des frontières extérieures de l'Union, notamment par l'harmonisation des visas d'entrée et le renforcement des moyens policiers et militaires. Ces accords modifient profondément les relations multilatérales

entre les pays européens et leurs voisins immédiats. Les Etats du Maghreb ayant des relations anciennes avec certains pays comme la France ou l'Espagne deviennent des "pays-frontières" directement visés par les exigences européennes.

Les gardes-frontières de l'Europe

C'est à partir de cette période que se formalise la nouvelle politique européenne "d'externalisation de l'asile et de l'immigration". Le principe en est simple : pour rendre efficace la fermeture des frontières européennes aux immigrants jugés "inutiles" (immigration familiale ou demandeurs d'asile), le renforcement des contrôles frontaliers n'est pas suffisant et n'offre pas une image altruiste digne des pays des droits de l'homme. Les pays frontaliers, en premier lieu ceux du Maghreb (et de l'Est européen) sont sommés de mettre en œuvre les exigences européennes de répression et de contrôle, pour qu'ils deviennent les gardes frontières de l'Europe.

Dans un climat grandissant et généralisé de xénophobie, l'Union européenne accélère alors l'harmonisation des politiques d'immigration et d'asile.

En 1998, la présidence autrichienne de l'UE présente un "document de stratégie sur la politique en matière de migrations et d'asile". Celui-ci, porté par quelques pays pilotes, propose de mettre en place, avec cinq pays d'origine et de transit des migrants clandestins (dont le Maroc), des programmes liant les échanges commerciaux (et les tractations sur les barrières douanières à l'importa-

tion), ainsi que l'aide au développement, à des impératifs de répression et de contrôle des migrants.

En clair, le chantage aux pays d'émigration et de transit devient officiel : l'aide au développement, la circulation des marchandises sont maintenant conditionnés à la signature d'accords de réadmission (facilitant le retour des clandestins arrêtés en Europe (1)), à l'engagement d'un renforcement des contrôles policiers et à la coopération avec les polices européennes.

En octobre 1999, le sommet européen de Tampere entérine les propositions de ces pays "éprouvettes" pilotes, qui incarnent alors la politique officielle de toute l'Union.

Première conséquence en 2000 : les accords de Cotonou, portant sur les relations commerciales entre l'UE et 70 pays de la Zone ACP (Afrique-Caraïbe-Pacifique) et qui imposent aux Etats signataires de réadmettre facilement leurs ressortissants nationaux expulsés d'Europe et prévoient même la négociation d'accords pour que ces pays récupèrent les clandestins ayant simplement transité sur leur sol avant d'arriver en Europe.

En juin 2002, le sommet européen de Séville continue sur cette lancée en intégrant dans les accords de partenariat avec les pays du Sud une "clause de gestion" des migrations, mettant l'aide financière vouée au développement sous condition de coopération à la répression de l'immigration clandestine. Depuis lors, ce chantage aux migrants envers les pays du Sud n'a cessé de se vérifier et il est devenu la règle commune des relations internationales de l'Union européenne. Que ce soit dans les sommets européens ou intercontinentaux suivants, ou dans les rencontres bilatérales, l'immigration devient un enjeu de tractations politiques et financières.

(1) Afin de réaliser les chiffres d'expulsions annoncés publiquement, les pays de l'UE doivent s'assurer que les pays d'origine acceptent facilement le retour de leurs ressortissants clandestins en Europe, par la délivrance rapide de "laissez-passer consulaires" autorisant ce retour.

La sous-traitance de la répression

L'exemple du Maroc est aujourd'hui celui qui nous permet de mieux comprendre comment se développe concrètement cette sous-traitance des politiques d'immigration et d'asile et quelles en sont les conséquences.

Pays d'émigration (près de deux millions de ses ressortissants vivent en Europe), le Maroc, de par sa proximité géographique avec l'Europe (14 km le séparent des côtes espagnoles au détroit de Gibraltar) est depuis de nombreuses années un pays de transit des migrants clandestins en route vers l'Europe. Pour cette raison, il a été choisi depuis plus de dix ans comme pays-test de l'Union européenne pour jouer le rôle de gendarme de l'Europe.

La sous-traitance de la répression et du contrôle se traduit d'abord dans ce pays par la mise en place d'un arsenal répressif digne d'un état de guerre. Ainsi, est créé au milieu des années 90 le Système intégré de vigilance électronique (SIVE), qui met en place un quadrillage militaire du détroit de Gibraltar. Drones, caméras infrarouges et thermiques, unités aériennes et terrestres sont installés par l'UE tout le long des côtes et autour des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla. Après repérage, les gardes-côtes européens (2), en coopération avec les forces marocaines, arrêtent les barques utilisées par les clandestins pour le passage du détroit et empêchent les tentatives de franchissement des barbelés.

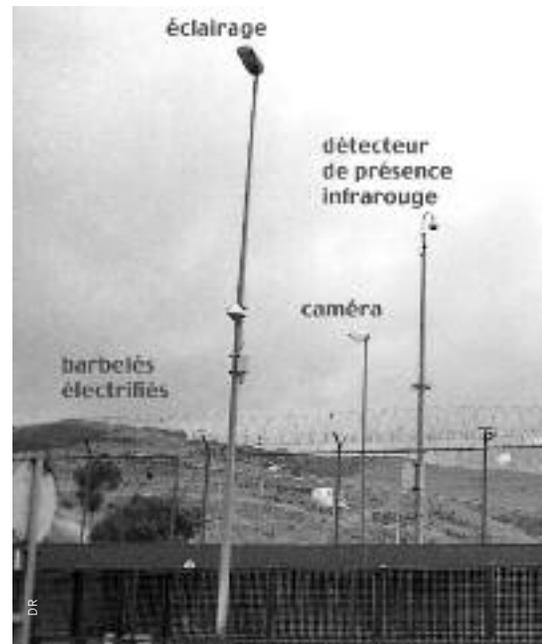
LOTAN n'est pas en reste puisque, sous prétexte de lutte contre le terrorisme, elle met en place, après le 11 septembre 2001, une force navale contrôlant et escortant tous les navires non militaires qui traversent le détroit de Gibraltar, avec un objectif de lutte contre l'immigration clandestine (3). Autre élément, la formation et l'équipement des forces marocaines de répression de l'immigration. Des officiers de liaison européens sont envoyés sur place et des patrouilles mixtes sont organisées en territoire marocain et dans les eaux internationales.

Mais la sous-traitance a également pour but de transférer la responsabilité de la gestion de l'immigration au gouvernement marocain. A cette fin, le Maroc adopte pour la première fois en février 2003 une législation spécifique sur l'immigration. C'est la loi 02/03, dont le contenu ressemble trait pour trait à la loi française...

Autre enjeu, la gestion des demandeurs d'asile et des réfugiés pour lesquels les Etats européens ont l'obligation de respecter la convention de Genève de 1951 (4), qui prévoit notamment l'obligation pour les pays signataires d'accueillir des réfugiés, même s'ils sont entrés clandestinement. Afin de se débarrasser de ces populations, que la plupart des gouvernements européens jugent indésirables, tout en laissant un vernis de respect des conventions internationales, l'Europe imagine en 2004 la création au Maroc de camps où les demandeurs d'asile seraient obligés de rester le temps de l'examen de leur demande. Si ce projet de camps aux portes de l'Europe est rejeté par certains pays européens en 2005 (5), l'UE continue d'expérimenter progressivement des systèmes de prise en charge des demandeurs d'asile dans les pays de transit, comme c'est le cas au Maroc par le renforcement de la présence du HCR (6) ou le financement de projets de prise en charge de réfugiés sur place.

Des migrants comme monnaie d'échange

Face à tout cet arsenal policier, législatif, financier et à cette pression politique importante de l'UE, le Maroc, comme tous les pays concernés, développe des stratégies de négociation. Ainsi, dès 1999, les autorités marocaines répondent aux exigences de l'UE en mettant en avant la demande d'un meilleur traitement des deux millions de Marocains résidant en Europe. Concrètement, il s'agit de faciliter la circulation des ressortissants de ce pays, d'augmenter le nombre de visas délivrés, de privilégier les Marocains dans



Protection de l'enclave espagnole de Ceuta au Maroc.

l'introduction de main-d'œuvre en Europe (7), de régulariser les sans-papiers avec pour conséquence d'augmenter l'envoi de fonds épargnés par les Marocains

(2) Depuis 2004, c'est l'Agence européenne pour la gestion des frontières extérieures (FRONTEX) qui coordonne l'ensemble des moyens policiers de contrôle maritime et terrestre aux frontières.

(3) http://www.nato.int/issues/active_endeavour/index-f.html

(4) Convention sur les réfugiés et apatrides, signée à Genève le 28 juillet 1951 et ratifiée par 141 pays.

(5) Pas par tous, puisque des camps de ce type existent, par exemple, en Libye, pays non signataire de la convention de Genève, avec le soutien financier de l'Italie.

(6) Haut commissariat aux réfugiés, organisme des Nations unies

(7) Notamment en Espagne qui, depuis plusieurs années, établit des quotas d'immigration légale de travail (180 000 pour 2007).

L'invasion de l'Europe par les migrants clandestins est plus que jamais un refrain à la mode. Mais, derrière les images quasi-quotidiennes d'embarcations de clandestins arrêtés au large du Maroc, de la Mauritanie, du Sénégal, de l'Algérie ou de la Grèce, une autre réalité se cache : la guerre livrée aux migrants n'a pas augmenté ou diminué l'immigration, elle a déplacé les routes de l'exil et décuplé le prix à payer. Les chiffres de l'immigration clandestine en Europe, estimés notamment à partir des régularisations massives faites en Espagne, en Italie, au Portugal ou en France montrent une situation stable

depuis 20 ans. Mais la baisse massive des visas délivrés par l'UE et le renforcement policier aux frontières a peu à peu déplacé les voies de passage : de Gibraltar vers la Mauritanie et le Sénégal (1500 km des îles Canaries) d'un côté, vers l'Algérie et la Tunisie de l'autre, en direction des îles italiennes de Méditerranée. Dans l'Est européen, également, de la Turquie aux ex-républiques soviétiques de Biélorussie ou d'Ukraine. Quant au prix, il se paye aussi en vies : d'après les recensements très partiels des ONG, 7 000 personnes seraient mortes aux frontières européennes entre 1993 et 2006.



émigrés (8). D'autres demandes transparaissent dans les déclarations officielles et officieuses, comme celle d'un infléchissement de la position de l'UE sur le Sahara occidental ou d'une augmentation des investissements européens au Maroc.

Dernier élément de négociation, la manne financière accompagnant la demande européenne de renforcement du dispositif répressif des migrants clandestins. Ce sont ainsi plus de 40 millions d'euros qui sont mis sur la table en 2005. Mais le Maroc, jugeant sans doute cette somme insuffisante, va manifester une grogne politique et diplomatique dont les migrants feront les frais.

En décembre 2004, quelques jours avant la visite du roi d'Espagne au Maroc, un campement de plusieurs centaines de migrants à Gourougou, à quelques encablures de l'enclave de Melilla, est violemment évacué par 1500 militaires marocains. Quelques semaines plus tard, alors que les journalistes affluent du monde entier pour rencontrer les migrants cachés dans la forêt de Bel Younech, à proximité de Ceuta, des rafles sont organisées et la surveillance est accrue. En septembre 2005, alors qu'un sommet des premiers ministres espagnol et marocain

(8) Les expatriés maghrébins renvoient chaque année entre 5 et 10 milliards d'euros dans leur pays, dont 3,6 milliards (en 2005) pour les Marocains.

(9) Voir <http://www.gisti.org/doc/actions/2006/rabat/index.html> ou <http://je.free.ma/modules.php?name=News&file=article&sid=396>

(10) Et de leurs "bras armés" sur le terrain, tels le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) de l'ONU ou l'Organisation internationale des migrations (OIM), agence intergouvernementale.

est en préparation, des arrestations massives de migrants subsahariens ont lieu dans les quartiers populaires de Rabat, Casablanca, Fès et Tanger.

C'est sans doute d'ailleurs dans cette stratégie médiatique de tension-répression-négociation qu'il faut chercher l'une des explications des assauts désespérés des grillages de Ceuta et Melilla par des centaines de migrants subsahariens à l'automne 2005.

Respecter les droits et la dignité des personnes

Depuis septembre 2005, rien n'a vraiment changé au Maroc. Les migrants subsahariens continuent de se cacher dans les faubourgs des grandes villes et d'éviter les rafles incessantes, comme celle du 23 décembre 2006 à Rabat, où plus de 300 clandestins ont été reconduits dans le désert, à la frontière algérienne. Les voies de l'émigration existent toujours, plus longues et dangereuses, par le Sahara occidental, la Mauritanie ou le Sénégal en direction des Iles Canaries, par la Tunisie et la Lybie, ou par Gibraltar, toujours. Le gouvernement marocain, bon gré mal gré, coopère et renforce sa répression, renvoyant lui aussi la question vers ses voisins du sud, comme la Mauritanie ou le Mali.



Le Roi du Maroc, Mohammed VI.

Seul réel espoir dans ce portrait, l'émergence, depuis quelques années, d'une parole forte de la société civile marocaine pour un véritable respect des migrants. De nombreuses organisations agissent aujourd'hui (9) et portent, en lien avec les mouvements européens, l'exigence d'une autre politique d'immigration, respectueuse des droits et de la

dignité des personnes. A l'occasion des Forums sociaux continentaux et des rencontres euroméditerranéennes qui se sont multipliées depuis quelques années dans cette région, ces organisations nous rappellent que l'exigence d'un autre modèle de développement et de gouvernance mondiale est inséparable de l'exigence d'hospitalité et d'ouverture dans un monde en mouvement.

Toutefois, ce mouvement est encore fragile. Si l'émergence d'une parole de la société civile est réelle au Maroc ces dernières années, le régime y reste peu démocratique et les associations étroitement surveillées. Dans les pays voisins, Algérie, Tunisie ou Libye, ce mouvement de solidarité est encore plus confidentiel et réprimé. Surtout, une part des millions d'euros proposés par l'UE pour la politique de sous-traitance est aujourd'hui proposée aux organisations humanitaires internationales et nationales pour qu'elles participent à cette délocalisation de la gestion de l'immigration, que ce soit en développant des projets d'aide au retour des clandestins, des lieux d'accueil ou des programmes d'aide humanitaire sur place. Ces fonds importants ont plusieurs conséquences dangereuses : ils fragilisent un mouvement citoyen naissant, mal préparé à ces mannes financières et aux manipulations et injonctions des financeurs européens (10). Les associations doivent faire un choix politique difficile entre leur souhait légitime de venir en aide concrètement aux milliers de clandestins sur leur sol et l'acceptation du rôle imposé de sous-traitant que signifierait le développement de programmes d'action humanitaire d'envergure. Le renforcement des réseaux internationaux, d'une solidarité de terrain et d'une parole politique indépendante des enjeux politiques et diplomatiques sont autant de défis pour les années à venir.

Jérôme Martinez ■

Coordinateur adjoint du service de défense des étrangers reconduits de la Cimade.

Pour plus d'informations, consulter le site du réseau Migreurop <http://www.migreurop.org/rubrique54.html>. Migreurop est un réseau européen d'étude, d'analyse et de mobilisation contre les politiques d'enfermement et de répression des migrants.

A lire absolument : *Guerre aux migrants, le livre noir de Ceuta et Melilla*, ouvrage collectif. En téléchargement libre sur le site de Migreurop.

Tunisie : derrière le soleil et la douceur... l'acharnement

Discours de clôture de Ben Ali, président de la Tunisie, lors du sommet de l'ONU, en novembre 2005, sur la "fracture numérique", dans un pays où internet est très contrôlé !

La Tunisie, son soleil, ses plages, ses palmiers, sa tradition d'accueil et de tolérance... Mais aussi son régime policier impitoyable, ses enlèvements, ses tortures ; et son président Ben Ali, désormais "président à vie" suite au référendum du 28 mai 2002 qui lui a permis de faire entériner par un peuple bâillonné son droit à se représenter indéfiniment à la présidence : en 2004, 2009... Une Tunisie décrite à l'envi par les dépliants touristiques comme le "pays du sourire" et de la "douceur de vivre", qui bénéficie en outre de la bienveillance voire de la complicité de la communauté internationale, notamment de l'Etat français. Pourquoi une telle complaisance ? Que se cache-t-il derrière cette image trompeuse d'un pays qui accueille chaque année plusieurs millions de touristes ?

Un peu d'histoire...

A l'origine, une terre de Berbères, occupée successivement par les phéniciens — qui fondèrent la célèbre cité de Carthage — les Vandales, les Romains et enfin les Arabes, au 7^e siècle, avec de nombreuses dynasties dont les Fatimides. Au 18^e siècle, la France s'implante par la force, en occupant surtout la région côtière.

En 1883, elle impose son protectorat. En 1907 est créé clandestinement le Néo-Destour, parti révolutionnaire et autonome que Bourguiba contrôlera en 1934. En 1954, alors que la France a dû capituler en Indochine face au Viêt-minh et qu'éclatent les prémices de la guerre d'Algérie, Mendès-France accorde à la Tunisie l'autonomie interne, qui se transformera en indépendance en 1956. Commence alors le long règne autoritaire — sinon dictatorial — de Bourguiba, qui inaugurera très vite les élections triomphales à 99 %, devenues une spécialité tunisienne. Un régime marqué par la prédominance absolue du parti unique, le Néo-Destour ; par l'étouffement de toute vie politique et syndicale — le puissant syndicat UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens) est mis au pas ; et par des émeutes populaires épisodiques, comme la "révolte du pain" en décembre 1983, toutes écrasées dans le sang. En octobre 1987, Zine el-Abidine Ben Ali est nommé Premier ministre. Il destituera Bourguiba le 7 novembre pour "incapacité". En juin 1988, le multipartisme est autorisé. Mais il restera une fiction, le RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique) devenant le nouveau parti dominant quasi exclusif. En avril 1989,

Ben Ali, seul candidat, est élu président à la quasi-totalité des voix (99,7 %). En 1994, il sera réélu à 99,6 % ; en 1999 à 99,4 % et en 2004 à... seulement 94,48 %.

Un régime liberticide

Il faut lire les nombreux rapports internationaux, notamment ceux d'Amnesty International, pour réaliser à quel point le régime de Ben Ali est répressif et dictatorial. Voici la présentation synthétique des atteintes aux droits de l'homme qu'on peut lire dans le dernier rapport d'Amnesty international concernant l'année 2005 : "Plusieurs dizaines de personnes poursuivies pour activités terroristes ont été condamnées à de lourdes peines à l'issue de procès inéquitables. De nouveaux cas de torture et de mauvais traitements ont été signalés. Des centaines de prisonniers politiques, dont certains étaient des prisonniers d'opinion, restaient incarcérés. Un grand nombre d'entre eux étaient détenus depuis plus de dix ans. Bien que le gouvernement ait promis de mettre un terme aux placements prolongés à l'isolement, des informations faisaient toujours état du recours à cette pratique ainsi que de la privation de soins médicaux. La liberté d'expression et d'association demeurait soumise à de sévères restrictions."

On a du mal à imaginer la nature et l'intensité du harcèlement dont sont victimes quotidiennement les démocrates tunisiens. L'avocate Radia Nasraoui, qui a suivi une grève de la faim de plus d'un mois et demi fin 2003, a vu son cabinet saccagé quatre fois, la porte de son appartement incendiée, son courrier intercepté, ses bagages systématiquement fouillés, ses livres et ses documents saisis à plusieurs reprises à l'aéroport, les membres de sa famille harcelés, et elle a été sévèrement battue dans la rue par des policiers (nez cassé, coupures au front et nombreuses contusions). Moncef Marzouki, médecin, écrivain, président d'honneur de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, a passé de nombreuses années en prison, a subi de multiples interrogatoires "musclés", est l'objet de harcèlements quotidiens. Il a été, le 26 octobre dernier, débarqué brutalement d'un taxi collectif à 8 km de son domicile de Sousse et insulté par une cinquantaine de "malabars" en civil qui l'attendaient. Il a dû parcourir le trajet sous les insultes des mêmes nervis... Dernier exemple, parmi tant d'autres : l'ONU a organisé un sommet sur la "fracture numérique" Nord-Sud en novembre 2005 en Tunisie, où la liberté d'expression n'existe pas et où l'Internet est verrouillé. Au même moment, Robert Ménard, secrétaire général de *Reporters sans frontières*, s'est vu interdire d'entrer en Tunisie pour participer à ce Sommet et refoulé aussitôt en France. "Vous n'êtes pas le bienvenu", lui a-t-on dit. Par ailleurs, Christophe Boltanski, envoyé spécial de *Libération* à ce Sommet, est agressé en pleine rue, à un endroit pourtant quadrillé par la police, battu, mis à terre, blessé d'un coup de couteau, délesté de son sac de reporter. Et, quelques semaines après le sommet, le pouvoir tunisien a emprisonné sept jeunes dont le seul tort était d'avoir osé accéder à l'Internet par le biais d'un cybercafé ; ils ont été arrêtés par la police, détenus arbitrairement et torturés pendant leur interrogatoire.

Notre ami Ben Ali

L'extrême bienveillance, voire l'ouverture complicité des autorités françaises en direction du régime tunisien, remonte à loin, et nous étions déjà nombreux en France à dénoncer dans les années 80 le soutien de l'Etat français au régime de Bourguiba. La dernière visite officielle de Chirac en Tunisie date de décembre 2003,

au moment où l'avocate Nadia Nasraoui en était à plus d'un mois et demi de grève de la faim. Chirac a déclenché un véritable tollé en France et parmi les militants tunisiens des droits de l'homme, quand il a osé déclarer : "Nous avons aussi en France des personnes qui ont fait la grève de la faim, qui l'ont faite, qui la feront". Et d'enfoncer le clou en se livrant à un plaidoyer des "libertés réelles" : les Tunisiens ont le "pain", cela passe avant la "liberté formelle". Ce qui rappelle sa fameuse déclaration, dans les années 95, selon laquelle "l'Afrique n'est pas encore mûre pour la démocratie"... En janvier 2005, Jean-Pierre Raffarin, alors Premier ministre en visite à Tunis, n'a eu que des louanges à la bouche : "Le président Chirac et le président Ben Ali ont la même vision du monde. On a des raisons de s'aimer, de se comprendre. J'aime la Tunisie et les Tunisiens", a-t-il résumé...

Pourquoi une telle complaisance de la part de la France mais aussi, d'une façon plus générale, de la communauté internationale ? Pour deux raisons essentielles. D'une part, le régime tunisien, en étouffant d'une façon impitoyable toute opposition islamiste, emprisonnement massif et torture systématique à l'appui, est perçu comme un rempart efficace face au risque de contagion "terroriste" et islamiste. Surtout au regard du voisin algérien... D'autre part, Ben Ali s'est vite inscrit dans la droite ligne de la "modernité" des années 80, celle des politiques d'ajustement structurel dictées par le FMI (Fonds monétaire international), et des privatisations néo-libérales tous azimuts, au détriment des services publics. Il a éli-

miné tout obstacle à cette politique, en premier lieu en brisant la puissante centrale tunisienne, l'UGTT. Un choix du "tout-libéral" qui se retourne non seulement contre le peuple tunisien, mais contre les intérêts économiques de la Tunisie, dans la mesure où l'abrogation de l'accord multifibres intervenue le 1^{er} janvier 2005, approuvée bien imprudemment par Ben Ali, a rapidement "sinistré" l'industrie textile du pays, du fait de la concurrence chinoise et de la délocalisation massive des unités de production vers la Chine. Faut-il préciser que la Tunisie était le quatrième fournisseur de l'Union européenne jusqu'en 2004 ? D'autre part, la mise en œuvre de l'accord de libre échange avec l'Union européenne permet désormais aux produits européens d'entrer librement en Tunisie et de faire une rude concurrence aux productions locales.

Solidarité urgente avec les forces démocratiques

Il faut en premier lieu dénoncer ce silence complice des grandes puissances, notamment de notre gouvernement. En informant inlassablement sur les atteintes permanentes aux libertés et aux droits de l'homme perpétrées par le régime de Ben Ali, en "démontant" ce mythe persistant d'une Tunisie qui serait avant tout une terre d'accueil et d'hospitalité. En développant par ailleurs une solidarité active et de plus en plus élargie avec les militants tunisiens, si courageux — nous n'osons pas dire héroïques — qui luttent pied à pied, au prix de leur intégrité et de leur vie pour les libertés et les droits de l'homme. En apportant notre soutien aux responsables de la Ligue tunisienne des droits de l'homme — comment ne pas penser à Moncef Marzouki — pour qu'elle puisse exercer son activité ; en appuyant d'une façon générale toutes les expressions démocratiques aux niveaux associatif, syndical, politique, qui essaient de se faire entendre dans des conditions si difficiles. Entendrons-nous ces appels ?

Jo Briant ■

Animateur du Centre d'information inter-peuples de Grenoble.



Mégalo manie des dictateurs.

Depuis 1992, la violence qui ravage l'Algérie nous est présentée comme une guerre d'intégristes islamistes contre des militaires qui se battent pour sauver la démocratie. Quant à la France, elle se serait contentée d'une bienveillante "neutralité". Aujourd'hui, ce scénario apparaît comme une vaste construction médiatique. C'est ce que montrent, preuves à l'appui, Lounis Aggoun et Jean-Baptiste Rivoire, les auteurs de *Françalgérie, crimes et mensonges d'Etats* (La Découverte, 2005). Pendant six ans, ils ont enquêté en Europe et Algérie, recueillant des dizaines de témoignages, recoupant des centaines de sources. Ils montrent ainsi comment, dès 1980, un petit groupe de généraux algériens a conquis progressivement le pouvoir, tout en développant les réseaux de corruption de la "Françalgérie".

Depuis 1988, ces hommes ont instrumentalisé l'islamisme radical, notamment pour s'assurer le soutien durable de Paris. Et, depuis 1992, ils ont lancé une terrible "troisième guerre d'Algérie" en multipliant les opérations "attribuées aux islamistes" : assassinat du président Boudiaf, meurtres d'intellectuels, massacres de civils et de militaires... Pour faire pression sur la France, leurs services secrets ont organisé de spectaculaires et meurtrières actions de "guerre psychologique" contre des citoyens français, en Algérie comme dans l'Hexagone. Pour la première fois, ce livre démonte les rouages de l'extraordinaire machine de mort et de désinformation conçue par les généraux algériens et les complicités dont ils ont bénéficié en France pour cacher à l'opinion publique occidentale le seul but de la guerre qu'ils mènent contre leur propre peuple : se maintenir au pouvoir à tout prix, pour conserver les milliards de dollars de la "corruption pétrolière". Dans l'article qui suit, nous avons demandé à Lounis Aggoun de nous présenter l'Algérie d'aujourd'hui.



Françalgérie : déclin ou mutation ?

On nous parle d'un peuple réfractaire à la modernité, qui nie tout progrès scientifique, enferme ses femmes derrière des cages de tissu et les prive d'éducation, refuse la démocratie et préfère le joug de "traditions" introuvables dans aucun siècle passé. Un peuple qui hait tout étranger ou non-musulman. Pis, un peuple qui se hait tant lui-même qu'il veut s'infliger une vie de privation et de douleur, de maladie et de mort. Ce peuple masochiste, ce serait le peuple algérien.

Ce peuple prétendument belliqueux, terroriste, inculte, incompetent, arriéré, n'aspirerait de surcroît qu'à empoisonner l'Europe et le reste du monde démocratique de sa violence, de ses idées passées, de sa drogue, à souiller ses côtes de cadavres de naufragés et, pour les rescapés, à grossir les rangs de la "racaille" incendiaire qui grouille dans les banlieues françaises. C'est ce portrait que dressent de lui par petites touches les médias français, bien inspirés en cela par les généraux algériens.

Ce portrait qui défie l'entendement ne devrait faire illusion chez personne. Mais nous sommes dans une ère aux conscien-

ces égarées. Le mensonge dispose de moyens illimités pour se promouvoir et l'islamophobie, la xénophobie, la peur du terrorisme, l'insécurité et tant d'autres fléaux sont articulés pour annihiler en chacun toute velléité d'esprit critique. En France, une brochette d'"experts" et de directeurs d'"observatoires" — qui sont autant d'officines des services secrets — disposent de toute la couverture pour prêcher le dogme : les Algériens sont de dangereux terroristes, avérés ou aspirant à l'être. Tant pis si tous les attentats qui ensanglantent le monde impliquent Saoudiens, Jordaniens, Tunisiens, Marocains, Pakistanais et rarement des Algériens. Il suffit de présenter les résultats des enquêtes en mouillant "la filière algérienne" ; qui exigera des preuves ? Que ces accusations gratuites soient démenties systématiquement par les faits importe peu, puisque les Algériens ne disposent d'aucun levier pour exiger réparation contre cette atteinte continuelle à leur intégrité morale collective ; d'autant qu'une affaire n'est jamais close qu'une autre occasion n'offre déjà de salir à moindre frais leur réputation.

L'Algérie bidonville : la victime, c'est le coupable

On aura rarement vu, dans l'histoire de l'humanité, un régime qui voue une telle haine au peuple sur lequel il s'exerce. Après 45 ans d'horizons fermés, les Algériens qui le peuvent encore sacrifient leurs ultimes deniers, misent leur vie, dans une fuite éperdue pour rejoindre les côtes européennes salvatrices. Leurs femmes se prostituent pour nourrir leurs enfants, leurs fillettes sont livrées en esclavage à des familles de nantis. La drogue ravage les jeunes, des contingents de mendiants et de SDF hantent les rues des villes, des bidonvilles poussent comme des champignons, des dépotoirs sauvages s'étendent à perte de vue dans les campagnes, des maladies rivalisent d'ardeur, que nul ne songe à soigner ou à prévenir — sida, choléra, peste, tuberculose, gale, botulisme, trachome... Le pouvoir d'achat a été divisé par 20 depuis 1990, pour un coût de la vie équivalent à celui du 16^e arrondissement de Paris. Le chômage frise des sommets insoupçonnés ; des ingénieurs acceptent des salaires misérables, l'équivalent de 25 euros par mois, qui ne suffisent pas aux besoins d'un seul jour. La criminalité atteint des proportions effarantes, avec son cortège d'enlèvements louches ; la violence d'Etat redouble comme au bon vieux temps de la colonisation, et la violence privée pis qu'au Moyen-Age. L'Algérie, c'est le chaos en durures.

L'Algérie - Club des pins : Etat criminel abouti

C'est un pays sur lequel les dirigeants peuvent faire déferler la barbarie dix ans durant, faire tuer 200 000 innocents, faire disparaître 18 000 d'entre eux, réduire son économie en miettes, vouer son peuple à la calamité, détruire les moindres ressorts sociaux, et recevoir les félicitations des "grands" du "monde libre". Et une licence mondiale "to kill".

L'Etat algérien ? Une bande de brigands qu'aucune loi ne restreint, qui se servent dans le Trésor public à volonté. Alors que l'affaire aux 7 milliards d'euros de détournements de la banque privée

Khalifa n'en finit pas de s'enliser, on découvre que les banques publiques n'avaient rien à lui envier. Les montants en cause ont l'allure de budget d'Etat. Les coupables ? Les directions même de ces organismes, lampistes aux commanditaires intouchables. Dossiers à classer...

Une économie réduite à la portion congrue, les produits du sous-sol, comptent pour 97 % de ses sources de revenus. De quoi vouer un pays à la banqueroute. Par un de ces hasards sordides, des milliards à n'en plus finir tombent du ciel, grâce à la flambée des prix du pétrole ! Affectés à l'éducation et à la santé, à l'économie et à ses infrastructures ? Nenni ! Détournés pour étouffer dans l'œuf toute velléité d'émancipation du peuple, pour acheter les outils de sa répression, pour entretenir une faune internationale de prédateurs impitoyables, d'appétits insatiables, engagés dans des spoliations et des convoitises totalitaires. Des milliards de dollars brûlés dans des projets grotesques, comme si une course contre la montre imposait des transactions titanesques pour tout claquer au plus vite, tout en veillant à ce que nul Algérien n'en tire le moindre profit : Chakib Khelil (agent de la Banque mondiale et accessoirement ministre de l'Energie et des mines) investit 8 milliards d'euros dans la construction d'un pipeline vers le Nigeria, qui ne semble avoir pour intérêt que de permettre demain à Texaco, Chevron, BP, Exxon, Anadarko et autres Total d'évacuer le pétrole algérien par le sud, lorsque les révoltes qui séviront au nord menaceront les installations qui traversent les régions peuplées d'"indigènes". Puis il achète le plus grand méthanier du monde, comme s'il fallait se hâter de vider le sous-sol de sa moindre vapeur, sachant que les 32 millions de parias qui grouillent dans le pays finiront fatalement par contrarier cette saignée. Puis ce sont 11 milliards de dollars cash qui sont misés sur la construction d'une route. Aussitôt, le ministre des Travaux publics se plaint de pressions ; pour

cause, au tarif minima de 15 %, le pot-de-vin friserait 1,65 milliards d'euros...

Du "tout-import", générateur de commissions, l'économie algérienne s'est muée en "tout-corruption". La matière même sur laquelle se greffe d'ordinaire la corruption a disparu. Le pays est offert en concessions, comme au bon vieux temps

***Le mensonge dispose
de moyens illimités
pour se promouvoir
et l'islamophobie,
la xénophobie, la peur
du terrorisme,
l'insécurité et tant
d'autres fléaux sont
articulés pour annihiler
en chacun toute
velléité d'esprit
critique.***

de Léopold II, le Sahara pour les multinationales et les meilleures terres agricoles et côtières pour les magnats du Golfe. Les étrangers à Hassi Messaoud souffrent-ils de la promiscuité des 80 000 Algériens qui y vivent ? Qu'à cela ne tienne : Chakib Khelil entreprend de construire pour ces derniers, selon les bons procédés de l'apartheid, une réserve toute neuve, dans un *no man's land* égaré, où il projette de les

planter. Ne reculant devant aucun sacrifice pour ses amis américains, il décide ensuite de privatiser la ville pour l'extraire de la souveraineté du ministère de l'Intérieur algérien. Un régime qui a dressé ses frontières comme une gigantesque prison dont il est l'indétrônable geôlier, supplétif au service d'intérêts hostiles au pays. Il ne reste plus à la propagande qu'à sévir pour expliquer que ce peuple mérite bien toutes ces gémonies.



Bouteflika, l'actuel président algérien.

Le rôle de la France : la désinformation, c'est l'information

Et les "intellectuels" algériens ? Ils ont des rapports d'addiction avec la dictature. Lorsqu'on les convie en France pour s'exprimer, ce n'est jamais pour condamner les forces destructrices qui se coalisent contre leurs concitoyens, ce n'est pas pour offrir leur miséricorde aux victimes, c'est au contraire pour les accabler davantage, pour les faire apparaître d'autant plus dangereux qu'ils se montrent dociles et impuissants à se défendre. De l'ordre du sadisme. Charge ensuite à Bruguière, Sarkozy, Pujadas, Sfeir, Jacquard, etc., de documenter cette fiction, chacun dans son registre, pour blanchir la dictature, présentée comme seule capable d'empêcher ce peuple de semer la désolation sur la planète...

Le résultat spectaculaire de la collaboration de l'Etat français avec cette œuvre morbide est que jamais la moindre image dérangeante sur le régime algérien ne crève les chroniques. Mieux, la communauté algérienne en France est totalement invisible, sinon pour alimenter les passions islamophobes véhiculées par des reportages bidonnés, par des intervenants caricaturaux, des imams moyenâgeux, des "médiateurs" et autres féministes arrivistes, des pseudo-intellectuels pyromanes et des bouffons du roi faiseurs d'opinion au gré de "sorties DVD". Qu'en restait-il une fois cette dizaine de propagandistes patentés écartés ? Rien. Du néant, victimes d'une Françalgérie œuvrant comme le prolongement du DRS (1)

en France, impliquant polices, politiques et médias, multiples facettes d'une haine tenace qu'entretient encore une frange des pouvoirs français à l'égard de ce peuple qui semble avoir commis un péché capital qui le voue au tourment éternel. Mais...

Retour de manivelle

L'une des raisons qui ont amené de Gaulle à se "dégager" de l'Algérie est prosaïque : il n'imaginait pas faire de dix millions d'Algériens les égaux des Français, avec leur religion, leur culture et leur faciès tellement peu gaulois. Sacrifier un million de colons, le Sahara et son pétrole, pour ne pas voir le sol français "pollué" de tant d'hommes en gandoura. Quarante ans après, ce sont déjà 3,5 millions d'Algériens qui vivent en France, poussés pour l'essentiel par cette persistance coloniale inavouable. Des chiffres que ne feront que grossir, en dépit de tous les murs et politiques répressives, à moins d'imaginer une citoyenneté à deux collèges, un "Code de l'indigénat" en quelque sorte pour les "musulmans", qui leur interdirait toute alliance avec des étrangers et restreindrait leur prolifération par décret.

Combien de fléaux qui affligent la France pourraient trouver leur solution en une simple politique digne, qui consisterait à renoncer à soutenir le régime des généraux algériens ? Une Algérie démocratique verrait un afflux des centaines de milliers d'exilés, ce qui inverserait de façon substantielle la tendance migratoire actuelle. Un récent scandale a mis au jour le trafic de drogue en provenance d'Algérie, dont les commanditaires sont

les plus hauts dirigeants — dont le général Kamal Abderrahmane, ami de Charles Pasqua, créateur des escadrons de la mort — un commerce qui introduit chaque année en France 300 tonnes de cannabis, pour ne parler que de cette substance. Pour se constituer le pactole avec lequel Mittal Steel a pu acheter Arcelor, l'industriel indien s'est offert, pour une bouchée de pain, le plus grand complexe sidérurgique d'Annaba, avec en prime les mines de fer qui l'alimentent. L'argent provenant du dépeçage de l'économie algérienne fait ainsi tôt ou tard son chemin pour ruiner l'économie française et son marché du travail. Le terrorisme algérien est pour l'essentiel l'œuvre des généraux amis de la France. Comment peut-on croire un instant que l'on puisse se mettre à l'abri du terrorisme en en soutenant les principaux promoteurs ? Les polémiques récentes autour de la "mémoire" prouvent que la dictature n'est jamais un interlocuteur viable. En niant toutes ces évidences, les dirigeants français compromettent durablement les assises sociales, économiques et sécuritaires de leur pays.

Or cette Françafrique qui perdure dans ses ressorts les plus abjects ne fait que s'accroître. On pouvait espérer que la présidentielle prochaine apporte quelque changement. Hélas, les candidats offrent peu de raisons d'y croire. Si Sarkozy est notoirement l'héritier des réseaux Pasqua et Foccart, l'ami de tous les magnats qui saignent l'Afrique, Ségolène Royal — d'où pouvait venir le salut — s'est entourée d'un cabinet réunissant les ex-conseillers de Mitterrand, architectes de la ruine de l'Algérie depuis 1981 : Jean-Louis Bianco, Jacques Attali, Hubert Védrine, Jack Lang...

Alors, déclin ou mutation de la Françalgérie ? Une chose est sûre : l'horizon des Algériens n'a jamais été aussi sombre en deux mille ans d'histoire ! Si leur malheur tient à des facteurs endogènes, la France est loin d'être hors de cause. Sauf que la Françalgérie, initialement conçue comme une voie à sens unique, a muté pour gangrener en retour le sol français... Une affection qui n'a qu'un vrai remède : l'information.

Lounis Aggoun ■



Bouteflika et Jacques Chirac, sur le perron de l'Élysée.

(1) Le Département du renseignement et de la sécurité (DRS), plus connu sous le nom de Sécurité militaire, est un service de renseignement de l'armée algérienne spécialisé dans la lutte antiterroriste. Ce service opère dans le plus grand secret. Aucune institution civile n'exerce de véritable contrôle sur les pratiques du DRS. Voir <http://web.amnesty.org/pages/stoptorture-060710-features-fra>.

Immigrés nécessaires mais peu désirés

L'exploitation de migrants dans l'agriculture des Bouches-du-Rhône.

Lors d'une conférence-débat à Bamako organisée au cours de sa visite au Mali en mai 2006, le ministre de l'intérieur français, Nicolas Sarkozy, a déclaré : « *je vous le dis franchement, économiquement la France n'a pas besoin de l'Afrique* » (1). En même temps, comme dans tant d'autres campagnes électorales en France et ailleurs en Europe, l'immigration est de nouveau exploitée comme thème central. La France serait victime d'une « *immigration subie* », et désormais il s'agit de la remplacer par un nouveau concept miracle, « *l'immigration choisie* ». Ce n'est que le dernier slogan d'une longue série débutée par « *l'immigration zéro* » lancé en 1974, lorsque la France a décidé de mettre fin à l'arrivée de travailleurs étrangers.

Cependant, il est bien connu que de nombreux secteurs économiques sont depuis de longues années très largement dépendants d'une main-d'œuvre immigrée, avec ou sans papiers. Il s'agit, entre autre, du bâtiment et des travaux publics, de l'hôtellerie, de la restauration, de la confection, et de l'agriculture, pour des travaux en général saisonniers. Ce sont donc des activités qui, par nature, ne peuvent pas se délocaliser dans les pays à bas salaires du Sud ou de l'Est. Ici nous n'évoquerons que le secteur de l'agriculture qui reste le moins visible, car les lieux de travail et de logement sont disséminés dans des zones rurales, loin des grandes villes où se sont concentrées les communautés immigrées et les réseaux de solidarité. La production intensive de fruits et légumes est la principale activité agricole qui emploie beaucoup de main-d'œuvre. Le marché des fruits et légumes européens est totalement libéralisé et la loi du plus grand profit pour un minimum d'acteurs prévaut sur toute considération sociale ou écologique. Les producteurs subissent une pression de plus en plus infernale de la part des grandes centrales de distribution qui cherchent toujours à accroître au maximum leurs profits. Ils sont devenus de véritables sous-traitants industriels à



Yohanne Lamoulière

domicile, cherchant à s'en sortir en compressant, coûte que coûte, le seul poste budgétaire sur lequel ils ont prise : l'emploi.

L'OMI, filière légale d'exploitation des travailleurs immigrés

L'industrialisation de ce secteur a mené à la concentration de la production dans quelques zones en Europe. Les conditions de travail et de vie des ouvriers migrants saisonniers y sont déplorables. Dans des pays comme l'Espagne et l'Italie la proportion de travailleurs migrants sans papiers et sans contrat est très importante. Cette situation a été révélée au public par des scandales particulièrement graves, comme à El Ejido en Andalousie à la suite des ratonnades de février 2000 (2) et plus récemment dans la région de Foggia dans les Pouilles en Italie (3).

Par contre, en France, la plupart des étrangers travaillant dans l'agriculture

disposent d'un statut légal. L'emploi de saisonniers étrangers est un phénomène ancien et a été géré par l'Office des migrations internationales (OMI) dès sa création en 1945 (4). Au début il s'agissait surtout d'Européens : en 1946 on dénombrait 10 880 Belges et 662 Italiens. L'année avec le plus grand nombre a été 1972 avec 138 300 ouvriers, qui étaient en grande majorité des Espagnols, mais, déjà, on dénombrait 8626 Marocains et 1145 Tunisiens. Après la fermeture des frontières en 1974, l'OMI est devenue la seule filière légale d'introduction de travailleurs étrangers en France, à travers

(1) Cité par Nouhoum Keita de Radio Kayira, Bamako – <http://www.kayira.org/article56.html> (2) *El Ejido – terre de non-droit*, Forum civique européen, 2000 (éd. Golias, ISBN 2-914475-11-X). (3) « Esclaves en Italie », *Le Monde* du 23 septembre 2006, « Un saisonnier en enfer », *Le Courrier international* n° 830 du 28 septembre au 4 octobre 2006.

(2) *El Ejido – terre de non-droit*, Forum civique européen, 2000 (éd. Golias, ISBN 2-914475-11-X).

(3) « Esclaves en Italie », du 23 septembre 2006, « Un saisonnier en enfer », *Le Courrier international* n° 830 du 28 septembre au 4 octobre 2006.

(4) L'OMI a changé de dénomination en 2005 en intégrant la nouvelle Agence nationale pour l'accueil des étrangers et des migrations (Anaem).

des contrats bilatéraux signés avec le Maroc, la Tunisie et la Pologne (5).

Le contrat OMI permet aux exploitants de retrouver dans un cadre légal beaucoup d'avantages à l'emploi de migrants sans papiers. Le contrat a une durée maximale de huit mois et à la fin de cette période l'ouvrier doit se présenter au bureau de l'OMI dans son pays et attendre un éventuel nouveau contrat. Il n'existe aucune garantie, même après plus de vingt années de service chez le même patron. Il y a de nombreux abus par rapport aux salaires et aux heures non payées, aux conditions de travail et de logement, à l'accès à la sécurité sociale... Tout le temps passé en France par un salarié OMI n'est pas pris en compte pour l'ancienneté du séjour sur le territoire national. Un ouvrier peut travailler huit mois chaque année pendant 25 ans et n'avoir aucun droit pour obtenir un permis de séjour ou faire venir sa famille. Il se crée une relation de dépendance anormale entre ouvrier et employeur. C'est précisément l'employeur qui, chaque année, demande la réembauche de chacun de ses salariés OMI. La moindre revendication ou contestation d'un ouvrier se traduit par le non renouvellement de son contrat l'année suivante.

Un collectif pour la défense des droits

Depuis 2000 entre 10 000 et 15 000 contrats OMI sont accordés, surtout à des Marocains et Tunisiens. Le département des Bouches-du-Rhône bénéficie du plus grand nombre de ces contrats en France, avec environ 4000 chaque année. La réalité vécue jour après jour par ces ouvriers de l'ombre est restée quasi invisible pendant des décennies. Ce n'est que depuis quatre ou cinq ans que quelques-uns parmi eux ont décidé de rompre la loi du silence en dénonçant les exactions qu'ils subissaient, soit en portant plainte contre leur patron ou contre des administrations, soit en lançant des grèves. Ce réveil a certainement été encouragé par l'exis-

tence du Collectif de défense des travailleurs étrangers dans l'agriculture, le Codetras, créé en 2002. Aujourd'hui ce collectif est une structure sans doute unique en Europe, regroupant des syndicalistes, des travailleurs sociaux en milieu rural, des militants des droits de l'homme, des défenseurs de l'agriculture paysanne, des chercheurs... (6)

Le Codetras a mis en place un réseau d'avocats et s'occupe actuellement de plus d'une centaine de dossiers d'ouvriers étrangers devant les tribunaux.

En septembre 2005, le collectif a publié un *Livre noir* qui décrit "certaines situations individuelles et collectives, autant d'illustrations des ravages de la loi de la jungle qui régit l'agriculture intensive" du département. Ce livre "est également teinté d'espoir car ces situations sont aussi des exemples d'insoumission libératrice".

Un début de révolte

Naïma, aide-soignante au Maroc jusqu'en 1990, fut une des premières à se révolter. Elle est une des rares femmes qui soit venue en France avec un contrat OMI. Bien que son bulletin de salaire porte la mention "ouvrier agricole", elle s'est retrouvée pendant plus de dix ans employée de maison, travaillant de 6 h du matin à 10 h le soir, s'occupant des enfants et de toutes les tâches ménagères pour 600 € par mois. Chaque année le patron a retenu 750 € sur sa paie pour couvrir la redevance qu'il devait payer à l'OMI pour le contrat, ainsi que 150 € chaque mois pour le petit studio qu'elle habitait. Heures supplémentaires non payées, pas de jours fériés, ni de congés, la loi du patron était claire : pas de droit de sortir ni de parler aux voisins, il lui a même fortement déconseillé de se marier, pour rester disponible jour et nuit. Elle a travaillé dans ces conditions jusqu'en 2000 par peur de représailles envers sa famille. Elle a décidé d'agir suite à un accident de travail. Son patron a refusé de déclarer l'accident et l'a jetée à la rue. Elle s'est retrouvée sans travail, sans logement, sans argent et expulsable car son



Yohanne Lamoulère

contrat était terminé. Avec le soutien de la CGT, du Mrap et ensuite du Codetras, elle le dénonce devant la presse, porte plainte et réussit à obtenir une autorisation provisoire de séjour (APS). En représailles, plusieurs membres de sa famille qui travaillaient pour le même patron restent au Maroc sans travail l'année suivante, leur contrat non renouvelé. Elle a été également victime de menaces à plusieurs reprises. Les accidents de travail sont malheureusement bien trop courants. Les ouvriers OMI doivent souvent se lancer dans des batailles juridiques et administratives pour qu'ils soient reconnus par l'employeur, traités équitablement par la Mutuelle sociale agricole (MSA) et pour se voir accorder un APS. Ahmed a travaillé chez le même patron à Entressen de 1978 jusqu'au 5 septembre 1998, date où il a eu un accident. Après 20 ans de travail pénible sous les serres, logé dans un local insalubre sans eau potable, il fut fortement prié de partir, car devenu inutile. Il décide de rester et de se battre. En 2004 il gagne son procès et obtient le paiement de ses congés, de la prime d'ancienneté, le remboursement de la redevance OMI et en plus des dommages et intérêts. Il faut aussi se battre contre la mauvaise volonté de la MSA. Dans le cas d'Ahmed, la MSA n'a reconnu qu'un taux ridicule de 3% d'incapacité de travail alors que la Cotorep lui reconnaît un handicap de 50%. De nombreuses autres plaintes sont en cours, suite à des accidents de travail, mais peu d'ouvriers ont réussi l'exploit d'Ahmed. Le cas qui a reçu la plus grande

(5) Béatrice Mésini, CNRS : « Saisonniers étrangers dans l'agriculture méditerranéenne, les ressorts d'une mobilisation multi-niveaux », juin 2006

(6) Parmi les membres se trouvent l'Asti, la Cimade, la Confédération paysanne, la Creops, Droit paysan, Espace accueil aux Étrangers, le Mrap, la CFDT, le Forum civique européen, la FSU et la Ligue des droits de l'homme.



Yohanne Lamoulière



Yohanne Lamoulière

couverture médiatique (7) est celui de Baloua aït Baloua, un Marocain qui a travaillé 23 ans chez le même patron à Charleval avant de perdre son emploi à cause de la vente de l'exploitation. En mars 2005, quelques jours avant son retour à Meknès, un ami lui montre une annonce dans *L'Agriculture provençale* : le domaine a été vendu. Son patron n'a pas trouvé utile de l'en informer. Il se rend compte qu'il n'a aucune chance de trouver un autre contrat et ne peut prétendre à un quelconque dédommagement ou aide. Il a pourtant cotisé pendant 23 ans aux Assedic, mais celles-ci ne versent pas d'allocation chômage aux étrangers en situation irrégulière – sans contrat il devient bien sûr un sans papiers. Alors, plutôt que retourner au Maroc où il a pourtant des jeunes enfants, Baloua décide de se battre pour ses droits. On estime à 6000 le nombre d'heures non payées. En tout, avec les congés, la prime d'ancienneté etc., la somme due s'élève à environ 200 000 €. Des plaintes sont déposées avec l'aide du Codetras, mais dans des conditions très difficiles car Baloua est clandestin. Le préfet des Bouches-du-Rhône refuse systématiquement de lui accorder un APS, malgré de nombreuses interventions en sa faveur. Une première lueur d'espoir apparaît le

18 septembre 2006 lorsque le tribunal administratif de Marseille ordonne au préfet de lui délivrer "une autorisation provisoire de séjour l'autorisant de travailler". Une première APS de trois mois lui a été délivrée par la suite.

Esclavage moderne ?

Qu'est-ce qu'un travail saisonnier ? Voilà une des questions fondamentales que le collectif tente de soulever grâce à son travail juridique. Le contrat OMI n'a rien de saisonnier : huit mois, avec des horaires qui dépassent allègrement les maxima hebdomadaires autorisés par la loi. Un ouvrier doit ainsi accepter de fournir entre 200 et 300 heures par mois. Dans le jugement du tribunal du 18 septembre 2006, le juge considère que Baloua était "en réalité un travailleur permanent car occupant un emploi permanent" et que son statut de saisonnier invoqué par le préfet pour rejeter sa demande de titre de séjour permanent n'était qu'une "apparence juridique que son employeur et l'administration avaient entendu donner à son embauche et à son séjour sur le territoire français". Cette reconnaissance officielle de la fiction de beaucoup d'emplois saisonniers en agriculture vient conforter les analyses des inspecteurs généraux de l'agriculture et des affaires sociales dans leur rapport 2001-118 de novembre 2001 tenu secret et naturellement sans suite (8). D'autre part, le collectif tente de démontrer qu'une telle situation peut être rapprochée d'une forme moderne de servitude ou servage. La Convention rela-

tive à l'abolition de l'esclavage, adoptée par la France en 1956, définit le servage comme "la condition de quiconque est tenu par la loi, la coutume ou un accord, de vivre et de travailler sur une terre appartenant à une autre personne et de fournir à cette autre personne, contre rémunération ou gratuitement, certains services déterminés, sans pouvoir changer sa condition".

La première grève

En juillet 2005 la contestation des ouvriers OMI est passée à un autre stade. Une grève est lancée par un nombre important de travailleurs et pas dans n'importe laquelle des entreprises. Le Mas de Poscros et la Sedac, sur la commune de Saint-Martin-de-Crau, constituent une partie de l'empire de Laurent Comte, qui est le plus grand producteur de pêches en France. Avec plus de 1000 hectares ces domaines fournissaient 11 % du marché en France. 240 ouvriers marocains et tunisiens vivaient entassés dans des vieux bâtiments agricoles ou dans des Algecos avec des sanitaires infects et sans eau potable. Ils doivent tout acheter, les draps et couvertures, les assiettes, le gaz pour faire la cuisine... et même leurs outils de travail. Onze heures de sueur et de poussière par jour, dont sept sont payées, trois comptées comme heures supplémentaires à régler plus tard et une heure "gratis". On ne leur fournissait pas d'échelles pour la récolte et ils devaient grimper dans les arbres ou monter sur des caisses, ce qui provoquait souvent des accidents. Officiellement le salaire était d'environ

(7) Voir surtout *Le Monde*, 28 avril 2006 : « Les petits papiers d'un sans papiers »

(8) Ce rapport peut être consulté sur le site du Codetras : www.codetras.org Voir également l'article de Patrick Herman « Trafics de main-d'œuvre couverts par l'Etat » dans le *Monde diplomatique* de juin 2005.

7 € par heure, mais le patron déduisait 62 € par personne et par mois pour le "logement". Pendant que la plupart faisaient la récolte, juste à côté d'autres traitaient les arbres avec des sulfateuses remplies de pesticides, éventuellement interdits, car les étiquettes des emballages étaient systématiquement enlevées. Ceux qui faisaient ces traitements travaillaient sans cabine sur le tracteur, sans masque ou vêtement de protection, et de nombreux cas de maladie ou de malaise ont été observés. Toute réclamation à ce sujet était suivie de menaces de rupture de contrat. Cette face cachée de nos pêches a été révélée grâce à la grève lancée par la totalité des 240 saisonniers et soutenue par la CGT, en premier pour réclamer les 300 à 400 heures supplémentaires non payées depuis 2004. Toute la colère retenue si longtemps et le sentiment d'impuissance face aux injustices, à l'intimidation et au mépris qui forment les fondements mêmes de ce modèle d'exploitation agricole (c'est bien révélateur que le terme de "ferme" a cédé la place à celui "d'exploitation"...) ont été exprimés pour la première fois. C'était la première grève de saisonniers OMI de l'histoire, et cela s'est passé chez le plus grand des patrons. Ces 240 hommes savaient que tout ouvrier OMI qui s'était levé la tête pour réclamer les droits "garantis" par leur contrat et l'Etat français pouvait renoncer à tout espoir de revenir en France l'année suivante.

Les prix les plus bas, l'exploitation la plus ignoble

La grève a duré une semaine et a contraint M. Comte à céder. Il a payé les arriérés et a promis de fournir les outils, échelles et vêtements de protection. Quelques mois plus tard, cependant, il a choisi de déposer le bilan et abandonner la production de pêches. Les services de l'Etat ont remplacé les logements les plus insalubres d'environ 90 ouvriers (pourquoi l'Etat, on pourrait se demander...). Par contre, l'engagement donné

(9) En septembre 2006 des grèves ont éclaté au Maroc lancées par des ouvriers agricoles exploités sur place par des entreprises européennes. Voir *Archipel* (le mensuel du Forum civique européen) n° 142 d'octobre 2006.

aux grévistes par le préfet de n'accepter aucun nouveau contrat OMI dans le département en 2006 tant que les grévistes n'avaient pas trouvé un emploi, n'a pas eu la suite espérée. Sur les 240, seulement deux ont effectivement retrouvé un travail.

Et pendant tout ce temps la concurrence féroce sur le marché des fruits et légumes continue. La guerre des centrales de distribution poussera de plus en plus d'entreprises soit à la faillite, soit à une concentration accrue soit à la recherche de lieux de production plus rentables grâce à des salaires encore plus bas (9). Ce qui est certain c'est que tout le monde reconnaît, exploitants agricoles en tête, que, "sans les OMI il n'y aurait plus d'agriculture compétitive dans les Bouches-du-Rhône". "L'immigration choisie" n'est donc guère un concept nouveau. Les pays occidentaux comme la France ont toujours su attirer ou chercher les immigrés, avec et sans papiers, qui assurent le fonctionnement et la compétitivité de plusieurs secteurs économiques, grâce à des salaires et des conditions de travail inacceptables pour une grande majorité des Européens. Nicolas Sarkozy oublie un peu vite la dette que la France a envers les pays africains, après tant d'années de travail pénible par des dizaines de milliers d'immigrés venant de ce continent. Mais il est vrai qu'on peut actuellement constater une nette augmentation du nombre d'immigrés venant des pays de l'Est et aussi des pays latino-américains à travers des réseaux de recrutement basés en Espagne. Ce sont ces derniers, surtout Equatoriens, qui ont remplacé des Maghrébins avec contrat OMI dans certaines entreprises agricoles des Bouches-du-Rhône.

Plus généralement, le modèle de production industrielle qui trouve son illustration la plus spectaculaire à El Ejido et à Foggia n'est pas réformable, mais devrait être complètement éliminé. Il s'agit d'une forme d'agriculture féroce-ment compétitive qui produit de la nourriture malsaine pour des consommateurs à la recherche des prix les plus bas, ne se souciant pas du contexte social et environnemental dans lequel elle est produite. Ce système ne peut exister que grâce à l'arrivée de travailleurs immigrés prêts à accepter toutes les conditions. Ce modèle signifie aussi la ruine de la production agricole locale de qualité. Il sera impossible de changer quelque chose en profondeur sans une remise en question fon-



La Roue ou la noria des saisonniers agricoles

Les photos de cet article sont tirées du livre "La Roue ou la noria des saisonniers agricoles", une enquête avec des photographies de Yohanne Lamoulère et des textes de Patrick Herman sur l'emploi des immigrés invisibles dans l'agriculture.

2007, 80 pages couleur, 21x21 cm, dos carré cousu, 18 €. Le livre peut être commandé (sans frais de port) à l'association Khiasma Sud, 11, rue des Frères-Silvy, 13600 Ceyreste.

damentale des modes de production et de consommation. Mais en attendant ce "grand jour", il est nécessaire d'agir selon les circonstances. C'est pourquoi le travail d'un collectif comme le Codetras est si important.

Nicholas Bell ■

Pour plus d'informations, contacter :
Codetras, BP 87, 13303 Marseille, Cedex 3,
04 95 04 30 98,
codetras@espace.asso.fr; www.codetras.org

Nicholas Bell, Forum civique européen,
04300 Limans, nicholas.bell@gmx.net

Le Codetras a créé un comité de soutien à Baloua aït Baloua et également un fonds de soutien aux actions juridiques en cours, qui coûtent très cher. Ceux qui le souhaitent peuvent envoyer des chèques, libellés au nom de la Ligue des droits de l'homme et envoyés au Codetras.

Médias

■ **Presse d'opinion et diffusion.** Alexandre Nevière, dans le cadre d'un DESS à l'Université Aix-Marseille II, a réalisé une enquête sur la distribution et la diffusion de la presse d'opinion en France. Si depuis la loi sur la presse de 1881, l'édition d'une émission radio ou d'une télévision est encore contrôlée de près par l'Etat, l'édition d'un journal est relativement aisée, seule la diffusion à grande échelle reste un problème : sur 15 000 titres disposant d'un numéro de commission paritaire, seuls 3500 sont présents en kiosque. Le refus d'être diffusé en kiosque relève de trois obstacles : refus de passer sous le contrôle d'un marchand d'armes, *Lagardère* qui contrôle les NMPP (85% de la distribution, une bonne partie des 32 000 lieux de vente), impossibilité d'assurer les tirages importants que cela demande, refus du gaspillage que cela implique puisque seuls 30 à 40% des numéros mis en kiosque seront vendus, les autres le plus souvent détruits. Alexandre Nevière a alors étudié les modes de vente mis en place par sept titres :

Alternative libertaire (2500 ex vendus au moment de l'enquête), *Campagnes solidaires* (6250 ex), CQFD (4500 ex), *Le monde libertaire* (2400 ex), *Offensive* (800 ex), *PLPL* (6650 ex) et *S!lence* (6250 ex). Trois sont diffusés par NMPP (*Alternative libertaire*, CQFD et *Le Monde libertaire*). Trois sont membres d'un autre réseau de distribution (*Alternative libertaire*, CQFD et *Offensive*). Ces réseaux alternatifs sont *Diffusion populaire* et *Co-errances* qui diffuse surtout en librairie et dans des lieux culturels. *S!lence* et *Campagnes solidaires* font 80% de leurs ventes par abonnement, les autres moins : 20% seulement pour *Alternative libertaire* et *Offensive*.

Alexandre Nevière propose une mutualisation de la presse d'opinion, au moins au niveau de sa représentation vis-à-vis des institutions, pour défendre une loi qui est aujourd'hui en complète récession et suggère de mettre en place dans la presse écrite des structures similaires à ce qui existe dans le domaine des radios associatives.

■ **Acellu di l'isola**, *Ghyuvan Yviu Torre, Diriti Paisanu, L'Aliva*, 20160 Vico, tél : 04 95 26 69 72, lacellu.dilisola@gmail.com. Nouvelle revue écologique corse qui se définit comme "écologique, paysanne, désobéissante, solidaire". La revue démarre de manière trimestrielle et appelle à la participation.

■ **Alternatives non-violentes**, centre 308, 82, rue Jeanne-d'Arc, 76000 Rouen, tél : 02 35 75 23 44, www.anv.irnc.prg. Dans le numéro 141, de janvier 2007, cette revue de réflexion trimestrielle propose un dossier sur "Banlieues, un défi pour la non-violence" avec quelques exemples particulièrement intéressants de démarches non-violentes menées par des "jeunes issus de l'immigration" comme on dit dans les médias dominants. Le numéro : 12 €. Prochains numéros annoncés : la désobéissance civile, adolescence et non-violence, éthique de la décroissance. Abonnement : 36 € pour 4 numéros.

■ **CQFD**, BP 70054, 13192 Marseille cedex 20, tél : 04 91 90 25 04. Avec le soutien des éditions l'Insomniaque, le mensuel CQFD vient de publier un hors-série de 28 pages sur la révolte de Oaxaca, au Mexique, capitale de l'Etat du même nom, à majorité indienne. De juin à décembre 2006, la capitale fait l'objet d'une insurrection populaire contre son gouverneur. Une révolte écrasée par la force, avec plusieurs morts et de nombreux disparus.



■ **La Décroissance**, *Casseurs de pub*, 11, place Croix-Paquet, 69001 Lyon, www.ladecroissance.net. A partir du 1^{er} février, la revue sur la décroissance change de rythme et devient mensuelle, permettant ainsi de mieux suivre l'actualité fort dense sur le sujet.

■ **Lichen**, *Les Verts Bretagne*, 38, rue de Gouédic, 22000 Saint-Brieuc, tél : 02 96 61 51 68. Avec une maquette qui reprend pour une grande part celle de la revue des Verts au niveau national, 16 pages d'infos et de débats régionaux chaque trimestre, tout en couleur pour un prix modique.

■ **Réveil paysan**, 8, quai Joffre, 69002 Lyon. Bimestriel de la Confédération paysanne du Rhône. Des campagnes concrètes liées à la vie agricole du département.

Alternatives



Habitat sain

■ **Calvados : Hélianthe.**

L'association Hélianthe propose des stages pratiques : construire et isoler en chanvre (samedi 3 mars), initiation aux enduits de chaux (samedi 31 mars)... Un chantier participatif est ouvert sur place. Renseignements : *Hélianthe, Clomesnil, 14310 Coulvain*, tél : 02 31 77 96 27.

■ **Orne : Terre et bâtifolies.**

L'association *Terre et bâtifolies* propose un stage de deux jours d'initiation à la restauration et la construction écologique. Au choix : 17 et 18 mars, 18 et 19 mai, 8 et 9 septembre, 13 et 14 octobre. Elle propose aussi la visite de son éco-site à la ferme de la Buaille, le 26 mai, le 23 juin, le 28 juillet, le 15 septembre. *Terre et bâtifolies, La Buaille, 61120 Guerquesalles*, tél : 02 33 36 87 13.

■ **Manche : Ecotaupi.**

Ecotaupi propose des visites de l'écosite les samedis 31 mars et 28 avril et le dimanche 3 juin. Des stages de formations sont organisés : construction d'une phyto-épuration (5 mai), techniques décora-

tives de la chaux (24 mars et 16 juin), la terre dans le bâtiment (12 mai), la chaux dans le bâtiment (21 avril), montage d'un chauffe-eau solaire (23 juin), mise en œuvre de la brique monomur (2 juin), votre maison écologique (sur rendez-vous).

Ecotaupi, 19, route de Sainte-Marguerite, 50290 Bricqueville-sur-Mer, tél : 02 33 50 69 96.

■ **Ecocentre du Périgord.** Celui-ci organise des stages tout au long de l'année : gestion écologique de l'eau dans la maison (6 au 9 mars), introduction à la géobiologie (16 et 17 mars), la saga de l'écomaison : introduction à la conception, dessin et réalisation (du 19 au 23 mars), ossature bois pour techniques de remplissage paille (26 au 30 mars). *Ecocentre du Périgord, Froidefon, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie*, tél : 05 53 52 59 50.

■ **Hautes-alpes : le Gabion.**

L'association *Le Gabion* propose différentes formations en habitat sain : "la chaux dans le bâti ancien et l'écoconstruction" (26 au 31 mars), "ouvrier professionnel en restauration du patrimoine" (11 avril au 12 décembre)...



Côté Jardins

Amap et services à la personne

Aujourd'hui si vous voulez disposer d'un jardinier ou d'une aide-ménagère, vous pouvez disposer du régime des services à la personne qui vous permet de déduire la moitié du coût de ce service de vos impôts. Actuellement, du côté des Amap, Association pour le maintien de l'agriculture paysanne, il y a un décalage entre une demande forte des consommateurs dans les grands centres urbains et les producteurs. D'où une réflexion engagée dans les Amap de la région parisienne pour demander au gouvernement que le statut de jardinier-maraîcher puisse bénéficier du régime des services à la personne, ce qui permettrait, pour un prix de paniers de légumes proche de celui du marché, de rémunérer au mieux le producteur de fruits et légumes, rendant le métier plus attractif. Pour en savoir plus : *Association Citoiliens, 118, rue de Rosny, 93100 Montreuil*, tél : 08 70 71 43 54, *Alain El Houssine*.



Programme : *Le Gabion, domaine du Pont Neuf, 05200 Embrun, tél : 04 92 43 89 66.*

Moteur Pantone Ça ne fonctionne pas et ça pollue !

Nombreux sont les lecteurs qui nous demandaient de parler du moteur Pantone, un moteur qui permettrait en injectant de l'eau dans le carburant d'un véhicule de faire des économies. Nous étions sceptiques. Aucune étude scientifique ne venait accréditer les résultats que certains utilisateurs annonçaient. Un groupe d'élèves de la section des techniciens supérieurs en agroéquipement du lycée technologique Claude-Lehec à Saint-Hilaire-du-Harcouët, dans la Manche, a étudié le moteur Pantone avec un comparatif extrêmement précis : deux moteurs avec ou sans Pantone sur banc d'essai, deux autres moteurs en exercice sur des tracteurs. Le résultat est que à presque tous les régimes étudiés, le moteur Pantone entraîne une surconsommation de carburant du fait de la chute de rendement de la combustion et une augmen-

tation des émissions de polluants vers l'extérieur. Comment expliquer alors que des utilisateurs en soient satisfaits ? Vincent Leblay, l'enseignant qui a encadré l'étude, estime que les personnes qui font l'effort d'essayer ce genre d'innovations sont très attentives à leur consommation et donc sont économes... mais qu'elles le seraient encore plus si elles arrêtaient d'utiliser un moteur Pantone. Résultats complets de l'étude dans *Symbiose* de janvier 2007, CS 37 725, 35577 Cesson-Sevigné cedex (n°109, 4 €).

Oasis en tous lieux

Le mouvement des *Oasis en tous lieux* a été initié lors de rencontres avec Pierre Rabhi, à partir de 1997, pour mettre en place des lieux de recherche de cohérence où s'expérimentent différentes pratiques : abandon de la recherche de profit individuel, retrouver la logique du vivant dans les différents aspects de notre vie sociale, favoriser le développement humain et non la croissance économique. Les "oasis" sont donc des lieux où sont mis en place une démarche agroécologique, un habitat écologique à faible coût, la nécessité

Agri bio

■ **Mouvement de culture bio-dynamique.** Le mouvement de culture bio-dynamique, une méthode rigoureuse d'agriculture biologique, tiendra son assemblée générale les 24 et 25 mars à Saint-Mathieu-de-Tréviers, au nord de Montpellier, sur le thème "restaurer l'organisme agricole", visite d'une vigne en biodynamie, ateliers de travail, débats sur l'agriculture en Languedoc... *Mouvement de culture bio-dynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar.*

■ **Saône-et-Loire : stages biodynamiques.** La ferme du domaine de Saint-Laurent propose des stages en biodynamie tout au long de l'année : agriculture bio-dynamique (17 et 18 mars), les rythmes (31 mars et 1er avril), jardinage biodynamique (2 et 3 juin), arbres et paysages (23 et 24 juin), jardinage biodynamique (8 et 9 septembre). Renseignements : *Domaine Saint-Laurent, 71250 Château.*

■ **Alsace : stages biodynamiques.** L'association pour la culture biodynamique d'Alsace-Lorraine organise des stages de taille des arbres fruitiers le 10 mars et le 24 mars, un stage sur le compost le 21 avril. *Association pour la culture biodynamique d'Alsace-Lorraine, Nierenberger Alois, 4, quai du Murhof, 67200 Strasbourg, tél : 03 88 28 95 04.*

■ **Alpes-de-Haute-Provence : Le chant des arbres.** Jean-Luc Petit, conseiller arboricole et rédacteur du bulletin spécialisé *Arbobia infos*, vient de mettre en place un centre de formation en agriculture biologique et biodynamique à Manosque. Différentes formations sont proposées par stages de 2 à 4 jours : connaissances des sols, arboriculture, agriculture, élevage... *Le chant des arbres, chemin Pimayon, 04100 Manosque, tél : 04 92 78 53 19.*

■ **Alpes-Maritimes : Hélichryse.** L'association Hélichryse (voir article dans le numéro de janvier 2007) propose les 10 et 11 mars un stage pour l'approche goethéenne des conifères : reconnaissances, observation des formes, prélèvements pour les huiles essentielles, odeurs... Renseignements : *Hélichryse, la Commanderie, 06750 Valderoure, tél : 04 93 60 39 88.*



Les préparations d'Hélichryse.

Marie Clémis



GRANDE-BRETAGNE Bicyclet ballet

Bicyclet ballet est un ensemble de danse contemporaine composé de six artistes professionnels qui, avec l'aide d'une centaine de cyclistes volontaires, a mis au point un spectacle d'une demi-heure qui a été joué pour la première fois lors de la journée sans voiture, le 22 septembre 2006 à Brighton. La chorégraphe, Virginia Farman, réalise depuis une quinzaine d'années ce genre de performances. On peut voir une vidéo sur le site www.bicycletballet.co.uk.

de l'implication locale, la coexistence d'espaces collectifs et individuels, la pluriactivité. Pour en savoir plus : *Alain et Marie-Claude Degrigny, Oasis le Val heureux, 7, rue du Val-d'Orléans, 45140 Ingré, tél : 02 38 43 07 37.*

PARIS Les Turbulents

Depuis 1997, les Turbulents se réunissent autour d'un projet artistique qui réunit des professionnels du spectacle, des psychotiques, des autistes, des personnes dépendantes et des psychothérapeutes. Il s'agit d'utiliser la scène théâtrale comme lieu d'expression et de confrontation. Voir ces personnes sur scène est une bonne thérapie... pour le public ! Pour Philippe Duban, directeur, les activités des Turbulents sont un combat contre toutes les formes d'exclusion. Il ne s'agit ni d'art-thérapie, ni de psycho-thérapie, mais d'un espace de jeu mixant les personnes. Agés de 16 à 30 ans, les turbulents sont origi-

Espéranto

■ **Cyclistes espérantophones.** Bemí, Biciklista esperantista movado internacia, est l'association internationale des cyclistes espérantophones. Elle organise régulièrement des caravanes cyclistes dans divers pays du monde avec des participants de différentes nationalités, le groupe s'exprimant en espéranto. Les randonnées ainsi organisées bénéficient de l'aide du réseau *Pasporta Servo*, réseau d'hébergement international. Sur son site internet, on trouve notamment un dictionnaire du cycliste en neuf langues dont l'espéranto, ce qui peut aider de nombreux randonneurs même non espérantistes. *Bemí c/o Espéranto-Jeunes*, 4, rue de la Cerisaie, 75004 Paris, <http://bemí.free.fr>.

■ **Marche à Compostelle.** Pour découvrir le côté culturel des chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle, une marche est organisée durant la première quinzaine de juillet, ouverte aux espérantistes comme aux sympathisants. Renseignements : *Michèle Abada-Simon*, 288, avenue d'Argenteuil, 92600 Asnières.

■ **Cartes postales.** Des cartes postales représentant une plante avec un poème en espéranto sont disponibles auprès de *Monique Prezioso*, 92, impasse Jean-Moulin, 83700 Saint-Raphaël.

■ **Jeunes et espéranto.** une rencontre sur ce thème est organisée au château de Grésillon, dans le Maine-et-Loire, du 7 au 14 avril. Renseignements : *Eliisabeth Barbay*, 25, allée Gabriel-Fauré, 93140 Bondy.

■ **Paris : cheminots espérantistes.** Le 59^e congrès des cheminots espérantistes se tiendra du 12 au 19 mai, au centre international de Paris (6, avenue Maurice-Ravel, 12^e). Renseignements : *AFCE/UAICF*, 9, rue du Château-Landon, 75010 Paris, tél : 01 48 53 05 52.

■ **Savoie : stage pour débutants.** Un stage d'initiation à l'espéranto est organisé du 25 au 31 mars à Plan Pleisey, station de ski à 1650 m. Renseignements : *Thierry Depecker*, *Espéranto*, La Roselière, 97, rue Saint-Michel, 73700 Bourg-Saint-Maurice, tél : 04 79 07 53 10.

naires de trois hôpitaux de jour franciliens (Paris, Antony, Aubervilliers), trois instituts médico-éducatifs (Saint-Denis, Bourg-la-Reine, Châtenay-Malabry), un foyer (Cormeilles-en-Parisis), deux centres d'aides par le travail. *Turbulences*, 102, boulevard voltaire, 75011 Paris.

YONNE

Ecodomaine des Gilats

L'Ecodomaine des Gilats propose des stages autour de la recherche de cohérence en écologie. Au programme : réalisation d'un moteur Pantone (16 au 20 avril), construction d'un chauffe-eau solaire (26 et 27 avril)...



L'Ecodomaine des Gilats, Anne ou Jean-Luc Delmotte, 89130 Toucy, tél : 03 86 44 20 62.

JURA

Château de Chevreux

Les ruines du château médiéval de Chevreux (Jura) sont depuis 1990 un lieu d'échange et d'initiation aux techniques traditionnelles de construction autour d'un projet de sauvegarde concret. Chaque année, des stages et des chantiers internationaux de jeunes bénévoles sont organisés sur le site et ses environs.

Encadrés par des professionnels (maçons, tailleurs de pierre, charpentiers, architectes, archéologues...), les participants redécouvrent notamment l'intérêt d'utiliser des matériaux nobles tels que la pierre, la chaux et le bois dans la construction. *Les Amis de Chevreux-Chatel*, 39190 Chevreux, tél : 03 84 85 95 77.

STRASBOURG

Akordi coop

Sonia Fath a été bénévole dans le cadre de l'association *La Cédraie* qui faisait la promotion de produits issus du commerce équitable. Suite à des

Alternatives



erreurs de gestion, cette association a été mise en liquidation judiciaire en novembre 2006. Des bénévoles décident alors de relancer l'activité sous forme d'une coopérative dénommée Akordi et Sonia Fath s'en voit confier la direction bénévole. Mais pour épurer les comptes de l'ancienne association, le liquidateur ne trouve rien de mieux que de créer un droit au bail qu'il estime à 30 000 €. Une somme qui dès le départ bloque le projet de coopérative. Des recours sont en cours car la Cédraie avait obtenu le bail du local actuel sans ce droit au bail. La nouvelle coopérative se retrouve à squatter les lieux en attendant de résoudre la question et cherche des partenaires pour aider à stabiliser financièrement l'initiative. *Akordi coop*, 26 Grande-rue, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 78 12 16.

ILLE-ET-VILAINE

Ecotissement complet !

A Bazouges-sur-Hédé, le maire Jean-Christophe Benis a fait le pari de lancer un lotissement sur le mode écologique : vingt-deux maisons privées et dix logements sociaux. Parpaings, PVC, grillages en plastique interdits, eau chaude solaire, récupération des eaux de pluie, biobrique bois ou paille, photopiles, éclairage de rue modeste, compostage... Il a le soutien du maire de la commune voisine, Daniel Cueff qui, à Langouet a déjà mis en place une école qui produit la moitié de son électricité avec du photovoltaïque et dont la cantine est 100% bio.

A l'arrivée, toutes les parcelles ont été vendues, le coût de revient des maisons est un peu plus cher... mais les habitants le récupéreront avec les économies d'énergie. Une dizaine de communes du département ont indiqué vouloir s'inspirer de ce projet pour mettre en route leur propre éco-lotissement. (*Libération*, 6 novembre 2006)

CORRÈZE

La route du pain

La Route du pain est une boulangerie mobile pédagogique associative sensibilisant au processus de fabrication du pain au levain naturel. Le four à pain est installé sur une remorque et peut se déplacer sur les routes de France à la demande. *La route du pain*, le Puy de bort, 19110 Sarroux, tél : 05 55 96 71 84.

CREUSE

Arboretum de la Sédelle

L'Arboretum de la Sédelle organise des journées des plantes les 19 et 20 mai prochains avec visite du lieu, marché aux plantes, stands et deux conférences d'actualité : le samedi 19 mai à 11 h, *L'homme symbiotique* avec Gilles Clément ; le dimanche 20 mai à 11 h : *Purin d'ortie et compagnie* avec Jean-Paul Collaert. *Arboretum de la Sédelle*, BPI, 23160 Crozant, tél : 05 55 89 83 16.

VOSGES

Ecologie

Ecologie est née d'une ancienne colonie de vacances rachetée en 1989 par quelques Hollandais d'où le nom ! Une quinzaine de personnes y habitent maintenant toute l'année. A la belle saison, de très nombreux stages s'y déroulent et l'accueil se fait soit dans des chambres soit en camping, avec une nourriture biologique pour l'essentiel produite dans un imposant potager. La langue de prédilection reste le néerlandais, mais les Français sont les bienvenus. *Ecologie*, 1, Thiery, 88260 Hennezel, tél : 03 29 07 00 27.





DRÔME

Ferme de Baume Rousse

La ferme biodynamique de Baume-Rousse, près de Crest, propose chaque vendredi un atelier de peinture, un mardi par mois de la danse, un samedi par mois Voix d'elles, une approche psychanalytique de son identité. Renseignements : Ferme de Baume Rousse, Stéphane Caizon et Marion Hass, 26400 Cobonne, tél : 04 75 25 08 68.



BORDEAUX

Le Samovar

Le Samovar est un salon de thé et de lecture fonctionnant sous statut coopératif où l'on peut feuilleter livres et journaux, voir, écouter, animer des expositions, concerts et débats, rêver, discuter... C'est dans le quartier Saint-Michel et c'est ouvert tous les jours, sauf le mardi de 12 h à 20 h. Le Samovar, 18, rue Camille-Sauvageau, 33800 Bordeaux.

AUDE

L'écol'porteur

Née en 2005, l'association L'Écol'porteur cherche à promouvoir les alternatives écologiques, dans le cadre de l'éducation à l'environnement. Elle organise ainsi des séjours de vacances pour les enfants avec vie en pleine nature, découverte de la nature et du patrimoine local, avec une nourriture 100% bio à tendance végétarienne. L'association gère également une épicerie-librairie ambulante présente sur les marchés locaux pour proposer des produits écologiques, présenter des ouvrages et de la documentation, animer un point-Infos écologie et faire déguster des plats cuisinés végétariens, diététiques, éthiques... L'association cherche à développer une ferme péda-

HAUTE-GARONNE

Groupe d'intervention globalement nul

Carnage production est un collectif associatif d'une dizaine d'artistes de rue. Ils proposent des interventions du "GIGN, groupe d'intervention globalement nul", une parodie qui se moque des délires sécuritaires actuels. Il propose également "Déravage", une parodie de prise d'otages qui traite des bavures policières.

"Carnage ne milite pas, Carnage défend ses droits quand elle sent sa liberté menacée ou que l'on veut cloisonner un art en plein développement".

Carnage productions, château du Faget, 31460 Le Faget, tél : 05 61 59 65 81.



gogique qui outre l'accueil d'enfants doit permettre de fournir une partie des ingrédients utilisés dans la confection des plats et des produits présentés sur le stand de l'association. Elle cherche pour cela un terrain d'environ 3 hectares entre Mirepoix, Limoux et Quillan. Association l'Écol'porteur, 33, petite rue, 11230 Sainte-Colombe-sur-l'Hers, tél : 04 68 69 28 54.

GARD

Le Merlet

Fondée en 1980, Le Merlet est une association qui organise des séjours de vacances en pleine

nature pour les 7 à 17 ans avec des séjours à thème, le respect des rythmes de chacun, des actions concrètes en faveur de l'environnement (tri des déchets, récupération de matériaux, utilisation raisonnable de l'eau...), les repas sont pour partie en agriculture biologique. Pour connaître les séjours proposés, vous pouvez demander le catalogue en écrivant à : Le Merlet, route de Nîmes, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél : 04 66 85 18 19.

Ecoles Steiner Journées portes ouvertes

La pédagogie Waldorf mise au point par Rudolf Steiner au début du vingtième siècle est actuellement utilisée dans 23 écoles en France où sont scolarisés 2300 élèves. Le samedi 17 mars, une journée portes ouvertes est organisée dans la plupart de ces établissements.

- Ecole maternelle et primaire de Mâcon, Ferme pédagogique, La Mare Caillat, 01290 Saint-André-d'Huiriat, tél : 04 74 50 10 87.
- Ecole de Moulins, château de la Mhotte, 03210 Saint-Menoux, tél : 04 70 43 93 98.
- Jardin d'enfants Waldorf de Nice, 291, chemin Saint-Roch, 06320 La Turbie, tél : 04 92 10 89 48.
- Jardin d'enfants Waldorf, Le Vieux Mas, 47, route de Nice, 06650 Le Rouret, tél : 04 93 09 47 37.
- Ecole Chant'Arize de Saint-Girons, Portecluse, 09450 Campagne-sur-Arize, tél : 05 61 69 85 60.



- Jardin d'enfants Blanchefleur, 251, faubourg de Croncels, 10000 Troyes, tél : 03 25 82 40 44.
- Ecole maternelle d'Aix-en-Provence, 385, chemin Barthélémy-Véra, 13290 Les Milles, tél : 04 42 24 14 18.
- Ecole Caminarem d'Alès, Jouquet, 30360 Monteils, tél : 04 66 83 20 43.
- Ecole maternelle Les Tournesols, 10, impasse Médicis, 31200 Toulouse, tél : 05 34 25 16 50.
- Jardin d'enfants La Tortue bleue, 439, avenue du Château-d'O, 34090 Montpellier, tél : 04 67 54 31 58.
- Ecole maternelle du Petit-Porteau, Le Porteau, 37300 Joué-lès-Tours, tél : 02 47 67 20 23.
- Ecole élémentaire du Petit-Porteau, Le Porteau, 37300 Joué-lès-Tours,

tél : 02 47 53 46 34.

■ Jardin d'enfants "Arc en Ciel" de Pau, 7, avenue Bernadotte, 64110 Jurançon, tél : 05 59 06 51 64.

■ Ecole primaire du Soleil à Pau, chemin de la Juscle, 64110 Saint-Faust-de-Haut, tél : 05 59 83 04 57.

■ Ecole d'enfants Michaël, 3, rue du Schnockeloch, 67200 Strasbourg-Koenigshoffen, tél : 03 88 29 03 21.

■ Ecole Michaël, 2c, rue du Schnockeloch, 67200 Strasbourg-Koenigshoffen, tél : 03 88 30 19 70.

■ Ecole Mathias-Grünwald, 4, rue Herzog, 68124 Logelbach-Wintzenheim, tél : 03 89 27 13 24.

■ Ecole Rudolf-Steiner de Lyon, 7, chemin de Sanzy, 69230 Saint-Genis-Laval, tél : 04 78 50 77 45.

■ Le Jardin d'églantine, 165, boulevard Brune, 75014 Paris, tél : 01 45 43 58 89.

■ Ecole Perceval, 5, avenue d'Eprenesnil, 78400 Chatou, tél : 01 39 52 16 64.

■ Jardin d'enfants le Petit Prince, 76, chemin du Banay, 84380 Mazan, tél : 04 90 69 50 13.

■ Ecole Steiner, 300, chemin de la Traille, 84700 Sorgues, tél : 04 90 83 37 07.

■ Ecole de Verrières, 62, rue de Paris, 91370 Verrières-le-Buisson, tél : 01 60 11 38 12.



Fêtes, foires, salons

(le signe * indique que Silence est présent)

- **Metz : 8^e tout'Nature.** 2-4 mars, Parc des expositions. Foire internationale, rue de la Grange-aux-bois, BP 45059, 57072 Metz cedex 03, tél : 03 87 55 66 14.
- **Nîmes : 15^e Sésame.** 2 au 5 mars, parc des expositions. 200 exposants. 25% en bio. 60 conférences. Thème : histoires de femmes. *Goral-expo*, 126, impasse Juvénal, 30900 Nîmes, tél : 04 66 62 07 16.
- **La Rochelle : 2^e Respire.** 9 au 11 mars, à l'espace Encan. Bio, santé, habitat sain, environnement. *Loire-Événement*, 19, place de la Poterne, 49400 Saumur, tél : 02 41 38 60 00.
- **Finistère : 9^e foire bio de Landerneau.** 10 et 11 mars, halle Saint-Ermel, 75 exposants, 75% de bio. *Ecole diwan, allée de Trémaria*, 29800 Landerneau, tél : 02 98 25 07 69.
- **Cambrai : 14^e forum bio.** 10 et 11 mars, palais des Grottes, 70 exposants. *Nature et progrès Nord-Pas-de-Calais*, 42, rue de Noyon, 59400 Cambrai, tél : 03 27 74 17 48.
- **Charente : 4^e salon Bien-être.** 10 et 11 mars à la salle de la Combe, à Saint-Yrieix-sur-Charente. 30 exposants. *M. Dréano, Librairie différente*, 211, rue Saint-Roch, 16000 Angoulême, tél : 06 03 21 43 33.
- **Paris : 20^e Vivre autrement.** 16 au 19 mars, parc Floral de Paris. 350 exposants. 25 à 30 ateliers-conférences par jour. Thème de l'année : initiatives positives, ça existe ! avec travailler autrement en Scop (vendredi 16 à 14 h), les créatifs culturels (samedi 17 à 14 h), l'actualité porteuse de solutions (dimanche 18 à 14 h), nos déchets électriques, la réponse Envie (lundi 19 à 14 h). *Spas*, 86, rue de Lille, 75007 Paris, tél : 01 45 56 09 09.
- **Paris : 4^e Ecobat.** 16 au 19 mars, parc floral de Paris, au sein du salon Vivre autrement. "Pour un habitat respectueux de l'environnement". Un atelier toutes les heures. Vendredi 16 : conférences sur les quartiers durables : Fribourg-en-Brisgau (11h), Cormailles-en-Parisis (14h), la ville nouvelle de Sénart (15h), Ecozac de Rungis (16h). Samedi 17 : le bois dans l'éco-construction : le bois matériau HQE (11h), l'intérêt écologique du bois (14h), les traitements écologiques du bois (16h). Dimanche 18 : maisons écologiques, maisons intelligentes : bioclimatiques et écologiques (11 h), énergie, domotique et matériaux (14 h), bio-matériaux du futur (16h). *Spas*, 86, rue de Lille, 75007 Paris, tél : 01 45 56 09 09.
- **Bouches-du-Rhône : 2^e salon vie saine et bien-être.** 17 et 18 mars, à la salle Saint-Exupéry, boulevard Jean-Mermoz, à Marignane. *Graines de Vie*, 450, allée de la Vieille-Ferme, 13540 Puyricard, tél : 04 42 92 06 70.
- **Vienne : 4^e Natura'Vie.** 17 et 18 mars, espace Jean-Dousset, rue de la Jeunesse, à Neuville-de-Poitou. 50 exposants. *Qi Gong et bien-être en Neuvilleois*, 1, place Joffre, 86170 Neuville-de-Poitou, tél : 05 49 54 17 73.
- **Rhône : 18^e foire au miel et aux produits biologiques.** Dimanche 18 mars, de 9 h à 19 h à la salle Pierre-de-Coubertin à Chazay-d'Azergues. Stands associatifs, restauration bio, animations, conférences de Joseph Morilleau à 11 h sur les amendements bio au jardin, à 15 h sur le compost. *Altern'info*, André Abeillon, 8, rue Jean-de-la-Fontaine, 69380 Chazay-d'Azergues, tél : 04 78 43 02 19.
- **Morbihan : 3^e Terre !** 24 au 26 mars à Lanester, au parc des expositions du pays de Lorient, salon du développement durable de Bretagne. Habitat et énergies alternatives, transports et déplacements, alimentation et santé, loisirs et tourisme durables, économie solidaire. *Segepex*, tél. 02 97 76 88 99.
- * **Vosges : 1^e salon du vivant.** 31 mars et 1^e avril, au centre socioculturel de Saint-Nabord. Thème : respect du vivant, de l'homme, de la nature, de l'environnement. *L'EssenCiel Vitalité*, 30 bis, rue de la Xavée, 88200 Remiremont, tél : 03 29 23 05 67.
- **Narbonne : 5^e Narbon'bio.** 31 mars et 1^e avril, parc des expositions, route des plages. *Sphery's, Mme Duchemin*, BP 524, 11105 Narbonne cedex, tél : 04 68 90 14 77.

HÉRAULT

Soutien aux personnes en difficulté éducative

L'ASPRES, association de soutien aux personnes en recherche et/ou en difficulté éducative, propose des formations professionnelles à ceux et celles qui veulent accompagner des personnes en difficulté éducative ou qui sont en recherche de nouvelles formes d'éducation : enseignants,

parents, personnel du secteur social, animateurs... Exemple de formations : "l'écoute centrée sur la personne", "la pratique des jeux de rôle", "quelle autorité", "éduquer à la relation", "conflits entre enfants, conflits avec les enfants", "les cercles de parole"... La directrice du programme de formation est Brigitte Cassette, ancienne animatrice sur l'éducation non-violente au sein du Cun du Larzac, animatrice depuis 2001 de l'association Altern'Educ. Programme complet : ASPRES, Combefère, 34520 Les Rives, tél : 06 11 62 60 52.

LOZÈRE

De pierres et de plantes

L'association *De pierres et de plantes* propose du 15 avril au 15 mai un accueil en gîte d'étape pour vivre une expérience de décroissance : découverte des plantes sauvages, mise en place d'un jardin bio, échanges de savoirs, dégustations de tisanes, randonnées et air pur... avec un rendez-vous à l'automne pour partager la production du jardin. Renseignements : *De pierres et de plantes*, 48800 Pied-de-Borne, pierres.plantes@free.fr.

RHÔNE

Economie équitable et richesse

Le Réseau Entraide solidarité du canton de Saint-Laurent-de-Chamousset, dans les monts du Lyonnais, le Sel des monts du Lyonnais et Remue-Ménages organisent deux rencontres :
 ■ mardi 27 février à 20h30, salle Boiron, à Saint-Laurent-de-Chamousset, rencontre avec Alain Oriot, des éditions du Croquant et la coopérative d'activités Ariane développement local pour parler *économie équitable et entrepreneuriat autrement*.
 ■ mardi 20 mars à 20h30, même lieu, rencontre avec Jean-Claude Besson-Girard, auteur de *Decrescendo cantabile* et Rodolphe Christin, du Sel

sur le thème *un autre regard sur la richesse*. Renseignements : 04 77 54 96 60 ou 04 78 48 69 29.

LYON

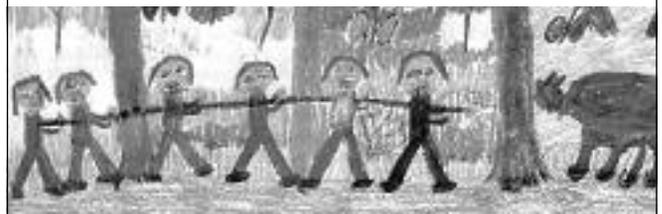
Le village vertical

Le village vertical est une association qui s'est mise en place à l'automne 2005 pour étudier comment créer une coopérative pour la réalisation collective d'un immeuble d'habitation (le village vertical) avec une mise en valeur d'espaces et de moyens collectifs, chacun un appartement, un esprit d'entraide, de respect de l'écologie, une recherche dans le domaine des économies d'énergie... Une dizaine de personnes ont contribué à mettre le projet en route et d'autres personnes peuvent encore se joindre au projet. Le village vertical devrait à terme comporter une vingtaine d'adultes dans 13 logements. La volonté est de viser une grande mixité sociale en partenariat avec des organismes comme *Habitat et humanisme* avec des personnes en difficulté, des personnes âgées, des jeunes... Le choix entre construction ou rénovation n'est pas encore fait. Dans les deux cas, les choix écologiques seront privilégiés. Le projet est chiffré à un peu plus de deux millions d'euros et devrait déboucher sur une coopérative d'habitants, avec le soutien financier de la Nef et de l'union des Scop. Le choix du lieu sera à proximité d'une station de métro ou de tramway pour éviter au maximum le recours à la voiture. Contact par internet : www.village-vertical.org.

AVEYRON

Altern'Educ

L'association Altern'Educ réunit des personnes soucieuses d'explorer de nouvelles formes de pédagogie en lien avec la non-violence, le respect d'autrui, l'autonomie, la convivialité, l'écologie, le développement personnel. L'association qui organise déjà régulièrement des stages d'été pour les enfants a également en projet une ferme pédagogique où le souci n'est pas le fonctionnement agricole, mais la transmission à l'enfant et également un chemin de découverte autour du thème de l'art et de la pédagogie. *Altern'Educ, le chant des Baumes*, route de Saint-Martin, 12100 Millau.



L'Association d'éducation populaire Charonne-Réunion

A Paris, dans le 20^e arrondissement, l'AEPCR propose des animations et des ateliers aux enfants et aux adultes du quartier populaire Charonne-Réunion. Les actions de l'association s'inscrivent dans une démarche préventive. L'AEPCR contribue ainsi à réinsérer socialement des familles défavorisées du quartier.

“**M**on pire cauchemar est quand j'ai laissé ma sœur en Algérie” Amira. “Un jour j'irai chercher ma sœur en Afrique, c'est la seule sœur que j'ai au monde” Diana. “Ici on parle français, là-bas on parle arabe” Amina. “Ici on mange des frites, là-bas du couscous”, Manel. Extraits du *Souffle de ma plume*, livret réalisé cette année par les enfants de l'atelier d'écriture de l'AEPCR.

Mercredi 14h30, des éclats de rires d'enfants retentissent dans la grande salle de l'espace Bosco réservé ce jour-là au centre de loisirs. Ce sont les animateurs qui font les clowns. Puis des ateliers se forment pour continuer à travailler sur le thème du mois : le cirque. De l'autre côté de la cour, il y a l'espace ados où un match de foot effréné mélange les jeunes du quartier. L'été dernier, certains d'entre eux sont partis deux semaines pour des vacances en Bretagne, après avoir participé activement au montage du projet. Ce soir, les parents pourront se retrouver à l'AEPCR pour échanger lors d'un groupe de parole. Collés à la paroisse du quartier, les locaux de l'association sont situés au cœur du quartier populaire Charonne-Réunion.

Tout commence en 1966, où des adultes du quartier, s'inspirant de la pédagogie du prêtre italien Jean Bosco (1), créent une association qui propose des séjours de vacances aux jeunes du quartier. Mais la législation devient plus lourde chaque année et les militants s'épuisent.



En 1996, l'association redémarre ses activités face aux nouveaux besoins sociaux du quartier. Elle devient laïque et détermine de nouveaux statuts en veillant à développer la mixité sociale des adhérents. Ce sont d'abord avec les jeunes du coin qui traînent dans les rues que l'association remonte des activités de loisirs. Bientôt, elle décide d'ouvrir un centre de loisirs le mercredi et pendant les vacances. Très vite, le besoin d'un accompagnement scolaire se fait ressentir. Le premier salarié de l'association est engagé à mi-temps en 1997 et des bénévoles s'investissent pour répondre à cette deman-

de. Et puis les enfants grandissent et l'accompagnement scolaire est prolongé pour les collégiens et, depuis l'an dernier, pour les lycéens. Depuis un an, des animations sportives, culturelles et de loisirs sont également proposées aux plus grands jusqu'à 17 ans les mercredis et pendant les vacances.

(1) Jean Bosco, connu sous le nom de “Don Bosco”, était un prêtre italien ayant voué sa vie à l'éducation des jeunes enfants de milieux défavorisés au 19^e siècle. Une de ses maximes était : “Prévenir et non réprimer”. Le projet éducatif de l'association s'inspire directement des principes de sa pédagogie dite salésienne.



Dans un souci de cohérence éducative, les parents sont étroitement associés au suivi de leur(s) enfant(s) dans le cadre de leurs activités à l'association. Des cours d'alphabétisation et des ateliers sont réservés aux adultes. "Le pays d'où je viens et le pays où je vis. Que transmettre à mes enfants ?" est l'intitulé d'un débat qui leur fut proposé dernièrement.

Prévenir, et instaurer des relations de confiance durable

Pacifier les relations et apprendre à vivre ensemble avec nos différences, ça prend du temps.

A l'AEPCR, mixité sociale et ethnique ne sont pas que des mots, même si la majorité des enfants qui fréquentent la structure sont issus de milieux défavorisés. Un conséquent travail de prévention est réalisé par les animateurs (salariés et bénévoles) pour pacifier les relations et favoriser le respect de l'autre avec ses différences. Ici, les animateurs prennent le temps de discuter et de (re)poser les

limites avec un enfant ayant des comportements violents ou agressifs, afin d'instaurer un climat agréable pour tous et des relations de confiance durable.

Le mercredi matin, au centre de loisirs, les enfants participent à l'atelier "Les copains de la vie". Le but est de les faire réfléchir, de façon ludique, sur des thèmes qu'ils ont eux-mêmes choisis. C'est un moment privilégié pour aborder la notion du respect de la différence, ou pour s'attarder sur la question identitaire afin de les aider à grandir en s'acceptant et en acceptant les autres. Pendant ce temps, certains enfants vont au catéchisme, puis tout le monde se retrouve avant le repas du midi. Les enfants participent au service des plats et au débarrasage des tables. Favoriser la conscience du collectif est un des objectifs de l'AEPCR. L'après-midi est consacrée à des ateliers autour d'un thème imaginaire. Le soir pour clôturer la journée, une évaluation est réalisée avec les enfants. "C'est un temps pour poser

un regard sur soi et sur les autres" explique Véronique Kempf, présidente de la structure. "Fermeté dans le cadre et douceur dans la relation" résume Yahia Adane, le directeur.

Côté ados, les activités sportives permettent aux jeunes de se structurer via l'apprentissage du respect de l'autre et celui des règles du jeu. En 2005, les ados ont sorti un DVD qui traitait des rapports garçons/ filles après avoir interrogé des gens du quartier sur la question. Ils produisent également un magazine de quartier. Et ponctuellement, des sorties culturelles leur sont proposées. Un partenariat existe aussi avec la maison de retraite du quartier pour tisser des liens entre les ados et les personnes âgées.

Le soutien scolaire est assuré par des bénévoles deux fois par semaine. Après un goûter partagé, ils consacrent une heure à l'encadrement scolaire proprement dit. Pendant l'heure qui suit, les

"J'adore écrire des poèmes, ça m'aide à vider mon cœur"

Samah, 10 ans, participante de l'atelier d'écriture.

enfants peuvent participer aux ateliers ludo-éducatifs proposés en fonction des compétences des encadrants (théâtre, ateliers d'écriture...).

Cohérence éducative, la place des adultes

“Vous êtes les premiers éducateurs, ici nous sommes là pour vous soutenir” explique souvent Yahia Adane, le directeur, aux parents. L'équipe pédagogique rencontre régulièrement les parents de l'ensemble des jeunes fréquentant la structure pour cerner les difficultés qu'ils rencontrent et tenter d'y remédier.

“Qu'est-ce qui empêche mon enfant de bien travailler à la maison ?” est une question sur laquelle les parents sont invités à débattre dans les groupes de parole consacrés au suivi scolaire.

participer aux groupes de parole et de convivialité. Souvent la parole s'y libère et des réflexions sont menées sur des sujets de société tels que la consommation ou sur la philosophie de la vie.

Un lieu de convivialité et d'entraide qui réchauffe le quartier

Un jeune homme, qui traîne habituellement dans le quartier, pousse la porte du bureau d'accueil, il cherche un stage de mesures de réparation qui devrait débuter dans quelques jours. Une sorte de démarche de la dernière chance. Tans pis pour les délais serrés, Yahia Adane le verra le lendemain pour en discuter. “Et s'il le faut, je finirai les dossiers de subventions ce soir chez moi, c'est un choix”

Des ateliers multimédia sont ouverts à toutes personnes désireuses d'accéder à l'outil informatique, et un accompagnement pour la réalisation de projets individuels et collectifs est aussi possible. Avec un dense réseau de relations associatives et institutionnelles, l'AEPCR peut orienter des personnes déboussolées qui viennent frapper à sa porte. Régulièrement, en partenariat avec la RATP, certains adultes du quartier partent arpenter la capitale pour apprendre à mieux s'y repérer et à sortir ainsi plus facilement du quartier.

Les moments festifs et conviviaux ponctuent les activités de l'AEPCR. Régulièrement, les femmes peuvent se retrouver pour un thé dansant, c'est un moment privilégié d'échanges informels. Des fêtes clôturent les thèmes suivis pendant un mois ou deux au centre de loisirs, et en juin, la grande fête de fin d'année de l'AEPCR fait vibrer le quartier.



Ensemble, ils tentent de cerner les causes de l'échec scolaire et réfléchissent sur les façons de réagir. Et pour éviter que le manque de langage se traduise en violence, Julien, un DESS de Sciences de l'éducation en poche, a mis en place et anime l'atelier Alphamédia à raison de deux séances de deux heures par semaine. L'idée est de permettre à des enfants, mais aussi à des adultes en difficulté face à l'écrit, de surmonter la hantise de l'écriture via l'informatique. Après un ou deux ans, les résultats sont probants, les participants gagnent de la confiance en eux, écrivent et lisent plus facilement.

Si les parents ont une place particulière dans la structure, les autres adultes du quartier sont aussi les bienvenus pour

explique-t-il. Ainsi, des jeunes viennent à l'AEPCR, pour effectuer des mesures de réparation judiciaire en partenariat avec l'association d'Aide Pénale. C'était aussi le cas d'Amadou, qui, affecté à l'encadrement du foot, s'est pris au jeu et a décidé de passer son BAFA (2) à l'AEPCR.

Disponible et souple, Yahia Adane croit en un travail de proximité, et veut “inscrire un territoire dans la tête des gens” : leur quartier. “Ici le lien social est primordial. Instaurer des relations de confiance, ça prend du temps, et il faut essayer d'assurer à tous moments” explique-t-il.

Si quelqu'un débarque à l'AEPCR, découragé face à la difficulté de trouver un emploi par exemple, il sera écouté.

Les difficultés de gestion

“Au niveau du budget, on tire la langue” explique Marie-Claire, l'ancienne présidente de l'association. Les subventions sont renouvelées, mais souvent revues à la baisse d'une année sur l'autre, et l'équilibre budgétaire reste très fragile. Six des huit salariés de l'association ont des contrats aidés, sans quoi la structure ne pourrait pas payer leurs salaires.

Une participation modeste — calculée par rapport au quotient familial selon les tarifs de la CAF — est demandée aux participants, pour éviter d'entrer dans une logique d'assistanat et de consommation. Courir après les cotisations, notamment pour les séjours de vacances, est un sport épuisant très pratiqué ici.

Mais il en faut plus pour décourager l'équipe de l'AEPCR. Avec ses huit salariés passionnés, sa cinquantaine de bénévoles actifs, et son CA bienveillant, l'AEPCR réchauffe le quartier Charonne-Réunion. Et les enfants qui fréquentent la structure, leurs parents et les autres adultes du coin sont très attachés à ce que certains appellent “le phare du quartier”.

Camille Clochon ■

AEPCR, Association d'éducation populaire Charonne-Réunion, 77, rue Alexandre-Dumas, 75020 Paris, tél : 01 43 70 97 26, aepcr.free.fr.

(2) BAFA, Brevet d'aptitude à la fonction d'animateur.

Téléphonie mobil

■ **Plus d'un par personne !** On compte fin 2006, 83 téléphones portables pour 100 Français, tous les âges confondus, avec de fortes disparités selon les régions. Si l'on ne compte que 60 téléphones pour 100 personnes en Auvergne et Franche-Comté, deux régions dépassent un téléphone par personne : Provence-Alpes-Côte-d'Azur (1,05) et évidemment Ile-de-France (1,16).

■ **Lien avec l'impuissance masculine.**

Une équipe médicale de l'université de l'Ohio à Cleveland (Etats-Unis) dirigée par le professeur Ashok Agarwal, directeur du laboratoire d'andrologie clinique et directeurs de recherche au centre de recherche sur la reproduction, a présenté les résultats de ses recherches portant sur l'effet du portable sur la fertilité masculine à l'occasion d'une conférence de la Société américaine de médecine de la reproduction, fin octobre 2006. Selon une étude portant sur le suivi de 361 personnes qui consultaient pour un problème d'infertilité, il a été mis en évidence une relation avec ce problème et l'usage du téléphone portable : plus on téléphone, plus la mobilité des spermatozoïdes baisse ! Au-delà de quatre heures par jour, la baisse de mobilité atteint 30%. Des études sont en cours pour comprendre le phénomène, mais il semble que les ondes émises par l'appareil perturbent le bon fonctionnement de l'ADN dans les cellules. (*The Guardian*, 24 octobre 2006)

■ **Risque au volant.** Lors de la conférence internationale d'épidémiologie et d'exposition environnementales, une étude a montré que l'utilisation du téléphone portable en voiture multiplie par quatre les risques d'accident.

■ **Personnes électrosensibles.** Comme pour les expositions à la radioactivité, les mesures physiques ne semblent pas suffisantes dans les études portant sur la téléphonie mobile : des études montrent que les personnes présentent des différences notables à l'exposition aux champs électromagnétiques et qu'il faut donc prendre en compte des critères biologiques.

■ **Coup de foudre.** nouveau danger signalé cet été par une étude anglaise : les téléphones portables attirent la foudre, au moins quatre cas ont déjà été recensés ayant provoqué trois morts et une personne définitivement handicapée. En cas d'orage, il faut débrancher son appareil.



Lentilles de contact : danger !

L'INC, institut national de la consommation, a testé tous les produits lavants utilisés par les porteurs de lentilles de contact. Résultats des tests : tous ces produits sont toxiques et abîment l'œil. L'INC a alerté l'AFSSAPS pour demander que les normes d'autorisation de ces produits soient revues. (60 millions de consommateurs, janvier 2007)



personnel des casinos, lieux particulièrement enfumés. Le résultat est effrayant : les salariés n'ont une espérance de vie que de 63 ans contre 80 ans pour la moyenne française. En quarante ans d'activité salariée, ils y perdent donc 17 ans en moyenne d'espérance de vie ! Le syndicat FO soutenu par DNF a engagé des procès contre différents casinos en espérant ainsi obtenir au plus vite l'interdiction de fumer dans ces lieux publics.

SUISSE

Centre prévention et santé

Le Centre prévention et santé de Colombier, près de Neuchâtel, propose des activités dans de nombreux domaines : auto-drainage des seins (6, 13, 20 et 27 mars), méditation bouddhiste (7 mars), homéopathie et nervosité (9 mars), aromathérapie (10 et 11 mars), science du souffle (12 mars), sexualité des femmes (15, 22, 29 mars), shiatsu (17 mars), amalgames dentaires (17 mars), cuisine des indiens d'Amérique du Nord (17 et 18 mars), être et agir (19 mars), éducation du périnée (20 mars), étiquetage des aliments (21 mars), graines germées (29 mars), homéopathie et peau (30 mars)... Programme complet : CPS, route de Sombacour, 10, CH-2013 Colombier, tél : 032 843 36 10.

Tabac

■ **Baisse de la consommation ?**

Alors qu'il n'y a plus qu'une personne sur quatre qui fume en France, un sondage indique que la nouvelle interdiction de fumer dans les lieux publics devrait inciter la moitié des fumeurs à diminuer ou arrêter leur consommation.

■ **Espérance de vie.** A la demande de l'association Droit des non-fumeurs et du syndicat FO-Casinos, une étude a été réalisée par une caisse d'assurance maladie sur l'espérance de vie du

■ **Aquitaine : la région gagne contre le préfet.** Le préfet de région a attaqué la région pour demander l'annulation d'une délibération prévoyant qu'aucune subvention ne pourrait être donnée par la région en faveur des OGM. Le 7 novembre 2006, le recours du préfet a été rejeté, le tribunal administratif de Bordeaux estimant la délibération légitime.

■ **Bordeaux : procès de deux faucheurs.** Dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre 2005, 3000 m² de maïs transgénique ont été fauchés clandestinement à Magescq, dans les Landes. L'enquête de gendarmerie a débouché sur l'inculpation de Jean-Pierre Leroy, secrétaire départemental de la Confédération paysanne et de Philippe Guichard, membre du même syndicat. Bien que ceux-ci se reconnaissent comme anti-OGM, ils nient leur participation à l'action. Le 20 novembre, ils ont été condamnés à six mois et trois mois de prison avec sursis et 3000 € d'amendes. Monsanto qui demandait 130 000 € de dommages et intérêts a été débouté. Les deux syndicalistes ont fait appel.



■ **Brésil : le semencier expulsé.** Le 14 mars 2006, plusieurs centaines de paysans de Via Campesina ont commencé l'occupation d'une ferme expérimentale de Syngenta Seeds, dans l'Etat du Parana, pour protester contre les conditions d'expérimentation de soja transgénique. La multinationale a alors engagé des procédures pour obtenir l'évacuation du site, mais alors que

tribunal lui donnait raison pour une expulsion prévue à partir du 1^{er} novembre, le gouvernement de l'Etat annoncé par décret, le 9 novembre, la réquisition de la ferme, l'expulsion de la firme semencière, et l'ouverture prochaine d'un centre de recherche et développement de techniques agricoles écologiques. Cette décision est le résultat d'une intense campagne de soutien dans la région. L'occupation du lieu continue toutefois jusqu'à ce que Syngenta Seeds ait épuisé ces recours juridiques.

■ **La FNSEA défend les OGM.** La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles a dénoncé l'action de neutralisation des faucheurs volontaires dans un silo de maïs en Gironde : "la répétition des saccages est dramatique (...). L'ordre doit être respecté, la propriété également (...). L'Etat a pour mission d'empêcher ces dérives extrémistes". Venant de syndicalistes qui ont saccagé le ministère de l'environnement du temps de Voynet ou qui ont détruit des locaux professionnels à Fougères, y causant dix millions de francs de dégâts remboursés par l'Etat, il faut oser !



FAUCHEUR VOLONTAIRE D'OGM

Réseau santé

Le Réseau santé de Marseille propose différentes conférences tout au long de l'année : les nanotechnologies, que peuvent-elles apporter, quels dangers (lundi 12 mars à 18h), action de l'environnement sur l'organisme humain (jeudi 22 mars à 18h), stress et santé (samedi 15 mars à 15h), la magie du conte à votre aide (jeudi 29 mars à 18h), week-end macrobiotique (14 et 15 avril à Saint-Raphaël), physique quantique et médecine (lundi 16 avril à 18h)...

Réseau santé pour tous,
19, place Gouffé, 13005
Marseille, tél : 04 91 78 28 28.

Hypersensibilité chimique multiple

Le phénomène d'hypersensibilité chimique multiple fut décrit dès les années cinquante par l'allergologue américain Theron G. Randolph, père de la médecine environnementale.

En 1987, le Dr Mark Cullen attribua au phénomène le nom de MCS (multiple chemical sensitivity) et le définit comme "une affection acquise caractérisée par la répétition de symptômes touchant de multiples organes qui surviennent lors de l'exposition à diverses substances chimiques à des concentrations bien inférieures à celles connues pour entraîner des effets dans la population". En langage plus simple, des personnes réagissent de manière allergique à des produits à des doses bien inférieures à celles autorisées par les normes environnementales en vigueur. Les personnes atteintes par cette maladie commencent par une allergie classique, puis développent une sensibilité à des doses de plus en plus faibles. D'où, pour elles, une situation invivable : progressivement, elles, doivent se protéger de plus en plus, pour un résultat de plus en plus faible.

Des études récentes montrent en plus des interactions entre la présence des produits qui déclenchent

les allergies et les ondes électromagnétiques, sans que l'on sache exactement si ce sont les produits chimiques qui augmentent les effets des ondes ou l'inverse.

A part chercher à diminuer l'exposition aux substances chimiques, il n'y a pas de traitement connu pour le moment. Les recherches pour un habitat sain sont pour ces personnes un espoir... mais c'est encore loin d'être suffisant : un simple feu de cheminée peut émettre des milliers de molécules différentes. Le parfum d'une personne peut suffire à provoquer une allergie...

Une association SOS MCS a vu le jour en juin 2003 pour favoriser l'entraide entre les malades et pour collecter des informations sur le sujet. Elle cherche à entrer en relation avec des groupes qui luttent contre les pollutions chimiques et électromagnétiques, avec des personnes en recherche sur l'habitat sain...

SOSMCS, 4, rue Saint-Exupéry,
69300 Caluire,

tél : 06 08 36 39 88 (Marion Tayol)

ou 06 99 25 70 74 (Catherine Lemasson).

**Politique****Décroissance**

■ **Rocade : pour coordonner la mouvance.** Né en 2003, le *Rocade*, Réseau des objecteurs de croissance pour l'après-développement, est né d'un besoin de faire se rencontrer les différentes structures actives dans le domaine de la décroissance. Il a organisé depuis trois rencontres d'été, mais son administration repose uniquement sur la bonne volonté de l'association *Solidarités* à Gaillac qui souhaite passer la main. Le 21 janvier, une réunion s'est tenue à Lyon, à la suite de l'assemblée générale de la *Ligne d'Horizon*, l'une des associations motrices dans la réflexion sur l'après-développement. Étaient présents une cinquantaine de personnes dont des représentants des revues *Casseurs de pub - La Décroissance*, *S'Incece*, *Enthropia*, le site internet *décroissance.info*, des associations comme *La Ligne d'Horizon*, *Solidarités*, *La Decrescita* (Italie), des groupes locaux décroissance (Lyon, Grenoble, Montpellier, Paris, Lille, Saint-Etienne, Carcassonne...), d'autres groupes comme les *Renseignements généreux* (Grenoble), *Rebellyon* (site internet lyonnais), des éco-lieux (Le Suc, Cyclane...), des groupes politiques (*Eco-libertaires*, tendance des Verts, ou encore les *Alternatifs*), des groupes de recherche (*IEESD*, *Recherche & décroissance*)... De très nombreux projets ont été présentés que ce soit dans le domaine intellectuel ou dans le domaine concret, mais le débat a trébuché sur le mode de liaison que pourrait assurer le *Rocade* par manque de groupe capable d'assurer une coordination. Le modèle de *Selidaire*, structure indépendante des Sel, Système d'échanges locaux, qui assure les rencontres annuelles, anime un annuaire et fait circuler des informations a été cité comme un exemple possible avec une difficulté : les Sel ont des activités assez proches l'une de l'autre alors que les objecteurs de croissance ont des engagements au moins sur trois plans : la simplicité volontaire individuelle, les actions collectives et l'action politique. Pour le moment, c'est le site *décroissance.info* qui, de fait, assure la plus large part de la circulation des infos et ses animateurs ont précisé qu'il était possible d'accrocher sur le site des branches différenciées pour ne traiter que certains sujets comme les nombreux projets de marches par exemple. Un débat a porté aussi sur la nécessité de ne pas s'enfermer aux seuls adhérents formels du *Rocade* (quelques dizaines d'associations, un millier de sympathisants), mais de signaler dans un annuaire des lieux-ressources (comme par exemple les groupes énergies renouvelables, les Amap, semences paysannes, les luttes contre les OGM,

les nanotechnologies, le nucléaire, certains écolieux, certaines démarches d'autoconstruction...) qui ne se disent pas décroissants, mais qui sont ressentis comme allant dans le bon sens. Dans le domaine politique, il a été discuté de la nécessité de produire de la matière grise dans différents domaines pour montrer la différence entre le développement durable et la décroissance. En ce sens, le cas du scénario Négawatt a été cité comme pouvant être réétudié avec une perspective décroissance, ce qui passe par exemple par une baisse de la mobilité qui n'est actuellement pas prise en compte dans le scénario. *Recherche & décroissance* (animé par François Schneider, auteur du dossier du n°340) aimerait développer un programme de recherche sur l'acceptabilité de la décroissance par tous en introduisant dans le débat la nécessité d'y inclure la démocratie participative. Il a été également discuté de la diffusion des idées de décroissance dans les autres pays. Actuellement, le débat est bien engagé en Italie, il commence en Belgique et en Espagne... *La Ligne d'Horizon* devrait axer son site internet *apres-developpement.org* plus sur ces relations internationales notamment en s'appuyant sur les réseaux présents lors du colloque organisé à l'Unesco en 2002. Parmi les projets de marches, il existe un projet de marche franco-belge entre Lille et Bruxelles et une autre en discussion au départ de Grenoble. Au niveau politique, il a été discuté de l'opportunité de choisir de multiples petites marches ou d'en envisager une plus importante, plus internationale et de la question de choisir un lieu et moment d'arrivée (il a été suggéré de se relier à des marches comme celles organisées contre les G8 ou comme celles organisées par les rassemblement *d'Ecotopia*). Un projet porté par *décroissance.info* consisterait également à organiser un système d'archives sur internet des documents écrits, vidéo et audio consacré au sujet. Par rapport à la question des décroissants qui refusent l'usage d'internet, il a été décidé que les groupes correspondent entre eux par internet et que les personnes choisissent ensuite le groupe avec lequel elles se sentent en affinité, à chaque groupe de voir comment faire circuler l'information hors-internet. MB.

■ **agenda.décroissance.info.** Pour ceux qui ont accès à internet, le site *décroissance.info* a mis en place un agenda participatif où vous pouvez annoncer vos activités et consulter par date et par région... des rendez-vous en lien avec le débat sur la décroissance.

■ **Marseille.** Un groupe d'objecteurs de croissance vient de voir le jour à Marseille, on peut en savoir plus en appelant au 06 71 34 70 70.

■ **Le PCF défend le nucléaire.** Alors que les collectifs pour une alternative antilibérale à gauche ont pris position sans problème sur de nombreux points, les militants du PCF ont tout fait pour empêcher le mouvement altermondialiste de prendre position contre le nucléaire. La position officielle des communistes présentée par Marie-Georges Buffet dans *l'Humanité* du 16 octobre est de maintenir la construction de l'EPR... pendant que l'on débattrait de l'avenir du nucléaire. Le PCF reste donc indéfectible sur cette question, malgré les liens évident entre le nucléaire "civil" et la prolifération actuelle (Iran, Corée du Nord) et malgré qu'une majorité des Français et même de son propre électorat se prononce contre le nucléaire.

■ **Royales promesses.** Ségolène Royal affirme tenir compte de l'opinion publique pour prendre ses engagements. Elle serait donc contre la construction de l'EPR (comme 80% des Français), contre les OGM (comme 85% des Français), par contre elle a déclaré lors d'une visite dans une manade : "La corrida est un spectacle magnifique. Je comprends la passion de ceux qui s'enthousiasment pour cela" (*La Provence* du 6 novembre 2006). Là par contre, elle est en contre-point de l'opinion qui à 85% juge ce spectacle barbare.

■ **Aristocratie en campagne.** Aujourd'hui, pour avoir une chance de gagner les élections, il semble qu'il faille avoir une certaine fortune. Que ce soit Jean-Marie Le Pen (1643 € d'ISF), Nicolas Sarkozy (1988 €), Ségolène Royal (862 €) ou encore, le record, Corine Lepage (12017 €), tous paient au titre indiqué l'impôt de solidarité sur la fortune. Philippe de Villiers, Dominique Voynet, Olivier Besancenot, Arlette Laguiller, Marie-Georges Buffet ne paient pas cet impôt et ne gagneront pas les élections.

■ **Hulot contre le nucléaire ?** Dans un courrier du 12 septembre, Nicolas Hulot répond au Réseau Sortir du nucléaire : "Sur le nucléaire, je me suis déjà exprimé sur le fond pour dire en quoi ce choix ne m'apparaissait pas une solution viable pour l'avenir. Je n'ai pas changé d'avis et je vous le réaffirme ici. Cette position de principe n'épuise cependant pas le débat. Les questions de rythme de sortie du nucléaire et des solutions transitoires, de même que celles de la hiérarchisation des risques, en particulier du point de vue du réchauffement climatique, sont, de mon point de vue, extrêmement complexes". Il est par contre plus ambigu dans *Le Monde* du 8 novembre : "[concernant l'EPR], Il est urgent d'attendre. Il ne faut pas fermer la porte à une éventuelle quatrième génération de centrales, mais l'EPR n'est pas indis-

pensable pour y arriver. La priorité, c'est la diversité énergétique et la baisse drastique de la consommation énergétique, sur laquelle nous avons une grande marge de manœuvre". La Fondation Hulot est toujours financée par EDF... mais celui-ci affirme qu'EDF ne fait aucunement pression sur ce qu'il peut dire ou penser.

■ **Défense de l'environnement.** Un sondage CSA pour France info et France3, réalisé fin janvier indique que les Français font le plus confiance à José Bové et Ségolène Royal (51 % chacun) pour défendre l'environnement... devant Dominique Voynet (48 %).

■ **José Bové candidat.** La logique des partis a fait que la LCR, les Verts et le PCF ont choisi de présenter leurs propres candidats. Les collectifs anti-libéraux se sont sentis frustrés de ces décisions et certains ont lancé un appel début janvier pour soutenir la candidature de José Bové. Avec succès puisque plus de 30 000 personnes ont signé l'appel en moins d'un mois. Reste que José Bové a attendu le 1^{er} février pour annoncer sa décision... afin de ne pas mélanger les genres, le 31 janvier étant la clôture des élections dans les chambres d'agriculture. Les collectifs vont essayer de réunir les 500 signatures d'élus... Quant à la justice, elle peut encore envoyer José Bové en prison (pour ses actions anti-OGM), mais cela ne pourrait le priver d'être candidat.



Abbé Pierre

L'Abbé Pierre, né Henri Grouès à Lyon en 1912, est mort le 22 janvier à l'âge de 94 ans. Fondateur des communautés d'Emmaüs, il a combattu tout au long de sa vie contre les inégalités. Son appel en 1954 en faveur de la lutte contre la pauvreté marque un tournant historique : il ne s'agit plus de faire la charité pour les pauvres, mais de faire avec les pauvres. Il y a aujourd'hui 421 groupes Emmaüs dans 41 pays dont 161 en France. Voix des sans-voix, il a lutté au côté des sans-papiers, des mal-logés. Ses dernières apparitions ont été au côté des expulsés de Cachan (Val-de-Marne) en septembre 2006. Dans son livre de mémoires publié en 2005, il critique les positions de l'Eglise sur le célibat des prêtres, le refus de l'ordination des femmes et se positionne pour la reconnaissance des couples homosexuels.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Nickel, pollution et dépendance

Le projet de mine Goro-Nickel provoque d'importantes manifestations en Nouvelle-Calédonie. Ce projet de mine se fait sur des terres kanaks sans aucune concertation avec les communes concernées ; les normes d'environnement annoncées sont catastrophiques : les rejets de mangane en pleine mer sont prévus pour atteindre cent fois la maximum autorisé en Europe, mille fois ce qui est autorisé aux Etats-Unis. Presqu'aucune étude environnementale n'a été faite. Mais le fond du projet est peut-être ailleurs. Les mouvements kanaks constatent que le projet prévoit de faire venir 5000 travailleurs philippins qui, avec leur famille, modifieraient sensiblement

les données démographiques actuelles, affaiblissant l'électorat indépendantiste. Le fait que l'Etat français ait soutenu le projet en accordant 130 millions d'euros de défiscalisation et qu'il ait financé l'installation sur le site d'une gendarmerie avec une centaine de militaires, laisse craindre une vaste manœuvre politique. Un collectif anti-Goro Nickel s'est mis en place en métropole pour soutenir les Kanak. On y retrouve des associations locales, les Verts, Cap 21, la LCR, la Confédération paysanne...

Mouvement ibérique de libération

Ils n'étaient pas seulement contre la dictature franquiste, mais aussi contre l'ordre capitaliste et contre le métro-boulot-dodo qu'il imposait. Le Cras, Centre de recherche sur l'alternative sociale, publie un livre d'environ 400 pages sur le mouvement ibérique de libération avec illustrations, textes et bibliographie. L'ouvrage qui soit paraître en mars est vendu en souscription 16 € (port compris) auprès de *Cras, BP 51026, 31010 Toulouse cedex 6.*

PARIS

Thierry Maricourt

Un débat avec Thierry Maricourt, écrivain, se tiendra à la bibliothèque libertaire *La Rue*, le samedi 3 mars à 16 h. Renseignement : *La Rue, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris, tél : 01 49 29 98 59.*

AISNE

Bibliothèque sociale

La bibliothèque sociale de Merlieux, dans l'Aisne, organise différentes rencontres avec Nan Aroussea, auteur de *Bleu de chauffe* et *Paroles de bandits* le jeudi 15 mars à 18 h, avec Benoît Rey, auteur de *Les égorgeurs* et *Trous de mémoire* le jeudi 5 avril à 18 h, avec Yves Couraud, auteur de *Guerrier Souriant*, le jeudi 3 mai à 18 h. *Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles, 02000 Merlieux, tél : 03 23 80 17 09.*

Laboratoire éolien

En Espagne, le Centre national d'énergie renouvelable construit actuellement à Sangüesa, dans la province de l'Aragon, un gigantesque laboratoire pour tester la fiabilité des éoliennes. Ce laboratoire pourra tester des pales jusqu'à deux cents mètres de long, des longueurs à l'étude pour les éoliennes offshore. Le laboratoire devrait avoir une centaine de salariés. L'objectif est d'améliorer la fiabilité des engins et d'augmenter les performances pour diminuer le prix du kWh produit.

Ségolène Royal pour le scénario Négawatt

Ségolène Royal, qui compte comme conseiller en environnement Bruno Rebelle, ancien directeur de Greenpeace-France, a présenté son programme dans le domaine de l'énergie fin janvier : diminution de la part du nucléaire de 80 % de la production d'électricité aujourd'hui à 50 % en 2020, création de 40 000 emplois dans l'éolien, de 25 000 dans le solaire. Elle propose aussi, comme proposé dans le scénario Négawatt, de lancer un vaste plan de réhabilitation des logements anciens afin d'y diminuer la consommation énergétique de 40 %. Elle propose

comme objectif la réhabilitation de 400 000 logements par an. Même si ce ne sont que des promesses, il est toujours intéressant de voir ces questions débattues sur le terrain politique.

Huile végétale légalisée

Depuis le 1^{er} janvier 2007, l'huile végétale pure est autorisée pour les véhicules des collectivités locales ne transportant pas des passagers. Son usage est également autorisé comme carburant agricole et pour les marins-pêcheurs. Elle est soumise au même régime fiscal que le biodiesel soit 17 €/hl. Rappelons que jusqu'à maintenant il s'agit du seul biocarburant dont on soit sûr que le rendement est positif... à condition qu'il soit consommé à proximité de son lieu de production.

MARSEILLE

Festivoiles

A l'occasion du traditionnel rassemblement de voiliers qui se tiendra du 13 au 17 juin dans le Vieux port de Marseille, une exposition est organisée en plein air sur les quais pour faire la promotion des énergies renouvelables et en particulier du vent qui sert aussi à faire avancer les voiliers. Une quarantaine de stands, une chaîne humaine d'enfants sur le thème "planète

Les particuliers surconsomment !

Si la croissance globale de la consommation d'électricité est en baisse de 1 % en 2006, c'est dû aux économies faites dans l'industrie... car chez le particulier, la consommation électrique a augmenté de 4 %. Une tendance lourde : l'ADEME, Agence pour la maîtrise de l'énergie, indique que la consommation des particuliers a augmenté de 75 % depuis 1990. En cause, la multiplication des appareils électriques (ordinateurs et périphériques, magnétoscopes, hi-fi, téléphonie...) qui même s'ils consomment chacun de moins en moins, se multiplient rapidement.

propre, passe à ton voisin", des artistes de rue, de la musique, des jeux liés au vent... *Marseille Festivoiles, 7, place Saint-Christophe, domaine Saint-Christophe, 13011 Marseille, tél : 04 91 89 00 15.*

GRENOBLE

Nano-techno, maxi-conso

Les Grenoblois ont pu découvrir fin janvier dans la présentation de leur facture de Gaz électricité de Grenoble que Minatec, le centre des nanotechnologies, consomme à lui seul 15 % de l'électricité de la ville ! Et RTE, Réseau de transport de l'électricité, d'annoncer que le développement de ce centre de recherche pourrait rendre nécessaire le renforcement des lignes électriques existantes, comprendre la nécessité de tirer de nouvelles lignes à haute tension. Les opposants au centre interpellent donc les élus (Verts et autres) qui conseillent de mettre des lampes économes... une démarche individuelle qui

n'influencera guère la tendance lourde provoquée par la recherche sur les nanotechnologies.

SAVOIE

Rendez-vous de l'ASDER

L'ASDER, Association savoyarde pour le développement des énergies renouvelables, organise régulièrement des conférences publiques gratuites à la Maison des énergies de Chambéry : "maîtriser l'énergie et utiliser les énergies renouvelables dans l'habitat individuel, dans le neuf et l'existant" (jeudi 1er mars à 20h30), "les pompes à chaleur" (jeudi 15 mars à 20h30), "quelles actions peut engager une commune ?" (samedi 24 mars à 10 h), "la démarche négawatt, enjeux et perspectives" (jeudi 12 avril à 20h30), "construire en bois aujourd'hui" (jeudi 3 mai à 20h30)... *ASDER, Maison des énergies, 562, avenue du Grand-Ariétaz, BP 99499, 73094 Chambéry cedex, tél : 04 79 85 88 50.*

PAYS-BAS

Moulins à vent

Au 19^e siècle, les Pays-Bas ont compté jusqu'à 9000 moulins à vent qui ont permis de pomper l'eau en dehors des terres gagnées sur la mer. Il en reste aujourd'hui un peu plus de 1000 en fonctionnement. Les Pays-Bas ont choisi de faire de l'année 2007, une année hommage aux moulins à vent, qui ont permis au pays d'avoir une période de prospérité. Ceux qui misent aujourd'hui sur les moulins à vent modernes que sont les éoliennes peuvent sans doute aussi espérer une période de prospérité.



17 mars 2007 Rêvons un peu

Le 17 mars 2007, un an après la manifestation de Cherbourg qui avait réuni déjà 30 000 personnes contre le nucléaire, ce sont plus de 100 000 personnes qui sont descendues dans la rue (25 000 à Rennes, 20 000 à Lyon, Strasbourg et Toulouse, 18 000 à Lille selon la police).

Des sondages d'opinion, en plein campagne électorale, indiquent que plus de deux français sur trois sont d'accord avec l'idée de la sortie du nucléaire, neuf français sur dix sont pour le développement de l'éolien, la quasi-unanimité se fait pour la maîtrise de l'énergie, l'efficacité énergétique et le développement de l'énergie solaire (1).

Ségolène Royal, candidate socialiste s'engage alors à une démarche de sortie du nucléaire malgré les appels désespérés des pro-nucléaires de son parti (2).

Nicolas Hulot, silencieux sur la question jusqu'alors, lance un appel au dialogue.

Le candidat Sarkozy, comme à son habitude, négocie un étrange retournement dans ses discours...

Le Réseau *Sortie du nucléaire*, qui regroupe près de 800 groupes et associations, lance alors un appel aux candidats aux élections présidentielles et aux élections législatives pour indiquer clairement ce que signifie une décision de sortie du nucléaire :

- Arrêter la procédure d'autorisation de la construction de la centrale EPR à Flamanville dans la Manche.
- Retrait de la France de l'accord international en faveur de la construction du réacteur expérimental ITER à Cadarache (Bouches-du-Rhône).
- Arrêt de la construction du laboratoire / site d'enfouissement des déchets prévu à Bure (Meuse) et arrêt des déplacements des produits contaminés sortant des réacteurs avec stockage sur chaque site de production.
- Arrêt de l'extraction du plutonium à l'usine de la Hague (Manche).
- Arrêt des procédures autorisant la construction d'une nouvelle usine d'enrichissement à Pierrelatte (Drôme).

(1) Sondages réels !

(2) Pour le moment Ségolène Royal veut faire passer le nucléaire de 80 % à 50 % de l'électricité d'ici 2020... ce qui selon les calculs du Réseau Sortir du nucléaire signifie concrètement de fermer deux réacteurs par an.

(3) Actuellement 61 % du secteur recherche de l'énergie.



Le nucléaire, juste un mauvais rêve ? (manifestation à Cherbourg 2006).

- Fermeture immédiate du réacteur Phénix à Marcoule (Gard).
- Fermeture avant fin 2008 des deux réacteurs de Fessenheim (Haut-Rhin).
- Vote à l'assemblée nationale d'un plan de ré déploiement de la recherche nucléaire (3) vers l'efficacité énergétique, les économies d'énergie et les énergies renouvelables à l'exception de deux domaines : la gestion des déchets radioactifs et la déconstruction des sites nucléaires.
- Ouverture d'un débat national décentralisé sur la future politique énergétique de la France débouchant sur des objectifs dans les différents domaines énergétiques intégrant une diminution des émissions de gaz à effet de serre, un moindre recours aux énergies fossiles et la mise en place d'un calendrier de fermeture des réacteurs existants.

Les débats commencèrent alors portant sur la vitesse de sortie, sur l'intérêt de faire de grosses concentrations d'éoliennes ou non, sur la possibilité de gérer l'énergie au niveau communal, sur l'habi-

tat économe, sur les conséquences sociales de l'emploi, sur l'empreinte écologique...

Mais pour rêver ainsi, il faut commencer par être présents le 17 mars dans l'une des manifestations !

Michel Bernard ■





17 au 23 mars Marche Lille-Bruxelles

A la fin de la manifestation nationale décentralisée de Lille, qui se tiendra le 17 mars, une marche d'une semaine est organisée jusqu'à Bruxelles pour aller y remettre 600 000 signatures de personnes qui demandent la sortie du nucléaire en Europe. L'arrivée de la marche à Bruxelles, le 23 mars, correspondra au cinquantième anniversaire du traité Euratom qui au niveau européen fait la promotion du nucléaire civil. Il est possible de faire la marche en bicyclette, en rollers... L'itinéraire est le suivant : Villeneuve d'Ascq (17 mars au soir), Tournai (18 soir), Leuze-en-Hainault (19 soir), Ath et Lessines (20 soir), Grammont et Ninove (21 soir), Dilbeek ou Anderlecht (22 soir) et Bruxelles (le 23 Mars à midi). L'arrivée dans les rues de Bruxelles est coordonnée par les Amis de la Terre Europe. Les marcheurs peuvent s'inscrire auprès du Réseau sortir du nucléaire,

André Larivière, Nérol, 43440 Champagnac-le-Vieux, tél : 04 71 76 36 40 ou 06 76 69 54 98. Les personnes et groupes sur l'itinéraire qui peuvent héberger des marcheurs peuvent prendre contact avec Martin Boutry, tél : 06 22 13 32 33.

Quand les anti-éoliens se dévoilent

Les anti-éoliens ont multiplié les associations du genre "Vent de colère" ou autre "Vent de..." suivi d'un département. Ils se sont réunis en une "fédération environnement durable" dont le président est Jean-Louis Butré, lequel ne peut cacher ses ambitions dans *La Nouvelle république du Centre-Ouest* du 8 janvier 2007: il s'agit de dénigrer l'éolien et d'affirmer que "Je pense malheureusement qu'il n'y a pas d'autres solutions que le nucléaire à l'échelle des besoins mondiaux". Le fait que Jean-Louis Butré est un ancien cadre de la Cogema n'est sans doute pas un hasard !

Superphénix Superfolie !

Décidé en 1974, construit entre 1975 et 1986, en panne pendant dix ans (moins d'un an de production en cumulant les périodes hors panes), le surgénérateur Superphénix, premier réacteur de "quatrième génération", est un échec cuisant pour le lobby nucléaire. Arrêté en 1997, il est actuellement en démolition... en théorie. Car dans la pratique, EDF n'a pu "déconstruire" que les salles périphériques et se trouve dans l'incapacité de fermer le bâtiment réacteur où se trouvent, près de dix ans plus tard, 5000 tonnes de sodium utilisées pour refroidir le cœur du réacteur (prévu pour fonctionner avec du plutonium). Fin 2006, EDF a fait le point en annonçant la construction en 2007 d'une chaîne de neutralisation du sodium qui devrait entrer en fonctionnement en 2008 et permettre de noyer le sodium par petites quantités dans du béton pour obtenir à l'arrivée 70 000 tonnes de béton très faiblement radioactif. Si tout va bien (le sodium s'enflamme au contact de l'air, explose au contact de l'eau), cela sera terminé en 2013 ! En attendant, il faut continuer à chauffer le sodium pour le maintenir à l'état liquide, ce qui consomme autant qu'une ville de 40 000 habitants. La suite de la démolition devrait ensuite se poursuivre jusqu'en 2025. 400 personnes continuent à travailler sur le site. En 2025, il restera sur le site une immense piscine contenant 14 tonnes de plutonium, soit le cœur du réacteur et celui de remplacement prévu à l'époque. Il suffit d'une dizaine de kilos de ce plutonium pour faire une bombe atomique. Une cible parfaite pour un avion terroriste ! Cet échec a coûté plus de 3 milliards d'euros aux contribuables, son bilan énergétique est largement négatif, le danger d'un accident avec le sodium toujours possible, celui avec le plutonium durable : le plutonium ne disparaîtra de moitié que dans 24 000 ans ! Ce sont les mêmes technocrates qui aujourd'hui vous proposent de renouveler ce genre d'expériences avec des ITER, des EPR ou d'hypothétiques nouveaux surgénérateurs !

Pour l'indépendance de l'OMS

L'OMS, Organisation mondiale de la santé, et l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique, sont deux agences de l'ONU. Le rôle de l'OMS est de faire circuler l'information sur les questions de santé et d'alerter les gouvernements sur les risques, les épidémies... Problème : un accord a été mis en place peu après guerre avec l'AIEA qui précise, article 1, paragraphe 2, que



"chaque fois que l'une des parties se propose d'entreprendre un programme ou une activité dans un domaine qui présente ou peut présenter un intérêt majeur pour l'autre partie, la première consulte la seconde en vue de régler la question d'un commun accord". Or l'AIEA a pour mission "d'encourager, d'aider et de coordonner dans le monde entier les recherches ainsi que le développement et l'utilisation pratique de l'énergie atomique à des fins pacifiques". Un organisme donc officiellement pro-nucléaire. Cela s'est traduit par de vives tensions concernant les retombées officielles de l'accident de Tchernobyl. Alors qu'à l'ONU, circulent des données qui indiquent à terme neuf millions de victimes, l'AIEA gomme soigneusement ces chiffres de tout rapport officiel... maintenant que l'accident n'a fait que 32 morts sur le moment et n'en fera que quelques milliers par la suite. Ce mensonge permanent est possible car l'article 3 précise que l'AIEA peut maintenir certaines données secrètes et l'article 7 que l'OMS doit soumettre ses données statistiques à l'AIEA. Selon l'article 12 de l'accord, celui-ci peut être révisé à tout moment dans un délai de six mois. Des organisations de soutien aux victimes de Tchernobyl (Enfants de Tchernobyl, CRII-Rad, Réseau Sortir du nucléaire, Contratom, Cie Brut de Béton...) ont donc décidé de lancer une campagne pour demander, au nom de l'article 12, que l'article 1 soit modifié pour ne plus avoir qu'à échanger les informations entre les services et que les articles 3 et 7 soient supprimés. Un campement permanent doit commencer à Genève, à proximité du siège de l'ONU, le 26 avril 2007, jour anniversaire de l'accident de Tchernobyl. Renseignements en France : André Larivière, tél : 04 71 76 36 40 ou Criirad, tél : 04 75 41 82 50, en Suisse : Paul Roullaud, tél : 02 40 87 60 47.



Dix mille paires de chaussures devant Superphénix en 1996. Slogan de l'époque : "Superphénix ne marche plus, nous non plus!"

Sortie du nucléaire

■ **Déclin inexorable.** L'Agence internationale de l'énergie, jusqu'ici pro-nucléaire, a enfin reconnu le 10 novembre 2006 que le nucléaire ne connaîtrait pas de développement significatif. Le nucléaire qui ne fournit que 2% de l'énergie mondiale, ne va pas se développer dans les années à venir : les projets de nouvelles centrales ne couvrant même pas les arrêts prévus des vieux réacteurs.

Entre 2007 et 2025, environ 250 des 435 réacteurs actuellement en fonctionnement seront fermés car trop vieux. Les constructions annoncées pendant cette période sont pratiquement connues : en Europe, la France annonce la construction de nouveaux réacteurs sur le modèle EPR, mais les luttes vont être chaudes ; les Etats baltes et la Pologne annoncent vouloir construire au moins un réacteur. La Finlande construit un EPR. Pour l'Europe, c'est tout. La Russie

semble ne plus avoir les moyens financiers d'investir dans de nouveaux réacteurs. Aux Etats-Unis où le plus récent réacteur a déjà trente ans, aucune compagnie électrique n'annonce de nouvelle construction malgré les aides promises par Bush. En Asie, le nucléaire devrait encore se développer avec une vingtaine de projets en Inde, une quarantaine en Chine, le Japon n'annonce plus de construction, la Corée du sud non plus. Le Brésil annonce vouloir construire trois réacteurs... mais cette annonce remonte à longtemps. Il y a également la possibilité de voir se construire un ou deux réacteurs dans des dictatures (Iran, Corée du nord). En résumé,

ce ne sont que 65 à 70 réacteurs qui pourraient voir le jour... pendant qu'on en arrêtera 250 ! Le nucléaire restera donc une énergie marginale qui aura atteint son maximum à la fin du vingtième siècle.

■ **Allemagne : sortie maintenue.** Le lobby nucléaire en est pour ses frais. Le 3 janvier 2007, Angela Merkel a réaffirmé que le gouvernement poursuivrait le plan de sortie du nucléaire adopté en 1998. Elle se justifie en affirmant (et nous sommes d'accord) qu'il n'y a pas à espérer que le nucléaire puisse avoir un rôle important dans la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

■ **Nord-Pas-de-Calais : étude en cours.** L'association *Virage énergie* s'est constituée dans le Nord-Pas-de-Calais pour mettre en place une étude détaillée dont l'objectif est de présenter une alternative crédible à la fourniture de courant par les six réacteurs de la centrale de Gravelines. L'étude intégrera la question des gaz à effet de serre (avec un objectif de division par quatre) et étudiera les économies d'énergies possibles dans une démarche négawatt, le potentiel des énergies renouvelables... Les résultats de l'enquête devraient être rendus publics en janvier 2008 lors d'assises de l'énergie à Dunkerque. Vous pouvez participer à ce travail concret en prenant contact avec *Virage Energie, Café citoyen, 7, place du Vieux-Marché-aux-Chevaux, 59000 Lille.*



EPR

■ **EDF signe des contrats.** Après la commande du génie civil à Bouygues et de la salle des machines à Alstom, EDF a signé la commande de la cuve du réacteur à Areva le 23 janvier dernier. Ceci alors que le décret d'autorisation de l'installation nucléaire permettant officiellement le début des travaux n'a toujours pas été pris.

■ **Chèques géants.** Le samedi 13 janvier, dans 45 villes de France, les groupes antinucléaires ont organisé la remise symbolique d'un chèque géant à EDF d'un montant de 3,3 milliards d'euros, prix estimé de l'EPR. L'occasion de rappeler qu'avec le même argent, il serait possible de produire beaucoup plus d'énergie (deux fois plus) dans le domaine

des énergies renouvelables en créant beaucoup plus d'emplois (quinze fois plus).



Nucléaire



CADARACHE

Près de l'accident !

Le 6 novembre dernier, suite à une panne d'une balance, un broyeur de pastilles de combustibles usés, dans l'atelier de traitement du plutonium, a provoqué une erreur de manipulation : au lieu de 8 kg autorisés, le broyeur a été chargé deux fois pour atteindre 13 kg... A 16 kg, la masse critique aurait été atteinte et une réaction nucléaire se serait engagée comme cela s'est déjà produit dans une usine au Japon. L'incident a été classé 2 sur une échelle de sept. L'enquête a montré que la balance était en panne depuis six mois. Rappelons que les autorités de sûreté ont demandé depuis longtemps la fermeture de cet atelier qui n'est pas aux normes sismiques. Fermé après des années de bras de fer avec Areva, il a été rouvert pour y traiter du plutonium venant des Etats-Unis. (*Le Monde, 11 janvier 2007*)

TRICASTIN

Etude sanitaire négligée

Une enquête publique s'est tenue du 12 juin au 21 juillet 2006 pour la construction d'une nouvelle usine d'enrichissement d'uranium sur le site du Tricastin, à la limite des départements de la Drôme, du Vaucluse et du Gard. La Ddass, direction départementen-

tale des affaires sanitaires et sociales du Vaucluse a émis un avis défavorable, celle du Gard un avis réservé en constatant que les bilans concernant les analyses sanitaires des installations nucléaires existantes sont incomplètes ou non utilisées. La Ddass du Vaucluse note que pour les années 2002, 2003 et 2004, la teneur en radioactivité de la nappe phréatique du Rhône dépasse la dose fixée par le code de la santé publique. Les Ddass s'étonnent aussi de l'absence d'un registre des cancers comme cela se pratique dans d'autres départements. Elles s'étonnent aussi de l'absence de prise en compte des effets cumulatifs des faibles doses, de l'absence de données sur la contamination des enfants de moins de sept ans, du manque de réponses aux contre-analyses fournies par la Crii-Rad, etc. Ces critiques institutionnelles font que le 4 septembre 2006, la commission d'enquête a recommandé de compléter l'évaluation des risques sanitaires et demande la création d'un registre des cancers. La Frapna, Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, demande au conseil général de la Drôme qui préside la commission d'équipement du Tricastin de débloquer le financement pour une étude immédiate sur la mortalité autour du site. *Frapna Drôme, galerie du Polygone, 38, avenue de Verdun, 26000 Valence, tél : 04 75 81 12 44.*

FESSENHEIM

Ségolène Royal pour la fermeture

Dans une lettre adressée aux associations antinucléaires alsaciennes, Ségolène Royal s'est prononcée le 21 janvier pour l'arrêt définitif des deux plus vieux réacteurs de France. Dans la lettre elle précise qu'elle entend "promouvoir une nouvelle politique énergétique pour répondre aux enjeux prioritaires que sont la lutte contre le changement climatique et la préparation de l'après-pétrole". Une politique "fondée sur les économies d'énergie, la promotion de l'efficacité énergétique et le développement dynamique des énergies renouvelables diversifiées et décentralisées".

Notre chauffe-eau solaire a 25 ans !

S'il a été acheté d'occasion en 1989, le matériel date de 1981. En parler, c'est revenir aux sources de ce qui a motivé mon engagement dans le domaine des énergies renouvelables.

En avril 86, un certain réacteur n° 4 vole en éclats, avec la dernière illusion d'un lobby nucléaire accroché à ses dogmes : énergie inépuisable, propre, pas chère et... sans danger ! Cette catastrophe n'est pas pour moi un électrochoc, car je suis déjà sensibilisé aux risques associés à cette filière. Mais cet événement, que les populations locales (et aussi plus loin) paient encore dans leur chair et leur génome, m'invite à prendre les choses en main et à modifier mon rapport à l'énergie. A passer d'une consommation passive à une autoproduction "éclairée", grâce à une ressource disponible en abondance et sans problème environnemental : le soleil.

Premiers pas

J'ai lu des articles et des livres, notamment *Le chauffe-eau solaire* et *Fabrication artisanale de capteurs solaires*. Rochefort, printemps 86, je bricole un petit chauffe-eau solaire, avec un capteur "serpentin" en tuyau d'arrosage noir. Avec une vieille pompe de machine à laver, il chauffe 40 litres d'eau. Avec ce dispositif peu orthodoxe, l'eau atteint régulièrement 55°. Elle descend par gravité dans la salle d'eau : c'est un château d'eau solaire !

Montée en puissance

En 1988, ma petite famille emménage dans une maison de campagne. Je réinstalle mon chauffe-eau solaire de fortune, "gonflé" d'un second capteur. Ayant lu une brochure sur les capteurs-stockeurs,

je bricole un chauffe-eau solaire "boîte à pain", à partir d'un cumulus électrique récupéré. Mis à nu et peint en noir, je l'allonge dans un vieux frigo dont j'ai retiré la porte et une paroi. Vitrés, les deux côtés piègent le soleil par effet de serre. Les parois intérieures de ce caisson isolé, garnies de papier alu, renvoient les rayons vers le ballon. Ce n'est pas "high-tech" mais ça fonctionne bien (l'eau monte à 60°) et surtout passivement, sans énergie extérieure. Ce dispositif n'est toujours pas branché au réseau d'eau de la maison, mais à une prise d'eau extérieure. Pour récupérer l'eau chauffée au soleil, il faut envoyer un tuyau d'arrosage dans la salle de bain.

Du sérieux

En 1989, nous achetons un chauffe-eau solaire âgé de huit ans. On a affaire aux meilleurs capteurs du moment, des Soléco, étanches et sous pression d'azote : pas de condensation derrière le vitrage, pas de risque de corrosion de l'absorbeur. Ce dernier est à revêtement sélectif (faible réémission d'infrarouges), une rareté il y a 25 ans. Le verre trempé, associé à la pression d'azote, garantit une résistance à toute épreuve. Sûr de son fait et joignant le geste à la parole, notre vendeur saute à pieds joints sur un capteur au sol, qui ne bronche pas ! Le "kit" comprend 4 m² de capteurs, un ballon de 200 litres à simple échangeur (serpentin en partie basse) et réchauffeur électrique d'appoint, un groupe de transfert (circulateur, vase d'expansion, manomètres, vanne de remplissage, soupape de sécurité) et une régulation électronique différentielle (commande du circulateur, selon la température des capteurs et du ballon). Pour 10.000 F (1500 €), nous récupérons un CES (1) qui a déjà bourlingué : une affaire moyenne. Sans aucune expérience

en plomberie, je décide de l'installer moi-même. Etant en location, je fais le minimum de travaux. Je pose les capteurs au sol, au sud de la maison. Je fais un "échange standard" du cumulus électrique dans la cuisine et perce deux trous dans le mur, pour passer les tuyaux aller et retour du circuit primaire, des capteurs au ballon. Un ami m'apprend la soudure à l'étain et je remonte le circuit (2). Avec une pompe manuelle, j'emplis le circuit en fluide caloporteur (3). Après la purge des bulles d'air, quelle joie d'assister au démarrage automatique du circulateur et à la montée en température de l'eau du ballon ! Avec le sentiment, après des années de "bla-bla" militant, de faire enfin quelque chose de concret pour réduire notre consommation d'énergie.

Retour en ville

En 1990, nous déménageons pour une nouvelle location. La maison se prête mieux à l'implantation du chauffe-eau solaire qui nous a suivis. Adossé à la terrasse plein sud, il a sa nouvelle place désignée. L'installation au sol est simple et facilite la surveillance. Caché par une haie (à une distance qui n'ombrage pas les capteurs l'hiver) il est invisible de la rue : une intégration parfaite, sans déclaration de travaux... Notre CES fonctionne ainsi quatre ans. Le ballon étant au sous-sol, je lui ajoute une jaquette isolante, ainsi qu'aux tuyaux entre les capteurs et lui. Pendant la période froide, la température de l'eau chaude gagne 10°. C'est une "manip" que je recommande à tous les possesseurs de CES : j'ai vu des installations de professionnels, où les tuyaux "chauds" n'avaient même pas de manchon isolant !



"Etant en location, je fais le minimum de travaux."

(1) CES : Chauffe-Eau Solaire

(2) J'apprends plus tard qu'il vaut mieux braser (soudier à l'argent, haute température) mais je n'ai eu à déplorer aucune fuite, à chacun de mes montages.

(3) Une huile spéciale, remplacée quelques années plus tard par du monopropylène glycol réglementaire (qualité dite alimentaire).



J.-P. Blugeon

"Je lui ajoute une jaquette isolante, ainsi qu'aux tuyaux entre les capteurs et lui. Pendant la période froide, la température de l'eau chaude gagne 10°."

La Maison du Soleil

En 1994, retour à Rochefort. Nous "investissons" notre maison solaire, à peine terminée. Notre bon vieux chauffe-eau solaire est du voyage. Il a vu du pays, parti cinq ans plus tôt de la Vienne ! J'opte à nouveau pour le montage au sol, pour lequel je suis désormais rodé. Je réserve la toiture sud à Phébus 17, car la première micro-centrale photovoltaïque raccordée au réseau EDF de la région Poitou-Charentes a la bonne idée d'atterrir sur notre maison. Ce n'est pas par manque de surface : avec 30 m², le toit a la place de produire à la fois l'eau chaude et l'électricité d'une habitation optimisée, qui a chassé les gaspillages d'énergie. Mais la juxtaposition de capteurs bleus (photovoltaïques) et noirs (thermiques) n'est pas très heureuse. Et la faible pente (22°) n'est pas optimale pour les capteurs thermiques : 45° sont requis pour l'eau chaude, sous nos latitudes. Bon an mal an, le CES produit les deux tiers de notre eau chaude, l'appoint d'énergie est fourni par un chauffe-eau instantané au gaz.

En 1997, le ballon fuit. Corrodé à la sortie "eau chaude", il accuse l'absence de surveillance de l'anode, qui encaisse le phénomène galvanique entre le revêtement intérieur et la tuyauterie. Profitant de la commande groupée associative Self Solaire, MER 79, MER 17 (4) de matériel autrichien, je remplace le ballon par un 300 litres. L'eau est moins chaude mais

l'autonomie passe de 2 à 3 jours. Outre l'amélioration du rendement des capteurs, qui fonctionnent mieux à basse température, on diminue les déperditions thermiques (des capteurs au ballon) et on limite les risques de surchauffe, l'été. Mon choix d'un modèle à double échangeur (le second en partie haute, priorité au solaire oblige) pour le raccorder au bouilleur d'un poêle amélioré qu'on attend toujours (le fameux provisoire qui dure...) s'avère une erreur, car le surcoût par rapport à un "simple échangeur", est de l'ordre de 1000 F (150 €). Nous complétons l'installation par un mitigeur thermostatique en sortie de ballon, qui limite à 45-50° la température de l'eau chaude. Outre son rôle "anti-brûlure", il protège les cartouches des robinets mitigeurs, limite l'entartrage ainsi que les déperditions thermiques des tuyaux. C'est un investissement (environ 100 €) dont il ne faut pas se priver.

Coup de jeune

En 2000, l'installateur qui nous a vendu le CES revend les 50 m² de capteurs du chauffage solaire de sa maison, datant de 1986. MER 17 s'en porte acquéreur, pour ses adhérents. J'en prends 4 m², pour remplacer les miens dont l'absorbant a quelque peu blanchi, ce qui dessert la cause du solaire, au cours des visites de la Maison du Soleil (5). Les nouveaux capteurs sont de la génération

suivante et supportent plus de pression. Avec une facture de 300 €, l'aspect du CES est amélioré. Six ans après, il n'a pas bougé. Je revends les anciens capteurs (pour une somme symbolique) à un adhérent de MER 17, qui veut se monter un CES pas cher. Aux dernières nouvelles, le chauffe-eau solaire est toujours en cours de montage... Enfin, en 2003, je remplace la régulation, une nouvelle dépense de 150 €. Finalement, une bonne partie du matériel d'origine aura été remplacée.

Ecologie ou économie ?

En 20 ans (sans compter le changement de capteurs, qui fonctionnaient encore) on totalise une dépense de 2600 €. Sans aide financière, car achat d'occasion et auto montage. Parallèlement, notre consommation d'énergie a été réduite de 30 000 kWh, soit une économie d'un peu plus que cette somme, si nous avions conservé un cumulus électrique. Par contre, nous avons évité de produire 10 tonnes de CO₂, ainsi que la consommation de 3 tonnes d'hydrocarbures polluants, si nous avions produit notre eau chaude avec une chaudière à fioul ou à gaz. Et nous avons contribué à limiter la dégradation de l'environnement. Ce n'est pas rien. Notre expérience d'achat d'occasion n'est guère reproductible. Mais nous ne regrettons pas notre investissement, plutôt que d'avoir (peut-être) acheté une voiture plus récente. Aujourd'hui, avec les aides financières on peut amortir son CES en 10 ans. Mais l'autoconstruction, sur les modèles suisse et autrichien, se développe. C'est un moyen de reprendre les rênes et de développer la maîtrise de son autonomie, pas seulement énergétique.

Un chauffe-eau solaire nomade

Après ? Nous prévoyons de vendre la Maison du Soleil, pour en construire une plus écologique (bois, paille et terre crue) et à énergie positive. S'il n'intéresse pas le futur acheteur, nous repartirons avec notre chauffe-eau solaire "sous le bras" pour finir de l'utilisateur. Ce qui peut prendre du temps !

Jean-Paul Blugeon ■

(4) Associations picto-charentaises (MER = Multi Energies renouvelables, MER 17 s'appelle désormais Défi énergies 17 : www.defi-energies17.org)
(5) Maison du Soleil : 12, rue de la Mauratière, 17300 Rochefort, tél : 05 46 99 18 38 MER17-jpb@tele2.fr.

Jean Van Lierde, témoin de courage et d'humanité

C'est durant la Seconde Guerre Mondiale que, ouvrier de 15 ans dans une usine d'accumulateurs, ce garçon de famille modeste distribue la presse clandestine et des tracts, soutient les réfractaires au travail obligatoire et fabrique des faux papiers au sein du mouvement de résistance belge MNB. C'est le premier des nombreux engagements que lui dictera son honnêteté intransigeante au cours de sa vie, souvent à contre-courant des conformismes de son époque : en 1945 il est « scandalisé, dès la libération, par la violence des vainqueurs » (1). Il refuse alors ouvertement de prendre les armes pour tirer sur les prisonniers ou les maltraiter : « on ne va pas faire comme eux ont fait », martèle-t-il alors, empêchant un jour ses camarades résistants de « zigouiller quatre officiers allemands ».

Durant les années d'après-guerre, il devient dirigeant de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) belge, et refuse lors d'une cérémonie nationale de saluer le drapeau, par opposition aux positions par trop nationalistes du mouvement : « ce fut un scandale inimaginable ! mais je pense qu'il était indispensable » (2).

Insoumission

En 1949 vient le moment de la conscription : Jean refuse de se rendre à la caserne et devient l'un des premiers objecteurs de conscience belges au service militaire. Il est emprisonné pour la première fois, à la prison Saint-Léonard de Liège. Bien vite les autorités le libèrent dans le but d'étouffer politiquement l'af-

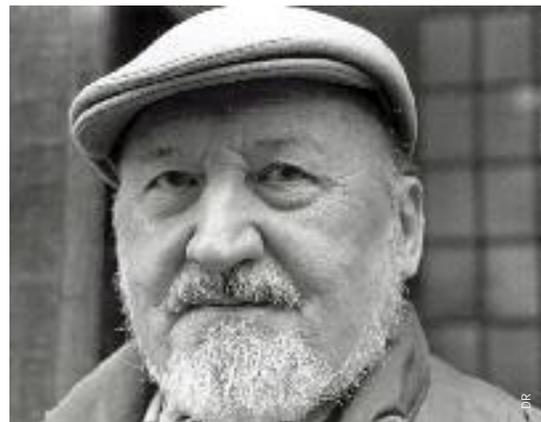
faire. Voyant que ses camarades objecteurs ne sont pas libérés, il refuse sa libération et oblige les autorités à l'expulser de prison « exactement comme on m'y avait fait entrer : manu militari » !

« Je me battis alors, pendant près d'un an, pour qu'on me remette en prison, non par masochisme, mais par souci de la vérité parce que la désobéissance civile est un projet politique, un combat, une stratégie destinée à modifier un aspect injuste de la société, et dans mon cas, une loi qui me paraissait révoltante ». Arrêté une deuxième puis une troisième fois, il affronte « la comédie burlesque des conseils de guerre » et passe au total plus de quinze mois derrière les barreaux, demeurant un an « parmi les cent derniers condamnés à mort belges de la guerre 1939-1945, officiers SS, collaborateurs »...

Jean Van Lierde va connaître alors une nouvelle expérience marquante : sur sa propre demande, les autorités belges l'envoient travailler comme manoeuvre à la mine de charbon du Bois de Caziers, par 1035 mètres de fond, en remplacement de son temps restant d'emprisonnement. « C'était réellement le baignoire. C'était bien pire que la prison. Je ne voudrais, pour rien au monde, recommencer une telle expérience » (3).

En six mois il reçoit pas moins de quatre préavis de licenciement, pour les articles qu'il publie dénonçant les conditions inhumaines d'exploitation des travailleurs étrangers, et pour son engagement actif dans les grèves qui secouent la mine, désobéissant au passage à son propre syndicat ! « J'étais foutu à l'index dans tous les charbonnages belges, parce que j'étais sur la liste des agitateurs ». Il publie alors le témoignage *Six mois dans*

Vendredi 15 décembre 2006 s'éteignait en Belgique Jean Van Lierde, à l'âge de 80 ans. Pour beaucoup de personnes ce nom reste aujourd'hui inconnu. Et pourtant c'est l'une des grandes figures de la non-violence au 20^e siècle qui disparaît.



Jean Van Lierde.

l'enfer d'une mine belge, qui connaît un retentissement important (4). « Désormais inembauchable, je revins chez moi, où me fut bientôt notifiée mon expulsion définitive de l'armée, en tant qu'élément indigne de servir sa patrie et son roi. Enfin débarrassé de mon problème personnel à l'égard de la conscription, j'allais pouvoir me consacrer entièrement à l'œuvre qui me tenait le plus à cœur : obtenir la reconnaissance d'un statut officiel de l'objection de conscience en Belgique » (5). Reconnaissance qui n'advient qu'en 1964.

Lutte contre le colonialisme

Mais la guerre d'Algérie éclate et avec elle la nécessité, une fois de plus, de prendre parti et de s'engager. Fermement anticolonialiste dès 1945, Jean Van Lierde lance des appels à la désertion (s'attirant les foudres des communistes) ainsi qu'au

(1) Cette citation, comme de nombreuses autres qui suivent, est tirée de la retranscription d'un entretien avec Jean-Pol Hecq à RTBF-radio, du 10 mars 2005.

(2) Citation issue du magnifique témoignage intitulé « L'apprentissage de la désobéissance », dans l'ouvrage écrit en duo avec Guy de Boschère, *La guerre sans armes. Douze années de lutte non-violente en Europe. 1952-1964*, éd. Luc Pire/Karthala, 2002.

(3) *La guerre sans armes*, op. cit., p.23.

(4) Quelque temps plus tard, la mine du Bois de Cazier connaît une catastrophe qui cause 250 morts et lui donne tristement raison...

(5) *La guerre sans armes*, op.cit., p.23.

sabotage des trains amenant les conscrits à Marseille. Au sein du Comité belge pour la paix en Algérie, il organise l'accueil des objecteurs et déserteurs français en Belgique, ainsi que l'accueil des Algériens menacés, en lien avec le réseau Jeanson en France. Il parvient un jour à Paris à faire évader de prison un Algérien, Rachid Boumaza, en lui procurant un déguisement de curé...

Concernant plus directement la Belgique, advient, en 1960, la lutte pour l'indépendance du Congo. Dès la fin des années 1950, Van Lierde et d'autres anti-colonialistes fondent, à Bruxelles, le Centre international et les Amis de *Présence Africaine* de Belgique qui accueillent tous les intellectuels et dissidents africains de l'époque, d'Edouard Glissant à Patrice Lumumba, afin de diffuser une réelle contre-information sur les questions coloniales. C'est ainsi qu'une liaison efficace s'établit entre les Belges métropolitains, qui jouent un rôle essentiel de contre-information, de lobbying politique et d'organisation des objecteurs,

et les leaders indépendantistes congolais, au premier plan desquels Kasa-Vubu et surtout Patrice Lumumba, proche ami de Jean. Ceux-ci organisent durant deux années de lutte une résistance radicalement non-violente face au pouvoir colonial : administration parallèle, boycotts, refus de l'impôt,... En 1962, au terme de deux ans de lutte, l'indépendance du Congo est proclamée et pas un des 100 000 européens présents dans le pays n'a été tué (6).

Il est difficile d'évoquer l'ensemble des engagements qui mènent Jean Van Lierde, comme, en pleine Guerre Froide, à prêcher à Moscou l'objection de conscience, qui n'est alors pas précisément en odeur de sainteté, ou à être actif au sein de l'Internationale des Résistants à la Guerre (WRI)...

On rappellera seulement que l'engagement de ce père de famille s'enracine pour lui dans une culture chrétienne revendiquée, au sein des scouts puis de la JOC pendant sa jeunesse, puis avec le groupe *Esprit* de Bruxelles, s'inspirant du person-

nalisme de Mounier, et jusqu'à sa mort avec la branche belge du MIR, Mouvement international de la réconciliation. Il n'en reste pas moins en dialogue critique avec le communisme, et plus encore en résonance profonde avec l'anarchisme, se définissant comme "un socialiste libertaire, un chrétien libertaire", "chrétien parmi les anarchistes" (7), marqué notamment par sa relation avec Hem Day, figure marquante de l'anarchisme du 20e siècle.

Un éternel "minoritaire" par choix qui, au final, a voué son existence à "chercher la vérité, quoi qu'il en coûte" (8) aux *Carrefours de la paix* (9) avec pour seule arme le courage de la non-violence.

Guillaume Gamblin ■

(6) Jean Van Lierde, "La décolonisation du Congo-Zaïre", in *Alternatives Non-Violentes* n° 119-120, dossier *Les luttes non-violentes au XX^e siècle*, tome 1, 2001, www.anv-irnc.org.

(7) Entretien à la RTBF, op.cit.

(8) *La guerre sans armes*, op.cit., p. 48.

(9) Nom d'une revue, de nombreuses fois censurée, qu'il contribua à créer et à animer de 1962 à 1964.

Société



Internet, c'est gratuit ?

À écouter certaines présentations d'internet, on pourrait croire que l'accès est "libre", "gratuit"... Mais tout cela est de la communication mensongère. L'INC qui publie *60 millions de consommateurs* a calculé que rien que pour avoir un fournisseur d'accès, il faut compter au minimum 600 € par an. A ceci s'ajoute la consommation de votre ordinateur qui selon les modèles peut vous coûter, s'il reste en veille en permanence, jusqu'à 100 € de plus par an. Et bien sûr, l'achat d'un ordinateur qui dès le départ nécessite un investissement de plusieurs centaines d'euros. Ceci explique sans doute que la moitié des ménages n'ait pas accès à internet... et que ce pourcentage n'évoluera plus fondamentalement maintenant.

Nanotechnologies sous surveillance

Il serait temps ! Deux laboratoires du CNRS de Toulouse, un de l'Inserm de Bordeaux, et le laboratoire marcophages de Toulouse, viennent de lancer un programme de recherche sur les risques liés à l'utilisation des nanotechnologies. Ils travaillent plus particulièrement sur les risques cancérogènes qui pourraient exister du côté des nanotubes de carbone déjà utilisés dans les pneus, dans les écrans plats, dans des vélos haut de gamme... Ces nano-fibres pourraient endommager les cellules du corps lors d'un contact dermique. Le port des gants est déjà recommandé mais on ignore pour le moment les possibles toxicités.

Action directe 20 ans de prison

Joëlle Aubron, Georges Cipriani, Nathalie Ménigon et Jean-Marc Rouillan ont été arrêtés en février 1987, il y a donc vingt ans. Régis



Pourquoi faut-il supprimer Biovision/Biosquare ?

Du 11 au 14 mars 2007 se réunira à Lyon la cinquième édition du Forum Biovision-Biosquare. Ces rencontres sont désormais considérées comme l'un des plus grands rendez-vous mondiaux sur les biotechnologies.

Pour 2007, les "objectifs du millénaire pour le développement" s'annoncent comme le thème majeur du forum. Ces objectifs vont de la réduction de moitié de l'extrême pauvreté dans le monde à l'éducation primaire pour tous, en passant par l'arrêt de la propagation du VIH/sida.

Derrière cette vitrine séduisante se dissimule un outil de propagande en faveur de l'acceptation des biotechnologies (Biovision) : "avant de chercher à être écoutés, nous transformons les mentalités des gens qui ont participé à Biovision" (citation de Philippe Demarescaux (président de Biovision). *acteurs de l'économie n° 40 avril 2003*)... et un marché où sont signés des contrats entre centres de recherche et industriels (Biosquare), le tout sponsorisé bien sûr par les grands groupes d'agro-alimentaire, de chimie et de pharmaceutique.

Pourquoi ces entreprises multinationales, responsables pour une très grande part de la situation catastrophique dans les pays du Sud, peuvent-elles subitement s'émouvoir et mettre la main à la poche pour soulager les souffrances d'une grande partie de la population mondiale ?

Il s'agit surtout pour elles de conquérir de nouveaux marchés d'exportation de vaccins, de médicaments, de semences et de produits agrochimiques tout en s'offrant une image de philanthropes. Ainsi peuvent-elles continuer leur politique de pillage des pays du Sud et de saccage écologique tout en étant soutenues par les décideurs politiques des pays riches.

Nos élus soutiennent de façon active cette rencontre. La mairie de Lyon, le communauté urbaine du Grand Lyon, le département du Rhône et la région Rhône-alpes subventionnent cet événement à hauteur de 2 532 000 €, soit 50% du budget global.

Si Biovision se tient à Lyon, ce n'est d'ailleurs pas un hasard, mais la conjugaison d'intérêts économiques et de volontés politiques (ce forum a été impulsé par Raymond Barre, ex-maire de Lyon et ancien ministre, et est présidé par Philippe Desmarescaux, ancien PDG de Rhône-Poulenc et actuel président de la fondation scientifique de Lyon). Cela tient aussi en une volonté de la région Rhône-Alpes de devenir le centre européen des biotechnologies (Lyon) et des nanotechnologies (Grenoble). Et ceci alors que la région Rhône-Alpes s'est déclarée "région sans OGM" (délibérations n°04.00.193 des 28 et 29 avril 2004) et que près de 80% de la population s'oppose à leur dissémination !

Ces choix politiques si contraires aux désirs de la population et de l'intérêt commun des peuples sont inadmissibles. La politique de toujours plus de "progrès" pour toujours plus de profit doit s'arrêter là ! C'est de notre avenir qu'il s'agit, nous voulons en décider par nous-même, indépendamment de la volonté hégémonique des grands groupes industriels. Un collectif appelle donc à une mobilisation la plus large possible contre ce Forum 2007, et à la mise en œuvre de tous les moyens possibles pour qu'il soit le dernier.

Au programme du contre-forum :

- vendredi 9 mars au matin : lancement de la cyber manif
 - vendredi 9 mars au soir : conférence sur Biovision
 - samedi 10 mars à midi : guérilla jardinière
 - dimanche 11 mars : Action encore non définie. (journée)
 - Conférence sur les OGM en Europe avec projections vidéos (avec Hélène Holder coordonnatrice de la campagne européenne contre les OGM pour le réseau Amis de la Terre Europe à Bruxelles).
 - Conférence sur les alternatives aux OGM, avec Jean-Pierre Berland et Eric Petiot (Kokopelli)
 - Conférence-spectacle sur les nanotechnologies (avec Pièces et Main d'oeuvre de Grenoble)
- Collectif des résistances et des alternatives de Lyon, nonabiovision@no-log.org.



P.-E. Weisk

Jeudi noir

Le prix du logement est deux fois plus élevé à Paris qu'à Lyon ou Marseille, quatre fois plus qu'à Limoges. Et ceci à l'achat comme en location. A Paris, le jeudi est le jour de sortie des annonces de location immobilière, journée noire pour de nombreux jeunes qui n'ont pas les moyens d'avancer les cautions ou les loyers demandés. L'association *Jeudi noir* a vu le jour fin octobre 2006 pour organiser des actions-fêtes dans les appartements dont les prix de location sont les plus délirants. L'association incite d'autres personnes à organiser ce genre de fête-action : se donner rendez-vous avec des copains, choisir un appartement dans les petites annonces, bien s'habiller, prévoir boissons et cotillons, ainsi que des ballons noirs à gonfler sur place et à faire exploser pour faire crever la bulle immobilière. N'oubliez pas d'offrir à boire à celui qui vous fait visiter. Plus : www.jeudi-noir.org.

Schleicher a été arrêté en 1984. Membres d'Action directe, ils ont participé à différentes actions violentes anti-impérialistes et ont été condamnés par une cour d'assises spéciale (sans jurés populaires) à la réclusion à perpétuité. Depuis, Joëlle Aubron a été libérée... juste avant sa mort. Depuis février 2005, ils ont terminé la peine de sûreté de 18 ans qui accompagnait leur condamnation. Régis Schleicher l'a terminée lui depuis 1999. Ils peuvent donc prétendre à une libération conditionnelle. Mais la loi a été modifiée le 23 janvier 2006, qui permet de refuser ces libérations dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. D'autres militants comme le Basque Filipe Bidart, en prison depuis 19 ans, sont visés par cette loi qui permet de fait, de maintenir les prisonniers politiques en détention *ad vitam eternam*. Une pétition pour demander la fin des lois d'exception et la liberté conditionnelle pour ceux qui ont dépassé les 18 ans d'emprisonnement circule. Elle est disponible auprès de *Défense active*, 80, rue Ménilmontant, 75020 Paris ou Collectif NLPF, LPJ, 58, rue Gay-Lussac, 75005 Paris.

SAÔNE-ET-LOIRE

Non au fichage ADN

A l'automne dernier, Camille est prise dans un contrôle routier près de Gueugnon et, un narguilé se trouvant dans sa voiture, la gendarmerie suspecte qu'elle fume du haschich. La voiture et elle-même sont fouillées pendant trois heures : en vain ! Les gendarmes lui demandent alors d'accepter un prélèvement pour fichage ADN, ce que, logiquement, elle refuse : le fichage ADN ne concernant que les délinquants. Elle est alors poursuivie au tribunal pour ce seul refus ! Le procès d'abord prévu à Mâcon le 13 décembre a été reporté au 21 mars à 14 h. Le collectif Refus ADN a lancé un appel à soutien, estimant que ce cas est tout à fait significatif de la dérive sécuritaire : au départ le fichage ADN a été prévu pour repérer les violeurs potentiels ! Une pétition de soutien circule. Renseignements : *Matisco 3 rue Dufour 71000 Mâcon* ou site refusadn.free.fr.

Sarkozy partout justice nulle part

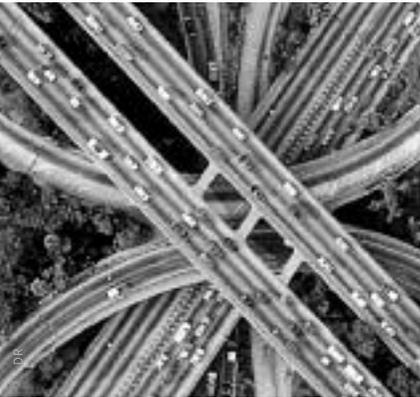




Transports

■ Budget familial en hausse.

Selon les données de l'INSEE, depuis 2003, les transports occupent la deuxième place dans la consommation des ménages loin derrière le logement et juste devant l'alimentation. Alors qu'en 1960, nous consacrons en moyenne 26% à notre alimentation, 12% à l'habillement, 11% au logement, 10% aux transports, aujourd'hui, nous en sommes à 25% pour le logement, 17% pour le transport, 16% pour l'alimentation... l'habillement ne représentant plus que 6%.



■ **Tout voiture ?** En France, 72 % de la population a le permis de conduire et 82 % des foyers disposent d'une voiture selon les données gouvernementales. Donc si 18 % des foyers sont sans voiture et 28 % de la population sans permis, c'est que cela doit être possible, non ?

■ **Autoroute ferroviaire.** A partir de ce mois de mars, un train reliera directement Perpignan et le Luxembourg toutes les nuits... officiellement pour désengorger la vallée du Rhône. Concrètement, le train direct pourra emmener... 40 semi-remorques ! Une goutte d'eau dans l'océan des camions.

■ **Pays basque : opposition aux camions.** Le 30 décembre 2006, environ 5000 personnes ont manifesté à Saint-Palais, à l'appel de l'association LEIA qui dénonce le projet d'élargissement des routes entre Pampelune et Salies-de-Béarn. Le dossier présenté par le conseil général des Pyrénées atlantiques prévoit sur cet axe, d'ici 2032, une multiplication par 18 du nombre de véhicules et par 34 du nombre de camions ! Un conseil général qui n'a pas encore entendu parler de la raréfaction du pétrole, de la montée du prix du carburant et du ralentissement observé depuis deux ans dans les transports routiers.

Animaux

■ **Des bergers pour vivre avec les loups.** Depuis maintenant huit ans, l'association d'écolovolontariat *A pas de loup* propose une alternative originale au conflit loup/pastoralisme. Des bénévoles de tous âges et de tous horizons sont envoyés auprès des bergers dans les estives pour assurer une présence humaine auprès des troupeaux et dissuader ainsi les loups de l'attaquer. Cela permet de protéger à la fois le métier

suite page 40



Parcs nationaux Timidité française

Alors que la France bénéficie d'une relativement faible densité de population et de vastes espaces naturels, il n'existe que sept parcs nationaux représentant 1% du territoire. L'Italie, par comparaison en compte 21 couvrant 5% du territoire, la Suède 28 pour 8% du territoire. En France, aucun projet n'a plus abouti depuis 1989 alors que des projets existent en Guyane, à la Réunion, pour les Calanques des Bouches-du-Rhône, la forêt de Fontainebleau, la Corse et la mer d'Iroise au large de la Bretagne. La raison de ce sur-place ? Le faible poids du ministère de l'environnement face à d'autres où les lobbies industriels ne veulent pas se priver des ressources de ces lieux.

Déchets

■ **Europe : politiques divergentes.** Si en France, nos déchets sont pour un tiers recyclés, un tiers jetés en décharge, un tiers incinérés, les politiques de gestion de déchets varient énormément d'un pays à l'autre. Ainsi, il n'y a aucun incinérateur en Grèce et en Irlande. Des pays comme la Grèce, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Finlande, le Royaume-Uni ou l'Irlande envoient encore plus de la moitié de leurs déchets à la décharge. En Autriche, Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Norvège et Suisse, plus de la moitié des déchets sont recyclés. Ce sont la Suisse et le Danemark qui usent le plus de l'incinération. On compte 400 incinérateurs dans l'Union européenne... Autant dire que l'on n'est pas sorti des problèmes de dioxines !

■ **L'incinération augmente la toxicité.** Pour traiter une tonne de déchets ménagers dont peu sont toxiques, il faut y adjoindre 6000 kg d'air et 545 kg de réactif chimique qui produisent ensuite 40 kg de rifiom (cendres bloquées dans les filtres), 320 kg de mâchefers, 545 kilos de déchets humides et 6640 kg de fumées dont 950 kg de CO2 soit le même poids qu'au départ... mais avec une composition chimique beaucoup plus dangereuse du



fait de la contamination par les métaux lourds et la production de toxiques comme les dioxines. L'incinération permet d'envoyer dans l'air et dans l'eau une partie de ces toxiques en donnant l'impression, fautive, de réduire la quantité de déchets. Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme.

■ **Ille-et-Vilaine : réduire ses déchets, c'est possible.** Une expérience menée avec 30 ménages (92 personnes) représentatives de la population, a consisté pendant un an à veiller à éviter de faire des déchets : trier ce qui se recycle, composter les déchets végétaux, boire de l'eau filtrée au robinet pour éviter les bouteilles en plastique... Résultat : ces ménages n'ont produit que 44 kg de déchets par personne contre 250 kg pour le groupe témoin. Ce groupe témoin, sans doute sensibilisé par cette action a fait inconsciemment attention puisque la moyenne nationale est de 360 kg par personne. Une expérience qui montre qu'il est possible de réduire énormément nos déchets : presque un facteur 10 !

■ Isère : menace sur la forêt de Chambarrans.

Cette forêt sur la commune de Roybon (sud Grésivaudan), réserve naturelle, est menacée par un projet de décharge pour déchets industriels banaux de 20 hectares extensible à 150 hectares, prévu pour vingt ans. Un collectif d'opposition s'est mis en place : *SOS Déchets*, tél : 04 76 64 29 11, sosforet.hautetfort.com.

Publicité mensongère

Alors que se tient à Paris, la réunion du GIEC, groupement mondial des experts sur le climat, Fiat n'a rien trouvé de mieux que d'y lancer une campagne de publicité pour son nouveau "4x4 écologique" qui n'émet "que" 178 grammes de CO₂ par kilomètre à la campagne et 250 g en ville ! Les associations Agir pour l'environnement, France nature environnement et la FNAUT, Fédération nationale des associations d'utilisateurs des transports, ont organisé une action symbolique le 30 janvier devant un panneau publicitaire de 300 m² installé devant la Gare de Lyon à Paris pour rappeler qu'une telle émission de CO₂ classe le véhicule au niveau E de l'étiquette énergie, loin des objectifs européens pour 2008 qui demandent que les véhicules mis sur le marché soient en dessous de 140 g de CO₂ par km parcouru.

Records de température

■ **Hier.** Si les températures s'étaient rapprochées des normales saisonnières début décembre, elles sont reparties à la hausse dès le début de l'année avec de nouveaux records de température en janvier : le 9 janvier il faisait 21,1°C à Nîmes, 16,2°C à Lyon, 11°C en température minimale à Paris, nous sommes à 10°C au-dessus de la normale. Janvier 2007 a été, en France, le mois de janvier le plus chaud depuis 1988, avec une température moyenne supérieure de 3°C à la normale... et ceci malgré une troisième semaine plutôt froide.

■ **Demain.** L'automne et l'hiver ayant été particulièrement doux dans tout l'hémisphère nord, l'Organisation mondiale météorologique estime qu'il y a de fortes chances que l'année 2007 batte le record mondial de la température moyenne (14,52 °C). Cette prévision s'appuie sur la température des océans Pacifique et Atlantique particulièrement élevée en ce début d'année.



De nombreux autres phénomènes d'amplification possible sont à l'étude : fonte du permafrost (sols gelés du grand nord) et libération de méthane, déforestation, modification des courants marins, élévation de la surface des mers...

Cinq minutes de répit pour la planète ?

L'Alliance pour la planète, qui regroupe de grandes associations environnementales, a lancé, le 1er février 2007, jour de publication du nouveau rapport sur le climat, un appel pour éteindre veilles et lumières pendant cinq minutes de 19h55 à 20h. Ce genre d'action a été maintes fois proposé notamment au Réseau Sortir du nucléaire mais est peu visible. Pourquoi ? La lumière et les veilles dans la maison ne consomment que peu d'électricité : il faudrait déjà demander d'arrêter le compteur pour que cela ait un peu plus de sens (ce qui couperait chauffage et frigo les deux postes qui consomment le plus). Mais même si un million de foyers le faisait (ce que nous n'arrivons pas à avoir sur une simple pétition), cela ne se traduirait que par une baisse très faible sur la consommation nationale : les particuliers ne consomment que 30% de l'électricité et un million de foyers sur 27... cela fait de l'ordre de 1% de variation ! Quasi-invisible vis-à-vis des fluctuations de l'industrie et de la consommation à ce moment-là !

Quels arbres planter ?

27% du territoire métropolitain est couvert de forêts. Ces forêts se partagent en forêt d'Etat gérée par l'ONF et de nombreux propriétaires privés. Un débat anime actuellement les publications spécialisées : quelles espèces faut-il planter ? En effet, ce que l'on plante aujourd'hui sera utilisable entre 2060 et 2100... D'ici là les spéculations vont bon train sur l'évolution du climat. Autre sujet d'interrogations dans ce milieu : que faut-il penser du développement du bois-énergie qui consomme de plus en plus de bois mort, bois mort qui constituait auparavant un apport en humus pour la reproduction de la forêt.



Action de Greenpeace le 30 janvier : 44 militants dont 22 alpinistes pour accrocher une banderole géante de 10 m sur 50 m "It's not too late : il n'est pas trop tard".

Sommet des experts à Paris

■ **Pessimisme.** Le sommet des experts climatologues qui s'est tenu à Paris fin janvier, a présenté une synthèse pessimiste de l'évolution du climat : en effet, de nombreuses études montrent des résultats convergents avec une accélération du dérèglement (fonte des glaciers, augmentation des cyclones, augmentation des températures, élévation du niveau de la mer...). Le GIEC, qui regroupe des milliers de spécialistes, pense que l'on s'oriente vers les scénarios les plus alarmistes soit une augmentation des

températures pour 2100 qui pourrait dépasser 5°C.

■ **Effet d'amplification.** Le débat sur la réalité du réchauffement climatique est maintenant dépassé : les débats portent maintenant sur la vitesse et les conséquences possibles du réchauffement, notamment sur les facteurs d'amplification. Ainsi, un sol enneigé contribue à renvoyer la lumière du soleil et freine le réchauffement. Leur disparition peut avoir un effet d'accélération. De même, la hausse de température augmente l'évaporation de l'eau au niveau des océans, augmentant la masse nuageuse laquelle agit comme une couverture en évitant le refroidissement la nuit.

Secret défense (1)

Des responsables d'Amérique du Nord et d'Europe ont déjà laissé entendre qu'un certain nombre d'informations concernant le climat pourrait être classées "secret défense". Une situation qui peut être facilitée quand, comme en France, les activités météorologiques sont déjà sous le contrôle du ministère de la Défense depuis le décret du 28 février 1951. Décret remplacé par celui du 7 avril 1995, précisant le fonctionnement d'une commission interministérielle de la météorologie pour la défense, rattachée directement à Matignon. Si Météo France est officiellement un organisme civil, une partie du personnel est directement rattachée aux services de l'armée de l'air, du fait de l'utilisation d'un grand nombre d'appareils (comme les satellites) directement sous le contrôle de l'armée.

Secret défense (2)

Deux associations des Etats-unis, l'UCS, Union des scientifiques inquiets et le GAP, Programme responsabilité du gouvernement, ont été auditionnées fin janvier par la chambre des représentants (maintenant à majorité démocrate) après avoir publié des rapports montrant que les sept agences gouvernementales qui publient des informations sur le climat ont minimisé un certain nombre de données prouvant le réchauffement climatique.



de berger et le loup. Depuis 1999, 117 volontaires et 19 bergers-éleveurs ont participé au projet. Si cela vous intéresse, un stage d'initiation au pastoralisme est organisé fin juin avec un volet pratique par des professionnels du pastoralisme et un volet théorique par des spécialistes de l'écologie du loup. Prendre contact avec *A pas de loup*, 12, rue Malautière, 26220 Dieulefit, tél : 04 75 46 80 18.

■ Espagne : fin de la corrida ?

Selon les sondages, 44% des Espagnols sont favorables à l'interdiction des mises à mort dans les corridas. Le ministre de l'écologie espagnol a annoncé début décembre 2006 que "dès la prochaine législature, il faudrait réfléchir à des mesures pour supprimer ce moment sanglant". Pour des raisons régionalistes, la Catalogne a déjà interdit les corridas sur son territoire.

Septième nuit de la chouette

Le grand public, familles, enfants, curieux, est convié, le soir du 31 mars, à découvrir la nature la nuit. Et notamment à travers ces espèces étonnantes et fascinantes que sont les rapaces nocturnes. Chouettes et hiboux sont des oiseaux menacés. La 7e Nuit de la chouette permet également de le rappeler, et d'expliquer à tous « comment faire » pour les protéger, eux et leur habitat. Plus de 400 sorties, expositions, animations dans les écoles, projections de films sur les oiseaux de nuit seront proposées tout au long de la journée et de la soirée par les spécialistes locaux. Rendez-vous auprès d'un groupe local de la *LPO*, *Ligue pour la protection des oiseaux*, *La Corderie Royale*, BP 90263, 17305 Rochefort cedex, tél : 05 46 82 12 34.

PARIS

Biodiversité, comment la préserver

La fédération d'associations *Ile-de-France environnement* organise le samedi 10 mars à la salle de l'association Reille, 34, avenue Reille, 75014 Paris (M°Glacière ou RER Cité universitaire), une session de formation sur ce thème. Renseignements : *IDFE*, 54, avenue Edison, 75013 Paris, tél : 01 45 82 42 34.

LOIRE-

ATLANTIQUE

Marche contre l'extension portuaire

Une marche-manifestation est organisée le dimanche 4 mars à Donges, pour protéger l'estuaire de la Loire menacé par le projet d'extension de la zone portuaire. 440 hectares sur 750 sont menacés par le projet. Ce lieu est un des derniers espaces sauvages de l'estuaire (présence de prés salés, zones humides, étangs, canal etc.) on compte pas moins de 276 plantes différentes et 112 espèces d'oiseaux. *Natur-Action*, case 50, 2 bis, rue Albert-de-Mun, 44600 Saint-Nazaire, www.natur-action.fr.

Canons à neige

Les hivers étant de plus en plus doux, les stations de ski essaient de sauver leur saison en multipliant les canons à neige. Fin 2006, 191 stations françaises en sont équipées, ce qui peut permettre d'enneiger artificiellement 18% des pistes (4300 hectares). Cela commence à poser de sérieux problèmes environnementaux : 20 projets de retenues d'eau sont en cours rien que dans les Alpes françaises. Pour un hectare enneigé, il faut 4000 m³ d'eau qui proviennent aujourd'hui à 55% de retenues, 30% des cours d'eau et 15% du réseau d'eau potable. L'usage des canons à neige augmente déjà de 20 à 30% la consommation d'énergie dans les stations (consommation d'énergie qui est déjà un scandale sans cela !). Cet enneigement artificiel pose des questions environnementales avec la modification des cours d'eau, le retard de la fonte des neiges, la destruction de zones humides, le dérangement de la faune hivernale par le bruit, le manteau neigeux artificiel obtenu contenant deux fois plus d'eau, cela pose des problèmes aux plantes qui se trouvent dans des zones plus humides, plus longtemps. A terme, le risque d'un conflit de l'usage de l'eau est prévisible.

Différentes associations de protection de la nature demandent qu'une réglementation soit mise en place pour que cet enneigement artificiel soit pris en compte dans les autorisations concernant les consommations des stations, que certaines zones sensibles soient protégées, qu'il y ait un contrôle de la consommation d'eau (avec interdiction d'utiliser les canons à neige quand les conditions météo sont trop défavorables), interdire l'utilisation d'adjuvants dans l'eau, réajuster les débits réservés des cours d'eau, obliger à des économies d'énergie et d'eau... Pour en savoir plus : *Frapna*, *MNEI*, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 64 08.



Semaine sans pesticides

Du 20 au 31 mars, se tiendra une semaine sans pesticides. Cette semaine se traduira par de multiples initiatives un peu partout en France pour montrer des moyens d'agir sans utiliser de produits toxiques. Des débats sont organisés sur les marchés, des journées portes ouvertes sont organisées dans des jardins bio et dans des AMAP, des projections de films sont programmées, des stands de dégustation sont proposés... Différents films sont à disposition pour ceux et celles qui veulent animer un débat. On peut proposer une action et connaître toutes celles qui existent auprès de *Acap*, *Action citoyenne pour les alternatives aux pesticides*, *MDRGF*, 40 rue de Malte, 75011 Paris, tél : 01 45 79 07 59 ou 08 70 59 92 00.

GUYANE

Orpailleurs dans le parc naturel ?

L'enquête publique concernant le futur parc national de Guyane a reçu un avis positif malgré les protestations des Indiens qui demandent que leurs terres soient maintenues en dehors de ce parc, d'autant plus que certaines zones du parc seraient ouvertes à la prospection minière ! Le 28 décembre, dans une lettre ouverte à Jacques Chirac, plusieurs tribus s'étonnent en constatant que le projet de parc prene plus en compte les demandes des compagnies minières que celles des habitants !





Janvier 2007 : devanture d'un bureau de recrutement de l'armée à Tokyo.

JAPON

Retour de l'armée

Après la défaite, le Japon adopte en 1947 une constitution dans laquelle le pays renonce "pour toujours à faire la guerre". Les gouvernements successifs jusqu'alors avaient toujours interprété ce texte comme une interdiction d'avoir une armée. Mais avec les années, la droite japonaise a essayé de détourner le sens de ce renoncement, estimant qu'une armée peut aussi avoir un rôle d'ingérence au niveau international, que le Japon doit participer aux forces internationales... comme l'aide aux Etats-Unis en Irak récemment. Au fil des années, des corps de police ont été constitués de plus en plus proches du fonctionnement d'une armée, les budgets ont gonflé et le 9 janvier 2007, le gouvernement de droite nationaliste actuellement au pouvoir a franchi une étape supplémentaire en ouvrant un ministère de la défense doté d'un riche budget. D'importantes mobilisations pacifistes ont lieu depuis début novembre pour demander le respect de la Constitution. Il ne nous semble pas avoir entendu un tollé dans les médias contre ce réarmement officiel du Japon.

Anciens appelés en Algérie

L'association des anciens appelés en Algérie contre la guerre a été créée en 2004 par quatre anciens appelés qui ont décidé d'utiliser leur "retraite ancien combattant" (425 € par an) à des projets d'aide à la réconciliation pour la paix. A la suite de différents articles, 41 anciens appelés versent désormais cette retraite militaire et une vingtaine d'autres, pas encore à la retraite, ont annoncé

leur volonté d'en faire autant. Simone de Bollardièrre, veuve de Jacques de la Bollardièrre, général ayant rejoint les rangs de la non-violence, a accepté d'être la présidente d'honneur de l'association. En 2004, l'association a ainsi fait un don à des enfants dans des camps de réfugiés tchétchènes en Ingouchie ; en 2005, elle a aidé un centre de rééducation pour enfants handicapés moteurs à Sétif en Algérie ; en 2006, elle a parrainé une distribution de matériel scolaire à des enfants d'un collège de Mostaganem, toujours en Algérie et s'est lancée dans l'aide à un projet de gestion efficace de l'eau au profit d'une

petite paysannerie en Kabylie. Ce dernier projet s'appuie sur des techniques mises au point par l'Institut des régions arides de Médénine, en Tunisie, avec captage des eaux de ruissellement et injection d'eau en profondeur par gravité près des racines des arbres à partir d'un réservoir et de poches de pierres reliées par des diffuseurs souterrains. Le procédé permet, pour une plantation d'arbres fruitiers, d'utiliser quatre fois moins d'eau qu'un arrosage en surface. Un premier projet est en cours de réalisation dans la région d'Ighil Ali, en Petite Kabylie. L'association appelle les anciens appelés en Algérie à se joindre à ces projets de paix. Association des anciens appelés en Algérie contre la guerre, Rémi Serres, Istricou, 81240 Cahuzac-sur-Vère, tél : 05 63 98 31 03.

ISÈRE

Accueillir l'étranger

La communauté de l'Arche a décidé de mettre en place un rassemblement annuel sur le thème "accueillir l'étranger". Il se déroulera cette année du 26 au 28 mai à l'Arche de Saint-Antoine, avec au programme des débats sur "suis-je étranger à moi-même", "comment je fais de l'autre un étranger", "en quoi la confrontation de nos valeurs et de celles de la société nous amène à nous sentir étrangers les uns des autres"... seront présents Philippe Haddad, rabbin, Frédéric Rognon, pasteur... Le tout se terminera par une fête. Renseignements : communauté de l'Arche, cour du Cloître, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél : 04 76 36 45 97.

RHÔNE

Formations non-violentes

L'IFMAN, Institut de formation du mouvement pour une alternative non-violente, propose différentes formations : la résolution non-violente des conflits (10 mars), les incivilités (5 mai), devenir médiateur (les 2, 9 et 16 octobre). Les formations se tiennent à Vénissieux. IFMAN Rhône-Loire, 20, rue de l'Ancienne-Gare, 69200 Vénissieux, tél : 04 77 89 20 28.

Bush dégoût

- **Etats-Unis : mobilisation contre la guerre.** Alors que Bush veut amplifier la présence militaire en Irak, Washington a connu une importante manifestation pacifiste le 27 janvier dernier : au moins 500 000 personnes ont marché sur la Maison blanche avec en tête des célébrités comme Jane Fonda, Susan Sarandon, Sean Penn, Jesse Jackson...
- **Canada : déserteurs.** Depuis 2001, le nombre des déserteurs de l'armée canadienne a doublé. En 2005, dernière année connue, 708 ont été condamnés, la plupart pour refus de partir combattre en Irak.
- **Prolifération en Inde ou en Iran ?** Alors que depuis des mois, les Etats-Unis mènent une campagne de pression sur l'Iran pour leur interdire la possession de centrales nucléaires qui pourraient fournir de la matière fissile pour les armes nucléaires, les mêmes Etats-Unis ont signé avec l'Inde un contrat d'assistance technique pour le développement du nucléaire civil en Inde, sous condition que les centrales puissent être contrôlées internationalement... A la différence de l'Iran, l'Inde a déjà fait des essais nucléaires et s'est proclamé Etat nucléaire en 1998, tout en refusant de signer le traité de non-prolifération. Ce qui est vérité à l'est du Pakistan ne semble plus l'être à l'ouest du même pays.
- **100 morts par jour.** L'année 2006 a connu, selon les estimations de l'ONU, une aggravation de la situation : nous sommes passés de 100 morts civils par semaine à 100 morts civils par jour... dont la moitié à Bagdad.
- **20% des effectifs out !** Aux 3000 morts de l'armée américaine, il faut ajouter plus de 22 000 soldats blessés qui ont dû quitter le territoire irakien. Fin 2006, sur 135 000 militaires déployés par les Etats-Unis, environ 20% ont été mis hors service. Quand Bush annonce le déploiement de 20 000 soldats supplémentaires, il ne fait donc que remplacer ceux qui sont tombés au combat.
- **Moins de trente ans.** Ce sont des jeunes qui sont les victimes de la guerre : 53% des 3000 premiers morts ont en effet moins de 25 ans, seulement 22% plus de 30 ans. Avec l'âge, on devient plus frileux quand il s'agit de défendre les puits de pétrole.
- **Domages collatéraux.** Plusieurs enfants sont morts étranglés après avoir essayé de jouer à Saddam Hussein. Les télévisions qui ont retransmis la pendaison de l'ancien dictateur ne seront sans doute jamais poursuivies.

Belgique : la chasse aux bombes atomiques est ouverte !

La Belgique est signataire depuis 1970 du Traité de non-prolifération (TNP), qui mentionne l'obligation pour les pays ne possédant pas d'armes nucléaires de refuser de participer à leur menace ou à leur emploi, et, d'une manière générale pour tous les pays, de négocier leur démantèlement unilatéral. Or la Belgique accueille sur son territoire des armes nucléaires états-uniennes dans le cadre du partenariat de l'Alliance Atlantique. Des opposants à cette présence font remarquer le caractère illégal de ces armes nucléaires, rappelant en particulier le jugement prononcé en 1996 par le tribunal de La Haye à la demande de l'Assemblée générale des Nations-Unies, déclarant que *"la menace d'utilisation ou l'utilisation d'armes nucléaires en général est contradictoire avec les normes juridiques internationales incluses dans le droit de la guerre, et en particulier avec les principes du droit humanitaire"*. Ce dernier interdit en effet l'utilisation d'armes qui ne font pas la distinction entre civils et militaires. L'utilisation ou la menace d'utilisation de l'arme atomique, en bafouant ces principes, constitue donc un crime de guerre et un crime contre l'humanité.

Des armes illégales

Que se passe-t-il exactement sur la base militaire de Kleine Brogel, en Belgique ? Difficile de le savoir, tant le secret nucléaire est épais. Dix bombes atomiques de type B61 d'une puissance unitaire de 14 fois Hiroshima sont probablement stationnées dans cette "base de stationnement opérationnel", mais on ignore si elles y sont effectivement présentes. Ce qui est sûr, c'est que dans cette station sous le contrôle d'environ 110 militaires américains, "l'infrastructure et le personnel sont prêts jour et nuit, sept jours sur sept, à envoyer des bombes atomiques dans les airs à l'aide de F16 belges" conduits par des pilotes belges.

Les opposants à cette présence nucléaire militaire en Belgique mettent en avant les principes de Nuremberg (1), qui sont déduits des décisions du tribunal de

Depuis 10 ans un rassemblement de citoyens se bat en Belgique pour dénoncer et démanteler l'arsenal nucléaire militaire des forces de l'OTAN présent sur le territoire belge. Un combat incessant et imaginaire mené avec les armes du droit et en dernier recours de la désobéissance civile, qui porte ses fruits dans la société.

Nuremberg et du tribunal de Tokyo, lesquelles imposent à tout individu l'obligation de prévenir des crimes de guerre. Le tribunal de Tokyo jugea que "quiconque est au courant d'activités illégales et ayant la possibilité de s'y opposer est, selon les règles de loi internationales, un criminel potentiel, sauf si cette personne prend des mesures pour empêcher ce crime".

Les opposants (2) ont organisé une campagne pour faire reconnaître ce caractère illégal devant la loi belge. "En tant que citoyens, estiment-ils, nous avons utilisé tous les instruments légaux à notre disposition pour demander à nos gouvernements successifs de se conformer au droit international" : initiatives parlementaires n'ayant jamais abouti, dépôt de milliers de plaintes de citoyens qui sont systématiquement classées sans suite par la justice, etc. "Il est apparemment impossible pour le citoyen inquiet de demander, par voie parlementaire, plus d'informations à propos du stationnement d'armes nucléaires illégales dans notre pays ou à propos de la participation belge aux stratégies nucléaires de l'OTAN". Pourtant, au final, les armes nucléaires stationnées en Belgique sont tout aussi illégales que celles de la Corée du Nord ou de l'Iran...

10 ans de lutte et d'actions directes

C'est dans ce cadre que naissent des actions plus directes et que sont organisées, en 1997, les premières inspections civiles contre la présence d'armes atomiques sur le territoire belge. Des citoyens pénètrent sur la base militaire de

Kleine Brogel, qui accueille depuis 1963 des armes nucléaires états-uniennes. C'est la première d'une longue suite d'inspections et d'actions qui mobilisent de plus en plus de monde dans la société belge : "grâce à la bonne organisation et au caractère non-violent permanent, de plus en plus d'organisations appellent leurs membres à collaborer aux actions de Bomb-spotting".

Parmi les actions menées sur le site de la base militaire de Kleine Brogel, citons une chasse aux trésors organisée sur le thème "qui trouvera les armes nucléaires ?", des promenades littéraires et des performances, ou encore des actions de désobéissance civile pour tenter d'amener les armes nucléaires devant

(1) Principes qui furent ratifiés en 1950 par les Nations-Unies en tant que principes du droit coutumier international.

(2) Réunis au sein du Forum voor Vredesactie.



Qui trouvera les armes nucléaires ?

la justice, menées en 2001 et 2002 et mobilisant respectivement 1500 et 2000 personnes. En 2004, des milliers de bomb-spotters portent plainte le même jour contre le gouvernement belge pour violation du droit international. En 2005 une action est organisée au Ministère des affaires étrangères pour "remplacer" le Ministre en raison de son incompétence. En 2006 enfin, trois jours avant un sommet de l'OTAN à Riga, le Premier Ministre belge Verhofstadt reçoit la visite d'un huissier de justice avec une mise en demeure pour violation du droit humanitaire international et de la Charte des Nations-Unies...

Face à cette campagne d'action non-violente menée par des citoyens sans armes, les autorités belges montrent leurs dents : la politique illégale du gouvernement ne tient que grâce à la protection de milliers de soldats et de policiers, à l'usage de chiens, de chevaux et d'autres moyens de répression.

Une campagne de désobéissance civile non-violente

Les bomb-spotteurs estiment devoir recourir à la désobéissance civile "après de nombreuses tentatives infructueuses de rassembler des informations et de dénoncer ces crimes par des moyens légaux". Ils expliquent ainsi leur action : "chaque participant pénètre sans autorisation préalable sur le domaine militaire de Kleine Brogel pour en déloger les armes nucléaires, ou dans les centres de décision de l'OTAN pour y chercher des informations sur l'utilisation des armes nucléaires. Il ou elle enfreint donc une loi. C'est ainsi que nous comptons apporter les armes nucléaires devant le tribunal".

Un certain nombre de conditions sont demandées pour participer à ces actions, conditions auxquelles les participants souscrivent à travers un engagement écrit : les actions se déroulent "ouvertement et honnêtement. Elles sont annoncées au préalable et les participants dévoilent ouvertement leur identité et honnêtement leurs buts. Nous n'avons rien à cacher". Elles se déroulent "de manière active et non-violente", ce qui signifie que les participants font preuve "en toute circonstance de respect pour la dignité humaine

(3) Voir *Silence* n°340, p 35.

d'éventuels opposants (militaires belges ou américains, police,...). Les dommages matériels doivent se limiter au strict minimum". Enfin il est précisé que "tout(e) participant(e) est responsable de ses propres actes, est au courant de suites éventuelles de ses actes et est prêt(e) à subir ces suites si besoin en est".

En résumé, ils enfreignent ouvertement et consciemment certaines lois "pour dénoncer un crime bien plus grand", et "le but n'est pas de déjouer ou de démanteler l'État de droit, mais de le rendre plus juste".

Résultats politiques, juridiques et auprès de la population

Politiquement, en quelques années, le débat sur les armes nucléaires, au départ complètement absent de l'agenda politique, est devenu incontournable. Il est intégré dans le programme de tous les partis. Le nombre d'initiatives parlementaires à ce sujet a augmenté, tandis qu'une résolution flamande déclare désormais la Flandre "territoire interdit aux armes nucléaires". En 2003, un questionnaire envoyé aux partis politiques belges fournit un résultat surprenant : aucun parti n'ose défendre la présence d'armes nucléaires sur le territoire. Mais aucun n'ose non plus prendre l'engagement de se débarrasser effectivement de ces armes et de plaider activement pour une dénucléarisation de l'OTAN ! Le Sénat et la Chambre approuvent en 2005 une résolution demandant le retrait de ces armes. Le gouvernement fait la sourde oreille.

Juridiquement, au cours de la campagne, des milliers de personnes ont porté plainte contre l'Etat belge pour complicité de crimes de guerre. Toutes sont classées sans suite. Le but de ces campagnes de bomb-spotting est pourtant clair : apporter les armes nucléaires devant la justice.

Concernant l'opinion publique, depuis 10 ans la méconnaissance de la présence de ces armes stationnées à Kleine Brogel s'est estompée, aujourd'hui la plupart des Belges sont au courant et les actions commencées en 1997 à quelques dizaines de personnes se sont muées en une campagne rassemblant des milliers de personnes et de nombreuses organisations. Le soutien s'étend dans l'opinion publique. Plus encore, des liens se tissent avec les personnes et les organisations qui

tendent dans d'autres pays de s'opposer aux armes nucléaires : ainsi le 23 septembre 2006, des bomb-spotters belges, britanniques et suédois ont participé à la première inspection citoyenne française qui s'est déroulée, à l'initiative de Greenpeace et d'organisations de paix françaises, au Centre d'essai de Biscarosse, dans les Landes, contre le nouveau missile M51 (3). Une extension de la lutte qui ne demande qu'à se développer dans un pays qui, lui aussi, viole ouvertement le droit international à ce sujet.

Guillaume Gamblin ■

Pour plus de renseignements sur les inspections citoyennes belges et françaises : www.bombspotting.be et www.nonaumissileM51.org.

Faslane : un policier essaie de dégager des militants enchaînés les uns aux autres .



Blocage de la base de Faslane

Les mouvements non-violents britanniques ont lancé une campagne de blocage permanent de la base de sous-marins nucléaires Trident de Faslane en Ecosse. Elle a débuté le 1er octobre 2006 et durera donc au moins jusqu'en octobre 2007. Les actions de blocage sont l'occasion de dénoncer la modernisation de l'arme nucléaire. Des groupes se relaient pour assurer au minimum une centaine de personnes devant l'entrée de la base. Un appel a été lancé au niveau international pour que des groupes viennent ponctuellement renforcer cette présence. Un premier groupe de volontaires français se rendra à Faslane du 24 au 29 mars au départ de Paris. Il est possible d'en savoir plus auprès de : france@faslane365.org, www.faslane365.org/fr.

COLOMBIE

Ingrid Bétancourt

Ingrid Bétancourt, franco-colombienne, sénatrice, candidate des Verts à l'élection présidentielle de 2002, a été enlevée le 23 février 2002 et commence donc sa sixième année de détention. Elle a depuis été déclarée citoyenne d'honneur dans plus de 1750 communes.

IRAK

L'Etat major US couvre les viols

Plusieurs médias américains ont publié des reportages sur des cas de filles ou de femmes irakiennes violées par des soldats US. Non seulement l'état-major de l'armée américaine accorde peu de considération à ces affaires de viols présentes partout où stationnent des militaires, mais des soldats ont rendu public des ordres en cas de complication avec les familles : il ont ordre alors d'organiser une opération de "nettoyage" pour éliminer les témoins récalcitrants. (*Les Pénélopes*, novembre 2006).

BELGIQUE

Publicité sexiste

Une journée d'étude et de débats sur la publicité sexiste est organisée le samedi 3 mars par les associations *Féminine Bruxelles*, *Respire* et *Collectif solidarité contre l'exclusion*. Il s'agira de définir les revendications à mettre en avant pour obtenir le vote d'une loi contre ce genre d'agression. Rendez-vous au 41, rue Philomène, 1030 Bruxelles (M° Botanique). Renseignements : *Vie féminine*, rue de la Poste, 111, 1030 Bruxelles, tél : 02 227 13 00 ou 02 513 69 00.

CRÉTEIL

Festival international de films de femmes

La 29^e édition du festival international de films de femmes se tiendra à Créteil du 23 mars au 1^{er} avril. Le festival présente de nombreuses activités parallèles avec des films réalisés dans les

Journée internationale des femmes

■ Paris : 4^e festival au féminin.

Du 1^{er} au 8 mars, dans le quartier de la Goutte d'Or, exposition de Michèle Maurin et Souad Attabi à l'Institut des cultures musulmanes, 19-23, rue Léon, 75018 Paris. Concerts et chants à l'Olympic café, 20, rue Léon. Théâtre, vidéos, danse et lecture au Lavoisier moderne, 35, rue Léon, avec un programme très chargé le jeudi 8 mars à partir de 14 h. *Compagnie Graines de Soleil*, 7, rue de la Charbonnière, 75018 Paris, tél : 01 46 06 08 05.

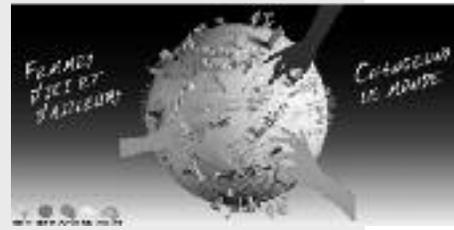
■ Yvelines : 5^e Regards de femmes. Du 5 au 11 mars à Trappes et Saint-Quentin-en-Yvelines. Une semaine de spectacles, débats, projections, ateliers, expositions, proposés par des artistes, mais également par des partenaires locaux, associatifs notamment, réunis pour questionner la mémoire, la société et la culture au sujet de la femme. Programme : *La Merise*, place des Merisiers, 78190 Trappes, tél : 01 30 13 98 53.

■ Niort : Palestiniennes et Israéliennes. L'association France-Palestine solidarité organise à Niort, du 4 au 13 mars, la venue des cinq femmes palestiniennes et israéliennes pour débattre sur la position des femmes dans le conflit. Renseignements : *Association France-Palestine solidarité Deux-Sèvres*, hôtel municipal de la vie associative, rue Joseph-Cugnot, 79000 Niort.

■ Nice : les Monologues du vagin. Amnesty international, Femmes solidarité Nice, Loyal compagnie et les Chemin de faire proposent trois jours d'interaction directe avec le public les 8, 9 et 10 mars, salle Bon voyage, à Nice. Théâtre : le Monologue du vagin ; expo-photo "Femmes de Nice", film et débat. *Maison d'Amnesty* 36, rue Gioffredo, 06000 Nice, tél 04 93 13 44 43.

■ Nice : droits des femmes. Egalement à Nice, rassemblement le 8 mars à 18 h devant le palais de justice à l'initiative du collectif 06 pour le droit des femmes pour une manifestation de rue. A 19h30, débat à la bourse du travail, 4, place Saint-François sur le thème "Hommes, femmes, lieux de pouvoir, quel partage?". Renseignements au 06 89 86 71 18, 04 92 09 15 16 ou 06 81 85 98 64.

■ Toulouse : festival féminitude. La première rencontre toulousaine des arts au féminin se tiendra du 6 au 10 mars au café-théâtre Les Minimes, avec spectacles d'humour, théâtre... *Café-théâtre Les Minimes*, 6, rue Gélibert, 31000 Toulouse, tél : 05 62 72 06 36.



IRAN

Femmes diplômées

Les femmes sont majoritaires dans les universités iraniennes et obtiennent plus de diplômes que les hommes. Mais leur haut niveau d'étude ne leur permet d'accéder à un poste de responsabilité que si elles restent célibataires. En effet, la loi indique que les femmes mariées doivent avoir l'autorisation de leur mari pour pouvoir travailler. Elles sont de plus en plus nombreuses à essayer d'éviter le mariage. (*Les Pénélopes*, janvier 2007)

établissements scolaires et avec des femmes de Créteil. Programme : *AFIFF*, *Maison des arts*, place Salvador-Aillende, 94000 Créteil, tél : 01 49 80 38 98.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Genre et développement

Le CRDTM, Centre régional de documentation et d'information pour le développement et la solidarité internationale, coordonne, avec d'autres associations, l'organisation d'un colloque sur le thème "Genre et développement" qui se tiendra à Lille, à la Maison

de l'éducation permanente (1, place Georges-Lyon, M° République), les 30 et 31 mars. Avec : Margarita Pisano (Chili, fondatrice de la Maison des femmes et du mouvement féministe autonome), Surma Hamid (Irak, exilée à Londres, engagée dans les luttes féministes au Kurdistan, lutte contre l'excision), Awa Fall Diop (Sénégal, présidente d'association et responsable de l'observatoire des relations de genre dans l'éducation au Sénégal, ministre des relations avec les institutions)...

Programme complet, inscriptions avant le 15 mars : *CRDTM Lille*, maison des associations, 19, rue de Wicardenne, bureau n°5, 62200 Boulogne-sur-Mer, tél : 03 20 53 80 14 ou 06 67 31 62 02 (*Pascale Choquet*).

Comment le libre marché tue la santé du Sud

Les accords de l'OMC, Organisation mondiale du commerce, concernant la protection des brevets induit de fait une préférence dans la recherche pharmaceutique en direction des médicaments rentables. Ces derniers sont ceux qui traitent des maladies qui touchent les personnes solvables, autant dire essentiellement celles qui vivent dans les pays riches. On constate aujourd'hui que les laboratoires n'investissent que dans des médicaments capables de rapporter au moins un milliard de dollars par an. On va donc privilégier le traitement de maladies peu courantes, mais présentes au Nord, plutôt que le développement de médicaments peu chers mais qui intéressent surtout des malades du Sud. C'est ainsi que l'on voit se multiplier les thérapies pour le Sida ou les maladies génétiques et que l'on oublie volontiers de lutter contre la paludisme ou le choléra. Des pays comme l'Inde ou le Chili ont réussi à négocier des dérogations aux accords internationaux leur permettant de mettre sur le marché des médicaments bon marché. Mais aujourd'hui les multinationales pharmaceutiques essaient de contrer ces dérogations par peur de ne plus pouvoir vendre au Nord des médicaments que l'Inde fournit au sud parfois cent fois moins cher.

La Centrale sanitaire suisse, organisation non gouvernementale, a réalisé un excellent document présentant les enjeux de ce conflit dans une brochure de 128 p que l'on peut obtenir contre 25 CHF ou 16 €, en français, anglais ou espagnol, elle peut également être téléchargée gratuitement sur leur site. *Centrale sanitaire suisse, Maison des associations, 15, rue des Savoises, CH 1205 Genève, tél : (0041) 22 329 59 37, www.css-romande.ch.*

De quelle dette parlons-nous ?

On ne pourrait annuler tout bonnement la dette du tiers-monde ? Mais de quelle dette parle-t-on ? Un chef indien aztèque rappelle qu'entre 1503 et 1660, la seule Espagne a "emprunté" à l'Amérique du Sud pas moins de 185 tonnes d'or et 16 000 tonnes d'argent. Que ceci n'a jamais été remboursé et qu'avec les mêmes calculs d'intérêts cumulés de la finance occidentale, le remboursement actuel de ce "prêt", cinq

cents ans après, se monterait à un poids d'or qui dépasserait le poids de la Terre !

Le tabac tue du Nord au Sud

Alors que la consommation de tabac dans les pays du Nord amorce son déclin du fait de la meilleure connaissance des dangers de cette drogue, les industriels du tabac se tournent depuis quelques années vers les pauvres du Sud. Dans de nombreux pays du Sud, les lois antitabac n'existent pas, l'information non plus,



la composition des cigarettes n'est pas contrôlée et donc les fabricants peuvent y mettre des produits qui augmentent la dépendance... Pour fournir ce tabac, il faut sans cesse augmenter les surfaces cultivées, ce qui dans les pays du Sud pose de sérieux problèmes de déforestation. Selon l'OMS, Organisation mondiale de la santé, le tabac est responsable de 16% de la déforestation au Zimbabwe, de 18% en Chine, Syrie et Arabie Saoudite, de 19% au Pakistan, de 25% en Jordanie, de 26% au Malawi, de 31% au Bangladesh, de 41% en Uruguay, de 45% en Corée du Nord.

Paris-Dakar

■ Consommation indécente.

Alors que le réchauffement climatique est une réalité, la course du Paris-Dakar représente le sommet du gaspillage : 140 000 litres de gazoil partent dans les hélicoptères, 600 000 litres de kéroène pour les avions, 750 000 litres de carburants pour les motos, voitures et camions. Soit 3500 tonnes de CO₂ supplémentaire dépensés pour "jouer dans le désert".

■ Mépris des populations locales.

Les pays traversés par les rallyes ne sont que des décors pour des supports publicitaires. Problème : ces décors sont habités et chaque année la course tue quelques autochtones. Depuis sa création en 1979 à l'épreuve 2006, il y a eu au moins 53 morts : 23 concurrents, 13 organisateurs ou journalistes, 17 Africains dont huit enfants. En 2006, Boubacar

Diallo, 10 ans est tué le 13 janvier à la frontière entre le Sénégal et la Guinée ; Mohamed N'Daw, 12 ans, est tué lors de la dernière étape à proximité de Dakar. Deux motards se sont tués pendant l'édition 2007.

■ **Vélorutions.** Le 7 janvier dernier, jour de départ de la course, des vélorutions ont été organisées contre le rallye Paris-Dakar à Paris, Angers, Nancy, Strasbourg et Tours.

BRÉSIL

Nestlé mis en échec

La firme suisse Nestlé avait mis en place un système de pompage des eaux souterraines de bonne qualité de la région de São Lourenço (Minas Gerais) pour fabriquer et commercialiser de l'eau minérale sous la marque Pure Life. Ces pompages d'eau ont très vite provoqué une baisse des ressources locales et les populations ont commencé à protester à partir de 1999. Mais Nestlé a toujours refusé d'entendre les revendications locales jusqu'à ce qu'en octobre 2005, des ONG suisses organisent un "tribunal d'opinion" à proximité du siège de la firme. Le retentissement a été tel sur le plan international que Nestlé a commencé à reculer. En mars 2006, le procureur du tribunal de São Lourenço arrive à un accord avec la multinationale : les pompages cessent. Comme quoi une action bien menée au Nord peut aider sérieusement à résoudre un problème au Sud.

CÔTE D'IVOIRE

Françafrique

Pourquoi la France envoie-t-elle des forces d'interposition en Côte d'Ivoire ? Pour protéger ses ressortissants nous répond le gouvernement. C'est vrai que des ressortissants, il doit y en avoir pas mal dans le pays quand on sait que les deux grandes sociétés du secteur de l'eau et de l'électricité, la Sodeci et la Compagnie ivoirienne d'électricité sont toutes les deux concédées à Bouygues, que Côte d'Ivoire télécom a été rachetée par France câble, une filiale de France télécom, que la téléphonie mobile est gérée par Orange, autre filiale de France télécom, que le secteur des assurances et des banques est dominé par Axa, AGF, Bicipi (filiale de BNP Paribas), SIB (filiale du Crédit lyonnais) et la Société générale, que Colas, filiale de Bouygues, contrôle le marché des travaux publics, que dans le transport, Sitarail (groupe Boloré) et Aeria (chambre de commerce de Marseille) ont racheté l'aéroport d'Abidjan, que Aventis Sanofi garde la haute main sur le secteur de la pharmacie, que Total contrôle le marché des hydrocarbures, que Sofitel, Novotel et le Club méditerranée se partagent le secteur de l'hôtellerie... Comme on le voit, le temps des colonies est bien fini ! (*Survie, janvier 2007*)





Tsunami De l'usage des dons



Le 3 janvier, la Cour des comptes a publié trois rapports sur l'aide aux victimes du tsunami du 26 décembre 2004. Les 32 plus grosses organisations ont collecté en France 225 millions d'euros... mais un an plus tard, seuls 33,50% de cette somme, soit 75 millions ont été effectivement utilisés pour des projets de reconstruction sur le terrain. Avec des différences notables. Ainsi la Croix-Rouge française qui a collecté 115 millions n'en a dépensé que 15%, le Secours catholique qui a collecté 36 millions n'en a dépensé que 20% la première année. Ces deux organisations assurent que la suite servira bien sur place mais dans le cadre d'actions de reconstruction étalées sur plusieurs années. D'autres groupes comme Médecins sans frontières (13 mil-

lions) et Médecins du monde (11 millions) ont tout dépensé la première année, arrêtant la collecte de fonds dès qu'ils en ont eu assez et proposant aux donateurs d'orienter leurs dons vers d'autres actions. Ainsi les collectes ont été réorientées rapidement vers l'aide au Darfour. Si globalement la Cour des comptes ne met pas en évidence des pratiques malhonnêtes, on constate des pratiques sur le terrain fort différentes.

Bibliothèque

Depuis 2004, un groupe de Lillois qui a rencontré des instituteurs dans le sud du Maroc a mis en place des rencontres culturelles entre jeunes lillois et jeunes marocains. Des actions de solidarité ont été menées avec des collectifs de chômeurs des deux pays, également en soutien à des syndicalistes emprisonnés à Ouarzazate. Un projet de bibliothèque a vu le jour à Msemir, un village de haute montagne, 500 habitants, à 2500 m d'altitude. Situé à 190 km de Ouarzazate, c'est l'un des villages les plus reculés de la région. La bibliothèque est animée par des instituteurs et des chômeurs. Des actions sont organisées dans la région lilloise pour financer l'achat ou l'envoi de livres à cette bibliothèque du désert. Un chantier collectif est organisé à partir d'avril 2007 pour construire la bibliothèque publique. Pour y participer : *Bibliothèque, 82, rue Colbert, 59000 Lille.*

We feed the world

Nous annonçons dans notre numéro de décembre (p.53) la sortie en Suisse du film autrichien *We feed the world* nous interrogeant sur sa sortie en France. Le film d'Erwin Wagenhofer, qui raconte d'où viennent les aliments que l'on achète sur un marché, sortira en salles le 25 avril prochain (distribution : *Zootrope films*, tél : 01 53 20 48 60). Le livre *Le marché de la faim* tiré du film sortira le 2 avril aux éditions *Actes Sud*.



Entraide

■ **Crépol, Drôme des collines.** Pour cause de retraite à la campagne et quelques menus problèmes de santé, vends 100 € vélo dame de ville, marque Winster, parfait état, mécanique solide remarquable. Eventuellement le cède gratuitement à personne en difficulté (RMI-chômage par exemple). Les 100 € seraient destinés à Camille, fillette atteinte de la "maladie des os de verre", habitant la *poblecion* la plus pauvre de Santiago du Chili. Merci. *Liliane Kazcmarek, 9, lotissement Les Beyssons, 26350 Crépol.*

■ Ferme horticole-maraîchère, agriculture paysanne, en création en Corse, offre gîte, couvert à personne motivée en échange aide aux travaux de la ferme, construction bâtiments bois. *Serge Dany, 20118 Sagone, tél : 06 18 01 77 94.*

■ **Gard.** Nouvellement installée dans le Gard, près de Pont-Saint-Esprit, jeune femme, 33 ans, en couple, cherche à rencontrer des personnes esprit *S'lence*, ouvertes, pour rencontres conviviales, échanges, sorties, entraide... *Tél : 04 66 39 16 01, Florence.*

■ Bonjour : je cherche un(e) boulanger(e) remplaçant(e) du 2 juillet au 15 août 2007. Le pétrissage est manuel, et nous fabriquons uniquement du pain. Le permis de conduire est nécessaire. C'est à la boulangerie "La maison du pain bio" (Girasole), 131, route de Marçilly, Civrieux-d'Azergue, près de Lyon. Une formation d'un ou deux mois peut être envisageable suivant les besoins. Je travaille à temps partiel. Vous pouvez me contacter au : *06 60 33 47 32. Eléonore Galpin, 3 bis, rue des Illas, 69008 Lyon. eleonoregalpin@free.fr.*

■ Je cherche personne(s) désirant transmettre savoir-faire reçus en don de la terre ou par relais humain, dans un esprit de fraternité (pas de mercanti ni d'exorbitante exigence en échange) et qui accepte(nt) les êtres différents (autre vitesse, capacité d'apprentissage et façon d'être au monde, vision de vie...). C'est la diversité qui fait la richesse du monde. *H. Lardon, 31, avenue Maurice-Ravel, 69140 Rillieux.*

■ **Frelnet.** Connaissez-vous un(e) jeune retraité(e) de l'enseignement qui se sentirait l'élan d'être l'initiateur(trice) et l'accompagnateur(trice), dans un pays comme le Liban, d'une pédagogie centrée sur les apprentissages de l'élève, sur le travail autonome et sur la co-évaluation des progrès ? Un(e) autre sur les apprentissages mathématiques ? Un(e) autre sur le journal, la BCD-CDI ? Et un(e) autre encore sur les apprentissages scientifiques, avec du matériel de récupération ? L'école Al Mahabah, dans la montagne libanaise, gérée sans but lucratif par une ONG laïque, avec près de 300 élèves, de la maternelle à la 3^e, souhaite transformer ses pratiques et diffuser le résultat et les voies de sa transformation à travers le pays. Existe-t-il quelqu'un(e) d'assez fou(folle) pour s'investir dans cette entreprise ? Il faut envisager au moins un séjour d'un mois à l'école : hébergement et nourriture, sur place, assurés par l'ONG, frais de voyage (environ 500 €) à la charge de la personne-ressource (mais, en tant que don, possibilité de récupérer 66% des frais, sur le paiement de l'impôt). Le retour sur investissement ? Inestimable : semer des graines d'espoir dans une terre de malheurs, don-

ner un sens plein à ses compétences, à son humanité et à sa vie... Intéressé(e) ? Prendre contact avec Jean-Pierre Lepri, consultant volontaire sur place, *lepoub71@yahoo.fr, tél : 00961 70 927 539.*

Vivre ensemble

■ Collectif de trois "familles", autant d'adultes que d'enfants, nous reconstruisons un hameau en moyenne montagne ariégeoise, vivons sur place, et sommes en train de monter une ferme pédagogique en utilisant 20 hectares sur les 40 possibles (prés, landes, bois), élevage essentiellement. Nous mettons aussi en place des ateliers d'artisanat (boulangerie pour l'instant). Nous offrons à une famille ou personne avec enfants une possibilité d'installation agricole modeste avec formation ou expérience professionnelle à l'appui et désirant s'intégrer à la vie d'un éco-hameau. Nous cherchons également des personnes de passage intéressées pour fournir des coups de mains sur la ferme (garde de troupeau de chèvres et brebis, traite des animaux, jardin, clôture...) en échange de l'hébergement "rustique" et nourriture. *Ferme de Baychemont, Vincent Derenemesnil, route de Laborie, 09420 Esplass-de-Sérou, tél : 05 61 04 82 12.*

■ En vue d'un projet d'éco-hameau sur le territoire de l'ouest lyonnais, un collectif s'est créé et peut accueillir d'autres partenaires intéressés par la démarche. Projet concret pour horizon 2008. Contact : *Jacqueline.chaput.ruffier@laposte.net ou 06 83 18 88 55.*

■ Je cherche un lieu proche de la nature, campagne ou bord de mer, pour vivre avec mon enfant de 14 mois, si possible dans le sud de la France, en lien avec d'autres personnes qui, comme moi, vivent pour l'être et non pour l'avoir. Je suis écrivain, avide de calme et de sérénité. Eventuellement échange avec mon appartement au centre de Marseille, 3 pièces. *Tél : 06 85 46 17 67.*

■ **Alpes-de-Haute-Provence.** Nous possédons une douce terre et souhaitons mettre en place un éco-lieu ou éco-hameau où la culture de la terre se conjugue avec les cultures en général. Sur une base de liberté, d'égalité, de fraternité, de convivialité ou l'indépendance de chacun ne contredit pas la collaboration au projet, nous cherchons comme profils pour participer à cette aventure, des compétences (artisans, cultivateurs, autres ?), des moyens (participation financière), dans une limite à court terme de 15 adultes + enfants. Le plus long terme s'organiserait en fonction du court terme et de ceux qui l'animeront. *Arnold Achard, tél : 04 90 64 10 52, arnold9@wanadoo.fr.*

■ Le projet d'habitats groupés dans le sud des Hautes-Alpes évolue, se concrétise, et reste très ouvert. Informations détaillées sur le projet et son avancement, et de nombreuses photos à <http://unlieu05.site.voila.fr>. *Philippe, philippe13@laposte.net.*

■ Jeune couple 29/33 ans, amoureux de la montagne, vous propose de s'associer pour l'achat en commun d'un domaine agricole en non intensif (bienvenu tout projet) incluant la vie sur place en rénovation ou auto-construction. On offre un soutien financier, moral et en travail occasionnel si vous le souhaitez (nous avons par ailleurs un télé-emploi). Projet sur tél 73, 38, 05, 04, 07 en zone de montagne, pour



une installation en 2007 idéalement un peu plus tard. Vous avez un projet agro ou envie de nature, de calme et l'esprit silence, alors contactez-nous : brubruno@yahoo.fr.

■ Bonjour, nous sommes un collectif de quatre adultes et deux enfants semi-nomade depuis plusieurs années sur différents projets alternatifs. Nous cherchons aujourd'hui à acquérir un terrain de plusieurs hectares avec éventuellement du bâti en milieu rural afin d'y développer un projet agri-culturel et écologique. A court terme et de manière provisoire, nous cherchons une location (habitation, grange, terrains...) et/ou un emplacement pour une yourte et une caravane dans les départements 46, 47, 12, 81, 82, 24. N'hésitez pas à nous contacter si vous avez des pistes ou des propositions. Merci d'avance. *Shivain, Cako, Nico, José, gîte nature, 09240 Montagnagne, tél : 06 69 59 03 05, shivain@no-log.org.*

■ Nous avons un petit lieu collectif en location au sud de l'Indre-et-Loire (Tours, Châteauroux). C'est un lieu vraisemblablement temporaire, pour la formation d'un collectif pour aller ensuite ensemble vers un coin plus sauvage et plus autonome. Pour ce printemps, nous sommes deux mamans et deux enfants et nous cherchons quelques cohabitants dans la maison ou à l'extérieur (apporter tentes, yourtes, caravanes, tipis...). En particulier quelqu'un qui sache faire un potager bio, du miel... Le lieu est non-fumeur à tendance végétarienne. Les enfants ne sont pas scolarisés. Il y a un hectare de terrain, quelques arbres fruitiers, un poulailler, deux hangars... Pas une panacée écolo à long terme, mais un lieu de ressourcement assurément. Films, mais ni télé, ni ordi. Contact : *Claire ou Laurence, tél : 02 47 94 51 38, en journée.*

Agir ensemble

■ Cherche un ou une associé-e bio-dynamiste sur 25 hectares en traction humaine et animale (jument au travail) pour petit élevage ovin (voire caprin) et transformation + maraîchage + sylviculture + apiculture + verger (châtaigner en place). Habitat premier en yourte puis possibilité de déposer permis de construire. Propose partage du bail, vente commune sur marché local. Profil recherché : alter-anarchiste aimant viscéralement les peuples pastoraux et que vive la désobéissance civile. Ecrire à : *GIS, Le Village, 48220 Fraissinet-de-Lozère.*

■ Ce monde chute. Vous cherchez un peu mieux et craignez de changer seul. Chacun fait de même et ça bloque l'évolution qui sera radicale et surtout personnelle ; dramatique en proportion de vos médiocrités et de vos résistances. On va prendre des claques ! Une grande famine mondiale après pétrole pour commencer (voir "L'appel aux vivants" de Pierre Gevaert). La sortie de l'impasse collectiviste et du visible aveuglant se fera par le haut. On va devoir lever les yeux ! Oser être unique ! Il vous faut des tripes, du cœur et pas de dureté. Quitter cuissances et remparts, sortir de l'œuf attardé... Cette naissance va décoiffer, tout chambouler, mais en légèreté et joie, fin de toute peur, début de l'amour vrai. *Un instructeur du futur, tél : 06 99 29 62 93.*

■ Cherche à entrer en contact avec toutes les personnes ayant un projet sur le Var ou départements proches. Offre pendant les vacances scolaires, expériences et participation en autoconstruc-

tion briques monomur, paille, mortier de chanvre, enduit de façade. *Bernard, tél : 06 83 23 86 09.*

■ **La Côte-Saint-André (Isère).** Emilie et Emmanuel cherchent, secteur Bièvre-Chambaran, abonnés *Silence* et autres sympathisants écologie, alternative, non-violence, décroissance pour tisser du lien social, entraide, covoiturage, etc. Contactez-nous au *06 84 90 01 19* ou emmanuel@yahoofr.com.

Recherche

■ Thérapeute de médecine traditionnelle chinoise cherche un local pour en faire son cabinet dans la Drôme sur Romans/Bourg-de-Péage. En colocation ou en temps partagé avec un ou d'autres praticien(s). Budget inférieur ou égal à 200 € par mois. Dans la salle devront pouvoir être aménagées une petite salle d'attente, des sanitaires et une salle de soins (10-12 m²) bien aérée et chaude. Si possible en rez-de-chaussée, au moins accessible facilement par des personnes handicapées. *Tél : 06 77 90 08 79.*

■ **Films.** L'association Ptigart cherche des films indépendants à diffuser pour la deuxième édition de son festival, en septembre 2007, à Saint-Germain-de-Salles (Allier). Vous êtes réalisateur ou vous possédez des films de ce type, contactez-nous à : *association Ptigart, 5, avenue de Limoges, 87400 Saint-Léonard-de-Noblat, nhk@no-log.org.*

■ Vos contacts de festivals, rencontres alternatives (manifestations écologiques, solidaires, foires bio, concours de véhicules non motorisés, fêtes non-marchandes originales, etc.) sont les bienvenus pour le *Guide Festivalalternatif !* à paraître fin 2007. Merci d'envoyer vos contacts et adresses à : *éditions le p'tit Gavroche, 3 bis, rue des Lilas, 69008 Lyon, pttigavroche@gmail.com, tél : 06 72 28 46 31, www.guidalternatif.org.*

Rencontres

■ **Réf 344.01.** Homme 48 ans, fonctionnaire, mince, aimant nature, fleurs, mer, danse, voyage, yoga, vie bord de mer Corse, désire rencontrer femme toutes origines pour échanger, rire, voyager, le tout avec amour, humour et respect de l'autre. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ JH, 36 ans, prof de guitare, végétarien, non fumeur, aimant la nature, la poésie... souhaiterait rencontrer JF cool, tolérante... pour vie à deux. *Jean-Philippe Gautier, 68, rue des Martyrs-d'Autun, 71130 Gueugnon, tél : 06 24 44 33 95.*

Emplois

■ JH 29 ans, cherche emploi CDI sur ferme AB, cinq ans d'expérience (maraîchage, plantes aromatiques, semences, élevage, traction animale). *Sébastien Hébrard, tél : 05 63 31 98 97.*

■ **Aube.** Pour un projet collectif d'ouverture d'un magasin-boulangerie porté par les paysans bio de l'Aube, nous cherchons une personne ou famille paysan et/ou boulanger ayant les compétences et la motivation nécessaires à ce type de démarche. Logement assuré sur place (pain bio au levain - four à bois). Soutien et solidarité assurés. Contact : *Guillaume, tél : 06 60 80 03 02, g.enfert@free.fr.*

■ Coordinatrice projets internationaux (éco. sociale et solidaire, coopération, agro-écologie, éch. culturelles, formation, enseignement, etc.), très dynamique, ch. emploi ou missions ponctuelles.

Gde expérience professionnelle : montage+dévlpt projets, création réseaux, interface, rech. partenaires, organisation, communication, rédaction, animation équipe, gestion budget, etc. Anglais, espagnol, catalan écrits et parlés couramment+connaissance portugais, allemand, italien. Bonne connaissance Europe, Inde, Amérique Latine, Moyen-Orient, Maghreb. *Tél : 06 86 16 90 89, jp.sindbad@yahoo.fr.*

Logement - Terrains

■ Nous sommes à la recherche de terres agricoles (jusqu'à 3 ha) à louer ou à acheter dans l'Isère ou le nord de la Drôme pour réaliser un projet d'arboriculture et/ou légumes en pleins champs en agriculture biologique. Cette recherche s'inscrit dans un projet plus global d'autonomie et de décroissance, avec à plus long terme la création d'un lieu avec réseau d'échanges de savoirs, bibliothèque alternative, projection de films... Nous étudions toute proposition. Merci d'avance ! *Violaine Mula et Samuel Foutoyet, 3, rue de la République, 38000 Grenoble, tél : 04 76 00 02 83, violainemula@no-log.org.*

■ Agriculteur bio cherche 3 à 10 ha de prairies et bois, sur site isolé, grange bienvenue, petit budget, zone de montagne sur dépt 43, 63, 07 et 42. Contact : *sevv@no-log.org* ou Séverine, tél : *04 76 36 53 39.*

■ Loue maison tout confort 95 m² dans hameau entre Autun (71) et Arny-le-Duc (21). Libre au 1^{er} mars. Chauffage fuel/bois. Grenier aménageable. Potager possible. Electricité photovoltaïque. Loyer : 485 €. Contact : *03 80 57 26 10* ou *03 85 90 10 17 (à midi seulement).*

■ **Alpes-Maritimes.** Famille trois enfants cherche maison à louer, trois chambres, secteur Saint-Sauveur-sur-Tinée-Valdeblone et terrain viabilisé pour écoconstruction. Merci de nous contacter au *02 32 49 32 45* ou *06 72 08 13 09.*

■ **Eure.** Cause mutation, vends maison Romilly-sur-Audelle, 5 chambres, salle 50 m², cuisine aménagée, 2 WC, 2 SdB, chauffage central, garage indépendant sur terrain 3200 m², au calme (verger de pommiers, sous-bois), engagé "jardin LPO". Prix : 290 000 €. Tél : *02 32 49 32 45* ou *06 72 08 13 09.*

■ **Rhône.** Artiste-peintre professionnelle, mère de famille, esprit bio-écolo, cherche à louer maison F6 (ou plus) avec atelier. Accepte confort spartiate, même avec travaux. Aimerais intégrer mon activité artistique à la vie d'un village : création d'un atelier d'arts plastiques, expos, prix de peinture, et toute action créant de la convivialité (réseau Sel, co-voiturage...). *Catherine Raux, 37, quai Perrache, 69002 Lyon, tél : 06 62 50 58 28.*

■ "Ô vous esprits des lieux, sachez que je n'ai aucune intention mauvaise. Je vous respecte et vous conjure de ne pas me faire de mal. Je suis comme une plante sans racine. Mon désir de terre est immense et je ne sais comment l'assouvir, partout, elle m'est refusée. (...) Tous veulent que j'aie vivre dans le grand village. Je sais que je n'ai rien à y faire car c'est la terre qui m'appelle. Accepteriez-vous que je m'installe sur votre domaine en m'engageant à le respecter ?" Cet extrait de *Paroles de terre* de Pierre Rabhi décrit bien mon état. Et c'est toi, possédant de terre — plus que tu n'en as besoin — que je comprends ici comme esprit des lieux.

Je cherche un lieu-terre pour installer mes racines, assurer ma subsistance, non pour faire du profit ni comme loisir, mais pour vivre. Ai-je espoir de trouver une terre pour me poser ? *H. Lardou, 31, avenue Maurice-Ravel, 69140 Rillieux.*

■ Fatou et Anouk, deux "pépettes" (2 et 4 ans) dynamiques et leurs parents, Cécile, institutrice et François, accompagnateur en montagne, cherchent une maison à louer dans le sud de l'Aveyron, aux alentours de Millau, Nant, Saint-Affrique. Nous cherchons aussi un terrain pour y loger notre jument. Merci d'avance. *Cécile Tenain et François Petit, Le Mazel, 48190 Le Mas-d'Orcières, tél : 04 66 47 64 32, boitearando@wanadoo.fr.*

■ Berger-chevrier, avec troupeau, marié 6 enfants, cherche hameau ou village à l'abandon, avec bâtiments, habitations et de 50 à 500 ha de terrain, même en friche ou avec travaux pour création élevage bio avec production-vente de produits fermiers, matériels et outils de ferme, prêts et dons de véhicules de tourisme bienvenus. Petits revenus. Ecrire à : *Serge Bedessen, Le Bourg, rue des Trois-Portails, 12170 Durenque, tél : 05 65 78 48 69* ou *06 31 41 12 54.*

Vacances

■ **Drôme.** Parc régional du Vercors sud, loue week-end, semaine ou plus pour groupe ou famille (2 à 8 personnes), deux yourtes (20 et 35 m²) sur terrain de 2000 m², cuisine, salle de bain (douche), piscine, proximité rivière. Départ randonnées sur les hauts plateaux du Vercors, observation bouquetins, marmottes, chamois, vautours... chauffage poêle à bois. *Roland, tél : 04 75 21 15 73, souslajourte.com.*

■ **Manche.** Loue gîte écologique pour 6 personnes à 4 km de la mer. Accès pour les personnes à mobilité réduite. Situation au calme entre mer et campagne. Gîte équipé en solaire thermique, toilettes sèches, phyto-épurateur, chauffage au bois... Séjour toute l'année. Contact : *Famille Lacroix, tél : 02 33 50 69 96, ecotaupi@tiscal.fr, www.ecautopi.org.*

■ Vacances été campagne + bord de mer, chambres 2/3 p + cuisine en commun, 160 € la semaine à Tonny-Boutonne (17). *Tél : 05 46 26 31 35.*

A vendre

■ Vends maison en pierre, début du siècle, 4 chambres, 2 sdb, cuisine aménagée, véranda avec vue sur le Vercors, jardin classé en agriculture biologique 1200 m², nombreux fruitiers, 1,5 km du village, tous commerces et écoles. Prix : 230 000 €. *Tél : 08 72 91 76 34.*

Auteurs

■ L'association littéraire de l'Arc jurassien dont le but est de faire découvrir des auteurs et leurs pensées vous présente ses premiers auteurs sur www.escarboucle.ch.

Gratuites : Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

Taille des annonces. Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes.



Chauffe-eau

En tant qu'artisan électricien, je reçois beaucoup de publicités sur les nouvelles normes. (...) La capacité de production d'un chauffe-eau est de produire 1,7 fois son volume d'eau chaude à 40°. Dans une publicité, un chauffe-eau de 200 litres doit pouvoir produire 350 litres d'eau chaude. Ce n'est pas avec des raisonnements pareils qu'on va inciter les gens à économiser l'eau. Moi, quand je fournis un chauffe-eau électrique à mes clients (ce qui est déjà rare) dans les maisons écologiques ; je placerais plutôt un 100 litres. (...) Quand on est arrivé au bout de la réserve d'eau chaude un peu trop vite et souvent au début, on apprend à mieux gérer l'eau par la suite. (...)

Roger Hubert ■
Pyrénées-orientales.

Apiculture

J'en ai marre des jérémiades des apiculteurs qui devraient d'abord balayer devant leur porte. Insémination artificielle des reines, nourrissage aux sucres issus d'OGM (les sirops de glucose, etc. sont souvent importés des EUA, où ils sont fabriqués à partir de maïs. Si les fabrications européennes sont moins OGMisées, les céréales utilisées ont souvent été traitées avec Gaucho ou Régent). Sucres inadaptés complémentés avec des protéines issues de levures de bière. Introduction de reines grecques de race "Ligustica", adaptées au nourrissage hivernal (si ces gènes importés se sont mélangés à ceux de nos abeilles indigènes, il est difficile d'avoir des abeilles adaptées à notre climat, même en bio : l'abeille est la seule espèce animale domestiquée dont on ne maîtrise pas la reproduction. Une future reine s'envole (assez loin) et plusieurs mâles vont la courtiser avant l'accouplement).

Si un apiculteur bio pouvait répondre en précisant ce qu'il a réglementairement le droit de faire (ils peuvent maintenant nourrir leurs abeilles avec autre chose que le miel de leur propre production), je pense que cela éclairerait les lecteurs amateurs de miel sur les pratiques d'apprentis sorciers de cette profession et en quoi le bio est préférable, doit évoluer... Alors que de nombreux insectes ont un rythme de reproduction très rapide (une semaine, l'été, pour les pucerons), chez les abeilles il y a fécondation tous les trois ans en moyenne et chez une seule femelle pour une colonie de 50 000 individus. Il me semble dangereux de précipiter le mouvement ! Dans sa "Grande flore en couleur" parue en 1911, Gaston Bonnier présente beaucoup de plantes sauvages comme non visitées par les abeilles car la trompe de celles-ci est trop courte pour aller jusqu'au fond de la fleur absorber le nectar, ces fleurs n'étant visitées que par les bourdons. Aujourd'hui, les abeilles visitent ces espèces, car on a sélectionné des abeilles à la trompe plus longue, tant pis si elles avalent ainsi des nectars auxquels elles ne sont pas adaptées, elles produisent plus de miel... pendant quelques années.

L'agro-industrie n'est pas innocente et les politiques sont complices, les matières actives du Gaucho et du Régent ne sont pas complètement interdites, mais toujours utilisées dans des colliers anti-puces pour les chiens, des insecticides pour jardin d'amateur... Dans quelques années, comme la santé des abeilles ne se sera pas améliorée, on dira que Régent et Gaucho n'y sont pour rien (puisqu'ils sont interdits dans l'esprit des gens) et qu'il faut donc les autoriser de nouveau au nom de la compétitivité de l'agriculture, désormais chargée de fournir des carburants. Au printemps, j'ai signalé le maintien sur le marché du Confidor (même matière active que le Gaucho, vendu en jardinerie pour tuer les pucerons sur les rosiers sous différents noms) à la Confédération paysanne, la FNAB, le syndicat des apiculteurs. Aucun n'a réagi...

Patrice Néel ■
Ardeche.

Sexisme intériorisé

Je viens de recevoir le n° 340 (...) [en lisant] la contribution de Camille Couteau [Courrier des lecteurs, Ndlr], je m'inquiète de voir de nouveau les mères mises au pilori pour tous les maux de ce monde. La responsabilité des mères ne peut pas être plus centrale que celle des pères : les machistes ont un père aussi, dont "ils sont la fierté". Blâmer la femme pour le sexisme c'est blâmer le serf pour son esclavage. Nous savons bien, quand même, que toute forme d'oppression utilise, en plus des menaces physiques, un lavage de cerveau qui persuade la victime qu'elle mérite son sort. Dès l'enfance, les garçons et les filles baignent, bien avant d'être eux-mêmes conscients de leur place sexuelle personnelle, se sentant "neutres" en quelque sorte, baignent donc dans une propagande plus ou moins subtile qui amoindrit les femmes (incapables, "émotionnelles", faibles, frivoles, volages, un peu bêtes, etc.) et ennoblit les hommes (rationnels, courageux,

forts, doués en technique, calmes, etc.). Le message passe et, puisqu'il n'y en a pas d'autre, il devient vérité, absorbée également par les filles et les garçons. Aucune surprise, donc, à ce que les mères s'en fassent l'écho à leur tour. Triste spectacle, je l'avoue, mais qui doit mener à l'éducation des femmes plutôt qu'à leur condamnation.

Jocelyne Fortin ■
Grande-Bretagne.

Responsabilité des femmes

"Responsabilité des femmes ?" de Camille Couteau dans le numéro d'octobre 2006 m'a quelque peu irritée. Comme c'est généreux de nous accorder à nous, femmes, une responsabilité centrale dans les malheurs de l'humanité ! Mais dira-t-on assez que douces ou non, nous n'élevons pas les enfants seules dans des bulles (où sont les pères ?) mais dans une société où hélas il y a beaucoup d'égoïsmes et de bêtises. Je vois qu'il y a aussi beaucoup à faire pour améliorer le quotidien, préserver la planète et l'avenir. Alors, que la pomme de la discorde ait été cueillie par Eve et mangée par Adam ou l'inverse, je m'en fous ! Quand aura-t-on fini de dire que c'est l'autre qui est responsable, quand cessera-t-on de diviser (pour régner), de créer des antagonismes ? Toute cette énergie perdue serait utilement recyclée pour remédier aux malheurs de l'humanité. Sur cette planète en perdition, femmes et hommes, toutes et tous, nous sommes responsables aujourd'hui pour ce que nous ferons pour le monde de demain.

Françoise Lafont ■
Isère.



Françoise Lafont

Homéopathie et casque à vélo

(...) Dans le n° 341 de décembre 2006, je relève information et un éditorial plutôt discutables (...). Commençons pas l'édito. A ma connaissance, l'efficacité de l'homéopathie n'a jamais pu être démontrée clairement, sinon par l'effet placebo. Aucune expérience en double aveugle n'a pu prouver qu'un patient soigné par cette « médecine » l'ait été plus efficacement qu'un autre soigné par la médecine traditionnelle. Il a été démontré par contre qu'au-dessus d'un certain taux de dilution, il ne peut plus rester une seule molécule efficace dans un médicament homéopathique. (...) Que la médecine soit marchande est incontestable. Elle est aussi corrompue. Mais qui osera prétendre que les médecines dites alternatives le sont moins ? Nous connaissons tous des homéopathes cupides qui n'écourent pas leurs patients, et tous les charlatans sont loin d'être démasqués. (...)

L'information, c'est en page 30, celle titrée : "Vélos : le casque est dangereux !". L'emploi du conditionnel aurait pu sembler plus prudent. Le psychologue britannique est-il lui-même cycliste ? On ne nous le dit pas. Ses élucubrations méritent qu'on s'y attarde un peu. Il a basé son affirmation sur l'observation des dépassements de vélos par des voitures. C'est curieux, il aurait pu le faire sur des chutes sur la tête, non ? Le casque n'a jamais été destiné à éloigner les véhicules dépassants. Pour cela, il existe des écarteurs de danger fluorescents de quelques grammes. (...) C'est à des médecins urgentissimes qu'il faudrait poser la question de l'efficacité du casque pour cyclistes, à des neurologues, à des neuro-chirurgiens, à des spécialistes de la traumatologie, pas à un psychologue. Le crâne humain est très fragile et mérite d'être protégé quand il est mis en concurrence avec des véhicules plus lourds. (...)

J'utilise systématiquement le casque dès que je monte à vélo (...) en pensant qu'il amortira peut-être un jour le choc d'un rétroviseur de camion, la chute d'un caillou en montagne, ou la mienne sur la chaussée. (...) La contrainte est faible. Porter un casque léger et aéré ou bien une casquette ou un bonnet, la différence est minime. L'important, on ne le répètera jamais suffisamment, est d'être vu à vélo. Tenue aux couleurs vives, chablu fluo, écarteur de danger, catadioptrés, miroirs réfléchissants sur les



pédales, dans les roues, sur les garde-boues, on n'en fait jamais trop quand sa vie est en jeu. Et surtout, un éclairage efficace dès la tombée de la nuit, et une conduite irréprochable.

Jean-François Amary ■
Drôme.

Léthargie

Entendu sur une radio : "Si tout le monde le faisait, je serais le premier à le faire". Je crois que ça résume bien la léthargie de ce monde.

Romain Desbois ■
Essonne.

1- Questions sur les Biocoop

J'ai été porteur de projets, pour créer une coopérative de consommateurs de produits bio à Clamart il y a quelques mois. Nous avons trouvé un couple de propriétaires qui mettait à notre disposition un local et une dizaine de familles avaient adhéré à ce projet.

J'ai amené ce projet à Biocoop, qui a préféré privilégier une entrepreneuse professionnelle : la femme du responsable développement de Biocoop, qui travaille aussi pour un membre du conseil d'administration.

Un agriculteur bio des Yvelines a eu ce même type de mésaventures auprès de Biocoop. Au sein du siège, le discours commercial de cette entreprise m'a beaucoup perturbé.

Monsieur Brissonnet, un salarié qui s'occupe du développement de Biocoop m'a indiqué que la priorité de cette entreprise aujourd'hui est de développer le bio avec les recettes commerciales classiques :

- ouvrir des grands magasins qui optimisent le chiffre d'affaires par mètre carré, par exemple dans les zones commerciales à l'extérieur des villes...

- les ouvrir le long de grandes routes, avec un grand parking.

"Les transports en commun sont un obstacle au consommateur" ...

- acheter du bio dans les pays de l'Est si les producteurs en France ne peuvent pas s'organiser pour vendre du volume.

Je pense que cette structure s'éloigne actuellement de ses principes d'origine :

- proposer un circuit court entre le producteur et le consommateur.

Aujourd'hui Biocoop achète la moitié de ses produits à des transformateurs. Les produits sont transportés dans des centrales d'approvisionnement, puis redirigés vers les magasins. Cela fait trois intermédiaires qui prennent une marge entre le producteur et le consommateur. Les produits font aussi plusieurs centaines de kilomètres sur route.

- proposer un système de vente en accord avec le respect de l'environnement, donc dans des endroits facilement accessibles pour ceux qui n'ont pas de voiture.

- avoir une vraie implication des producteurs et des consommateurs dans la vie des magasins.

- offrir produits locaux et de saison (pas de pommes de Nouvelle-Zélande en automne, ni du sarrasin canadien alors que la Bretagne en produit).

- un magasin qui ne pousserait pas à la surconsommation, mais à la vente de produits répondant aux besoins des gens.

- pas de produits sur-emballés.

Le bio est devenu une partie du marché comme les autres, avec ses grandes surfaces, ses acteurs dominants et des produits sophistiqués.

Michel Scrive ■
Hauts-de-Seine.

2- Une réponse de Biocoop

Conformément à sa charte, Biocoop a pour objectif de développer la production bio en France, celle-ci représentant moins de 2% de l'alimentation des Français. Avec 75 ouvertures de magasins depuis trois ans et une croissance de 20% par an, Biocoop est le principal réseau qui tire aujourd'hui la consommation bio en France.

Sur une zone très urbaine comme Clamart, près de 200 000 habitants, Biocoop souhaite en effet installer un magasin ayant pignon sur rue, seule solution à même — à notre sens — de populariser la bio et de capter une clientèle plus large que les "déjà convaincus".

En parallèle Biocoop poursuit depuis vingt ans une politique d'achat priorisant le local, le régional et le national.

Alors que la filière bio peine à installer suffisamment de nouveaux producteurs, du fait de l'absence d'une véritable politique publique de soutien, Biocoop travaille à la contractualisation de ses besoins avec les produc-

teurs et les transformateurs afin de poser les bases d'un co-développement durable.

Dans ses relations avec le Sud de la planète mais aussi avec les producteurs de proximité, Biocoop milite pour une économie d'équité dans les échanges et de juste répartition de la valeur. Dans ses magasins, elle met l'accent sur les produits frais, la saisonnalité et une vraie proposition de produits en vrac, évitant autant que possible les dérives du suremballage. Ceci n'est pas antagoniste avec des initiatives de type "panier" ou vente directe ; mais nous pensons que l'installation de commerces classiques de type superette fait partie de l'offre à développer pour sortir le bio de sa "bulle", et nous essayons de faire ce métier de commerçant de façon professionnelle, sans renoncer à nos objectifs éthiques.

Jean Pol Kerjean ■

Directeur développement Biocoop.

Commerce équitable

Bien, l'article de Daniel Julien dans le n° de décembre (n°341, Ndlr) sur le commerce équitable ! Un article qui vous donne la pêche, qui vous pousse à l'action.

C'est comme si Monsieur Julien me disait : "tu habites cette maison insalubre, mal orientée, qui bouffe une énergie pas possible ! C'est une horreur, à faire disparaître". Alors, vite avant la fin de la journée, je la casse en petits morceaux. Ouf ! avant la nuit, c'est fait. Je peux me reposer sur le tas de décombres. A -10°. Pas de chance, Monsieur Julien a oublié de me proposer une couverture !

J'exagère, Monsieur Julien nous laisse une pensée fulgurante. Une seule, courte, mais bien : "Le seul commerce qui soit équitable est celui qui permet une relation interpersonnelle directe et aisée, entre le producteur et le consommateur".

Je ne sais pas comment vit Daniel Julien, je n'ai que son analyse magistrale ; mais s'il est en phase avec son texte, il a dû construire sa villa auprès d'un sympathique fermier bio (peut-être que son prochain article s'intitulera "Le bio : la grande arnaque") et qu'il va chercher son lait, le matin (...). J'espère aussi que le sevrage complet de chocolat, thé, café, banane et autres fruits lointains ne lui aura pas été trop difficile. (...)

Si je suis amer, c'est que ce n'est pas la première fois que je lis des analyses pertinentes mais qui font l'impasse sur les chemins menant à un autre ordre. Cette remarque s'adresse directement à

S!lence : servez-nous encore une ou deux fois ces

articles au kâcher et vous aurez fait un grand pas vers le silence... de mort. Si vous avez un comité de rédaction, qu'il essaie de ne pas laisser le lecteur au milieu du gué où il va se noyer par désespoir. (...) Qui nous aidera à agir avec les moyens du bord au lieu de nous enfoncer ? Comment on fait pour passer d'une situation si bien décrite à un monde humain 100% ?

Il faut sans doute beaucoup de temps, beaucoup monde, beaucoup d'essais et accepter que le chemin soit merdique. Parce qu'il y a un chemin, et long, entre les deux.

Mais j'espère que vous demanderez à Monsieur Julien ou à un autre de (re)prendre la plume et de nous dire, modestement, comment faire et comment envisager une action collective pour sortir de l'enfer puisque ceux qui essaient, ils ont tout faux. (...) Bon travail.

Armand Darmet ■
Ain.

S!lence : la revue est ouverte à vos articles proposant des pistes constructives pour penser la transition concrète vers une société plus soutenable.

De quoi aller vers ce que conseille Daniel Julien, ancien expert agronome auprès d'ONG, aujourd'hui boulanger bio qui cultive son jardin en Poitou-Charentes.

Ecologie des villes, écologie des champs

N'hésitez pas à continuer malgré les contestations parfois sentencieuses, parfois sensées et même si vous m'énervez sur votre esprit anti-bagnole parfois très primaire qui est souvent valable en ville et qui se discute énormément en milieu rural non équipé de lignes SNCF... Demandez aux économiquement faibles ce qu'ils pensent du racket réalisé par les entreprises de transport en commun subventionnées et des horaires plus qu'excéntriques. Impossible d'avoir une vie professionnelle et, encore moins, une vie





sociale. Par ailleurs, les personnes vivant seules ou en couple sans "charge" d'enfant ne sont que très rarement extrapolables à la vie d'une maisonnée. Quant aux 4x4, je vous invite à rencontrer nos amis les bergers qui crapahutent en garrigues ou en montagne. Je crains que la comparaison de l'empreinte environnementale entre un écolo des villes (même végétarien) et notre berger dont le troupeau participe à la biodiversité et à la défense des forêts (et des garrigues !) contre les incendies soit défavorable à notre ami citadin. Un peu de discernement permettrait plutôt de mettre en évidence les comportements "moutonniers" (réflexes, habitudes, modes...) de nos contemporains et de... nous-même. La réflexion est identique pour les téléphones portables, lesquels sont des outils de travail — parfois de survie — pour les travailleurs de la terre.



Patrick Sastre ■
Hérault.

Annonces trop efficaces ?

Je m'appelle Daniel, j'habite dans le plus profond du Poitou et je vous remercie chaleureusement pour tout le travail que vous assumez pour le service gratuit des petites annonces. En effet c'est grâce à S!lence si j'ai trouvé, plantée dans mes petits souliers, la fille du Père Noël, élue par mon cœur sur le champ ! (...)

Daniel Jacquemin, ■
Haute-Vienne.

L'ancien et le nouveau

Amis (...), vous n'avez guère changé, sauf l'éloge des alternatifs en tribus, pleins de néo-matérialisme vivrier, sur les traces de l'ancien, sauf le profit (...). Sans doute êtes-vous auto-satisfaits et bien pensants sur vous-mêmes et votre démarche ? (...) Améliorer ce qui est en restant dans les paramètres éculés et nocifs, ne peut que reconduire l'ancien qu'on prétend quitter.

(...) Le collectif pour s'y mettre (les jeunes) est bon s'il y a partage d'identités accomplies (avec distances et autonomie personnelle) mais très mauvais si on verse dans l'archéo-tribal (même non-hiérarchisé, car le monarque est le groupe lui-même, clanique, prosélyte). En effet, la négation de la personne, individu, indivis, est le point marquant de l'ancien et a produit l'échec de toutes les idéologies et institutions, car l'uniform... isation n'est pas l'unification, laquelle ne peut être qu'individuelle et dans la diversité (...), sans débandade parce qu'unifiée intérieurement : identification à l'Unique dont nous sommes tous porteurs. (...) Le nouveau sera spirituel et l'extérieur en procèdera. (...)

Jean-Bernard Wibin ■
Gard.



Innovations frugales

Merci à toute l'équipe de votre journal. Un dossier comme celui de François Schneider (n°340, Ndlr) fait chaud au cœur. Alors oui je renouvelle mon abonnement.

Arnaud Bougon ■
Savoie.

La France verte est mal partie

Bon courage, copains verts. Ceux qui préfèrent la nature à la campagne ont du pain bio sur la planche savonnée. Alors que l'écologie est au cœur de la campagne, que les médias lui font une place de plus en plus grande (même si c'est pour glorifier la sacro-sainte croissance dans la phrase suivante) lui attirant une sympathie transgénérationnelle, la candidate des Verts est donnée à 1% des intentions de vote. Je sais, les sondages...

"Elue" à la suite d'un de ces scrutins qui font les délices de la presse (...), Dominique Voynet se déclare pour une candidature unique des écologistes au sens le plus large du terme. A condition que ce soit elle. L'ancienne ministre de Jospin (contre une décision du CNIR à 80% des voix) laisse le souvenir d'une suite de bourdes, de cafouillages, de trahisons, de recules, de couleuvres avalées et digérées (1).

Une analyse (...) de ses interventions est révélatrice. (...) Si elle parle d'acquis "des Verts", elle se réfère en fait à des élus verts dans différentes instances, et non au parti ou aux militants. Quant au fond (il faut dire que les journalistes ne l'aident guère et préfèrent la politique politicienne), il reste bien loin de ses préoccupations. Rien sur la course à la croissance, les institutions françaises ou européennes, les choix énergétiques, les dérives technologiques présentées comme remèdes aux maux de la planète, l'hégémonie revendiquée par Bush sur les plans militaire, politique, culturel, économique, dans laquelle s'inscrit une Europe élargie largement consentante. (...)

D'ores et déjà, une nouvelle collaboration avec les socialistes est envisagée dans le cadre d'une nouvelle "gauche plurielle". Avec un PS et un PC largement pro-nucléaires, un Pascal Lamy à l'OMC, les lobbies de l'armement et du BTP contrôlant l'information. (...)

Le suffrage majoritaire invite aux alliances contre-nature, avec l'illusion entretenue qu'on n'existe que si l'on participe au "pouvoir", alors que les petites formations qui y sont associées n'y survivent que par les reniements. Une alliance UMP/PS, comme celle des socio-démocrates avec les chrétiens-démocrates en Allemagne, serait beaucoup plus logique, beaucoup moins contre-nature, que celle des Verts avec le PS.

La faute impardonnable du PS, c'est d'avoir repris et imité l'idée gaulliste que c'est à une personne, le président de la République, tenant sa légitimité du suffrage universel, de faire la politique de la France. Les primaires entre DSK, Fabius et Royal sont sous-tendues par l'idée que le programme pèse peu auprès de la personne qui aurait tout pouvoir pour sa politique.

Loin d'avoir réformé les institutions du "coup d'état permanent", Mitterrand et Jospin les ont aggravées, en particulier par le quinquennat et l'inversion du calendrier destinés à renforcer le caractère présidentiel et totalitaire de la Constitution. (...)

Pierre Vexliard ■

Ancien conseiller régional vert,
tête de liste pour l'Isère en 1992.

(1) Faut-il rappeler le maïs transgénique porté sur les fonts baptismaux au côté de Glavany, les propos rassurants lors du naufrage de l'Erika, pitreries au salon de l'agriculture, aménagement du territoire revendiqué pour mieux l'abandonner à Chevènement, loi sur l'eau sabordée, Somport abandonné...



Lyon-Turin

Plusieurs articles de la revue parus en 2006 ont traité de la nouvelle ligne ferroviaire alpine Lyon-Turin, et notamment des articles appuyés — mais mal informés — sur l'expérience menée avec un train italien à technologie pendulaire (le Pendolino). Ces articles comportaient quelques erreurs que je n'ai pas manqué de relever dans deux courriers précédents.

En réponse, la rédaction continue à soutenir que l'échec de cette expérience ferroviaire entre les deux versants des Alpes était dû au manque de fréquentation : c'est bien mal connaître cette artère lourde du transit alpin. (...) Il s'agit en effet bien d'un échec technologique et non commercial.

Christophe Merloz ■

Savoie.

S!lence : après des contacts avec les opposants au TAV (TGV en italien), eux pensent plutôt à un choix politique : le Pendolino serait abandonné pour un train encore plus rapide.

Liberté, sexualités, féminisme Mouvement français pour le planning familial

Isabelle Friedmann
Ed. La Découverte
2006 - 280 p. - 20€

Ce livre a été édité pour fêter les cinquante ans du MFPF, Mouvement français pour le planning familial. Une histoire importante pour les jeunes femmes d'aujourd'hui qui devront sans doute se frotter les yeux pour croire ce qu'elles

vont y lire. Il est en effet tout à fait spectaculaire de se replonger cinquante ans en arrière pour se rendre compte des conditions de vie de nos grands-mères. Alors que les femmes viennent tout juste d'avoir le droit de vote, elles ne peuvent encore travailler qu'avec l'accord de leur mari, elles ne peuvent ouvrir un compte en banque. Les femmes ont alors le devoir d'enfanter et il n'est pas question de parler ouvertement de contraception. Encore moins d'avortement. Le planning familial naîtra donc dans la clandestinité, à l'initiative de femmes courageuses. Le premier centre de planning familial ouvre le 10 juin 1961, place de l'Etoile à Grenoble, avec le soutien de vingt-trois médecins prêts à prescrire la contraception. Les contraceptifs sont alors importés de Suisse... via une filière de livraison d'armes pour le FLN ! Une structure coopérative se met alors en place pour fabriquer sur place les contraceptifs. Les procès se multiplient et la bataille devant les tribunaux durera jusqu'en 1967. Le planning familial a ses opposants : l'Eglise catholique, l'ordre des médecins et, plus étonnant, le Parti communiste jusqu'en 1965 ! Le PCF estime alors le contrôle des naissances comme réactionnaire ! La révolte de 68 va lancer une nouvelle lutte : celle pour le droit à l'avortement. MFPF se trouve entraîné dans le sillage des luttes féministes d'alors, non sans dissension interne. Devenu mouve-

ment d'éducation populaire, il intervient de plus en plus dans le milieu scolaire pour faire de l'éducation à la sexualité, présenter les méthodes de contraception. Le 5 avril 1971, le *Nouvel observateur* publie le manifeste des 343 : 343 femmes qui annoncent publiquement qu'elles ont avorté. On y trouve des noms comme Françoise Sagan, Simone de Beauvoir, Catherine Deneuve, Ariane Mnouchkine... L'opération a été préparée par le MLF, le MFPF va alors rejoindre le mouvement. En avril 1973 naît le MLAC, Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception qui regroupe le MLF, le MFPF, différentes associations, des syndicats, des partis politiques, des membres du PS et du PC. Alors que les plus radicaux obtiennent la majorité au sein du MFPF, une motion annonce que l'association va pratiquer elle-même des avortements. La bataille va se terminer en 1974 par le vote de la loi Veil. La lutte se poursuit pour l'application de la loi, sans cesse menacée.

L'arrivée de la gauche en 1981 va lui donner une reconnaissance mais aussi provoquer des vagues. Le MFPF développe la solidarité internationale, étend son champ d'action à la lutte contre les violences faites aux femmes.

L'arrivée du sida oblige à revoir le discours sur la liberté sexuelle. Le développement de la procréation médicalement assistée provoque de nombreux débats. Une perte d'investissement bénévole dans les années 90 menace un temps la vie de l'association, une réorganisation permet de rebondir et aujourd'hui, le MFPF est en contact chaque année avec 500 000 personnes (90% sont des femmes, 60% des mineurs), compte environ 5000 militants, répartis dans des groupes départementaux présents dans 68 départements. La lutte contre le sexisme et pour les libertés est toujours d'actualité dans un monde toujours susceptible de faire demi-tour. Passionnant. MB.

Claire l'enragée

Mimmo Pucciarelli
Ed. ACL, BP 1186,
69202 Lyon cedex 1
2006 - 126 p. - 12€

Que sait-on de Claire Auzias ? Après avoir longuement fréquenté les milieux anarchistes, elle a créé une maison d'édition *Egrégore*

à Marseille. Mimmo Pucciarelli qui dresse des portraits de militants depuis de nombreuses années, a voulu en savoir plus. Dans ce long entretien, Claire Auzias raconte une vie marquée de drames familiaux, son "enragement" au moment de mai 68 alors qu'elle est lycéenne, le désenchantement qui suit, la drogue, les casses pour la financer, la prison, puis l'errance jusqu'en Inde, l'internement psychiatrique avant un retour à la normale, à 25 ans, où elle finit ses études par une étude sur les anarchistes de l'entre-deux-guerres, le début d'une fréquentation avec ce milieu qui ne se démentira plus. Une franchise dans la narration comme rarement on peut en lire. MB.



Les sociétés traditionnelles au secours des sociétés modernes

Sabine Rabourdin
Ed. Delachaux et Niestlé
2005 - 224 p. - 19€

Nous prenons conscience aujourd'hui des limites de la planète, mais au nom d'une "modernité" ou de la nécessité d'une "croissance économique", nos schémas de pensée occidentaux sont incapables de penser un mode de fonctionnement de nos sociétés en harmonie avec la planète. Il y a pourtant urgence. Sabine Rabourdin a étudié comment certains peuples comme les Yanomamis (Brésil), les Ladakhis (nord de l'Inde), les Inuits (nord du Canada), les Bushmans (Afrique du Sud), les Aborigènes (Australie) ont intégré très tôt la conscience des limites de leur environnement et comment ils en ont tenu compte dans leur mode de fonctionnement. La comparaison entre leur mode de vie et le mode de vie occidental doit nous amener à revisiter les idées que

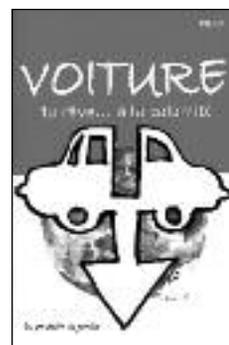
nous nous faisons de la pauvreté, du bonheur, de la place de l'homme sur Terre... Un livre qui inverse le questionnaire sur le développement : ce serait peut-être plutôt au Nord d'envisager de se développer en copiant le Sud ? Introduction à un débat fort riche. FV.



Voiture, du rêve à la calamité

Piero
Ed. Les Produits du jardin,
285, avenue de Verdun,
46400 Saint-Céré
2006 - 72p. - 3€

Une petite brochure pour nous rappeler que toutes les voitures se ressemblent, qu'elles constituent une importante part de marché et qu'il est possible de sortir du bourrage de crâne perpétuel pour essayer de se poser les bonnes questions. Un chapitre entier est consacré à ce qui est fondamental : ce que l'auteur appelle joliment "les nuisances propres". Car si même une voiture roule à l'écolo-carburant (encore à découvrir !), il n'en reste pas moins que la voiture est une source de stress, mange une quantité phénoménale d'espace et de ressources naturelles : pas seulement une tonne de matériaux par véhicule, mais également un grand nombre de tués, blessés et handicapés, brouille la notion d'espace-temps (on va vite en voiture...)





quand on a fini de travailler pour se la payer), favorise l'individualisme et la solitude, est un gouffre financier (14% du budget moyen des Français). L'auteur en arrive logiquement à la question : se séparer de sa voiture ? Il rappelle que dans un Paris sans voiture, il ne faudrait qu'une demi-heure pour traverser la capitale à vélo, un temps difficile à imaginer aujourd'hui en voiture, que 30% des urbains vivent sans voiture, 20% des ruraux, donc que c'est possible. Il ne demande pas la suppression de la voiture, mais un usage limité, collectif, lorsque c'est nécessaire. Un petit livre à tout petit prix qui peut donner du punch pour animer des débats sur le sujet. FV.

L'antimondialisation Aspects méconnus d'une nébuleuse

Jean Jacob
Ed. Berg international
2006 - 244 p. - 18 €



Voici un livre intéressant à analyser : comment un auteur aussi informé soit-il sur le monde des objecteurs de croissance, peut biaiser une analyse pour arriver à un résultat pour le moins pervers : ces personnes seraient d'odieuses réactionnaires.

Commençons par le titre : il choisit d'appeler la mouvance étudiée (les critiques du développement) des antimondialistes par opposition aux altermondialistes. Si les seconds défendraient une "autre mondialisation", les premiers "semblent pratiquer le principe de précaution. Préférant œuvrer au quotidien pour un monde plus juste, ils privilégient parfois la simplicité volontaire. Ici, on se garde bien d'attendre le matin du grand soir et on abandonne parfois l'espoir de renverser un système pour s'en déconnecter quotidiennement" [p.7]. Une très bonne définition... qui ne justifie absolument pas le terme d'antimondialiste ! Comment intégrer par exemple qu'à côté du refus de la libre circulation des marchandises, une bonne part de cette mouvance milite également pour

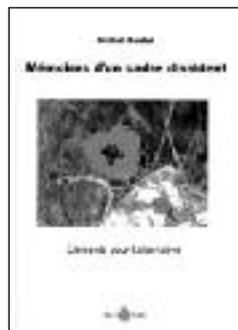
la libre circulation des personnes (sans prendre l'avion !) ? Comment expliquer le soutien aux sans-papiers ? Et il en est ainsi tout au long du livre : des présentations assez justes de la mouvance, avec des conclusions le plus souvent décalées et sans justification. Jean Jacob montre ainsi que les idées initiales de ce mouvement seraient dans la création de l'IFG, International forum on globalization, un mouvement initialement financé par une Fondation pour l'écologie profonde, aux Etats-Unis, et dans laquelle on retrouve en France des structures comme l'Institut pour la relocalisation de l'économie (avec Agnès Bertrand venue d'Ecoropa) ou la version française de *L'Ecologiste* liée à Teddy Goldsmith. Il pioche aussi dans des liens plus anciens comme la présence à la tête d'Ecoropa de Denis de Rougemont, qui dans les années 30, aux côtés d'Eliu et Charbonneau, a eu un discours critique sur la modernité, ce qui lui vaut, comme de nombreuses autres personnes ici (Lanza del Vasto par exemple [p.219]) de se retrouver classé dans le camp des réactionnaires. Jean Jacob fait là des amalgames douteux. En effet, une bonne partie du mouvement — au moins en France — est antérieure aux manifestations contre l'OMC organisées avec la participation de l'IFG. Que l'on repense aux nombreux livres publiés dans la foulée de mai 68, au rapport du Club de Rome sur la Croissance zéro en 1972, à la naissance de revues écologistes comme *la Gueule ouverte* la même année, au *Sauvage*, à *Ecologie-infos*, à la multiplication des associations de protection de la nature, la naissance des *Amis de la Terre*, de *Greenpeace*, à la candidature de René Dumont dès 1974... jusqu'à la naissance des Verts en 1984. Les objecteurs de croissance sont toujours là, plus ou moins visibles selon les moments. Et toutes ces pistes ne sont pas présentes dans cet ouvrage. L'auteur a choisi de démontrer quelque chose et il s'y tient, ignorant tout ce qui pourrait l'en éloigner. Ainsi, pourquoi signaler que Teddy Goldsmith a écrit au moins quatre fois dans *Silence*, ce qui nous rend quelque part suspect, alors que l'on pourrait aussi dire que nous avons publié de nombreux auteurs de multiples tendances, la revue essayant précisément de favoriser ces confrontations d'idées. On regrettera aussi que l'auteur ne travaille presque que sur les documents qu'il trouve — alors

qu'il pourrait rencontrer de nombreuses personnes toujours actives — ce qui le conduit à des erreurs comme d'annoncer en présentant Vandana Shiva, qu'elle serait venue en France à Lyon en 1997 pour un colloque des Verts (en citant un document des Verts [p.55], alors qu'avec beaucoup d'autres, elle est venue au contre-G7 organisé par TOES, dont il parle dans une note un peu plus loin [p.97]. Il parle des éphémères *Réseaux Espérance* [p.192] en ignorant qu'ils existent toujours. Il parle de la charte de la décroissance [p.202] alors qu'il s'agit de celle de la revue du même nom. Sa conclusion traduit sa pensée profonde : nous représenterions "certains milieux qu'une hostilité au capitalisme a rejetés, à tort, à gauche, puisque la droite se ramène à la défense du capitalisme" [p.223]. En dehors de l'altermondialisme et d'une gauche réformatrice, il n'y aurait donc pas d'autres possibilités que d'être de droite ! MB.

Mémoires d'un cadre dissident

Michel Roulet,
265, rue E.-Piquand,
73200 Albertville
Ed. Goutte de sable
2006 - 126p. - 12€
(chez l'auteur)

L'auteur a connu l'effervescence de mai 68, la lutte des paysans de Larzac, la lutte anti-nucléaire, le renoncement de la gauche au pouvoir... Cadre dans de grandes entreprises, il a pu voir de l'intérieur comment l'économie détruit l'humain, mais n'en resta pas moins persuadé qu'il est possible aujourd'hui d'avancer dans des directions alternatives. Il prône donc l'éducation à l'environnement et à la citoyenneté, à prendre du recul avec les différentes formes de pouvoir, à développer les solidarités militantes



et à se lancer dans des expérimentations au niveau individuel comme collectif. Un témoignage facile à lire et enrichissant. MB.

Les poteaux de torture

Abdel Hafed Benotman
Ed. Rivages/noir
2006 - 232 p. - 7,50€



L'enfermement est le sujet principal de ces nouvelles. Pas seulement celui qui subit en prison, mais aussi celui qui mène aux différentes formes d'oppression de l'homme, notamment l'esclavagisme (dans "l'homme de paille"). Avec ses mots crus, bruts, le nouvelliste parle de ces proscrits, qui sont dans une impasse, et de leur impuissance à changer le destin. Ces petites gens, ces révoltés de la vie, broyés par une société injuste, oppressive, lancent des cris de colère. Mais leur sort est bouché, noir, même s'ils sont encore parfois capables de rire, de ce rire acerbe, grinçant comme ces portes glaciales, rouillées qui se referment sur le condamné. Déjà rejetés, appauvris, ils font des rencontres qui les font sombrer davantage ("à la ramasse"). Dans son style fougueux, pétri de mots coups de poing, mais plein d'images, avec cette causticité très personnelle et cette lucidité provocante, Benotman s'attaque à toutes les formes d'aliénation. Il touche le lecteur au plus profond. MJ.

La décroissance pour tous

Nicolas Ridoux
Ed. Parangon (Lyon)
2006 - 160 p. - 8€

Dans un style clair et concis, Nicolas Ridoux trace un rappel du pourquoi de la décroissance, avant d'aborder un certain nombre de pistes intéressantes

sur le "comment". En s'appuyant sur une approche humaniste et sensible — proche de celle de Jean-Claude Besson-Girard qui assure ici la préface — l'auteur nous présente avec simplicité des débats possibles en précisant bien "Cependant, il n'existe pas de recette-miracle pour s'engager dans la décroissance, ce qui n'aurait pas grand sens et remplacerait un dogme ("croissantiste") par un autre ("décroissantiste"), mais une multitude d'approches convergentes, individuelles ou collectives pour construire un monde qui serait plus riche de sa pluralité. La décroissance ne peut se construire qu'à travers une succession de débats démocratiques, où le primat économique sera



remplacé par un primat humaniste" [p.93]. Les lecteurs de *Silence* apprendront sans doute peu de choses sur les données de la première partie, par contre, la seconde partie peut être source de féconds débats. MB.

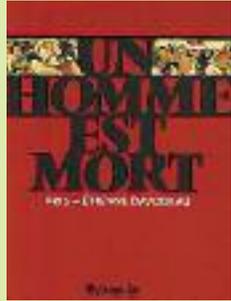
B . D .

Un homme est mort

Kris et Etienne Davodeau
Ed. Futuropolis
2006 - 64 pages - 15€

Brest, importante base de la marine allemande pendant la seconde guerre mondiale est totalement détruite par les bombardements alliés. En 1950, alors que plusieurs milliers d'ouvriers reconstruisent la ville, une grève éclate et le 17 avril, c'est le drame, la police ouvre le feu et tue Edouard Mazé, un ouvrier.

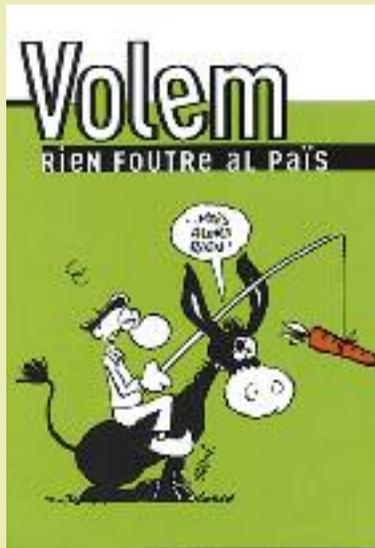
Appelé par la CGT pour tourner un film, René Vautier arrive le lendemain et découvre une ville en état de siège. Son film, réalisé avec les moyens du bord, est alors projeté très rapidement un peu partout et finit par se disloquer sans qu'aucune copie n'ait été faite. Kris et Etienne Davodeau retracent ici l'histoire de ce film disparu et rendent un hommage à René Vautier, toujours vivant, auteur de nombreux films censurés en France (sur le colonialisme, la guerre d'Algérie, les luttes sociales...). Beau graphisme pour un remarquable travail de mémoire. MB.



F I L M

Volem rien foutre al país

Pierre Carles, Christophe Coello, Stéphane Goxe
2007 - 1h47 - en salle le 7 mars



Le film ouvre sur une inter-vention (soviétique) de Pompidou à la télévision nous expliquant ce qu'est le libéralisme et pourquoi la France doit indiscutablement s'engager dans cette voie. Un discours que les libéraux d'aujourd'hui n'oseraient même pas tenir tant il est cru. Et

comme si ça n'était pas assez clair, le montage nous balance un extrait de pub dans laquelle le patron gifle ses employés pour les endurcir : nous sommes en guerre, en guerre économique.

Le début du film va ainsi procéder par courtes séquences d'absurdité quotidiennes (grève, infos télé, visite à l'ANPE...) entre lesquelles vont s'insérer une autre vision du monde (auto-construction en paille, installation de panneaux solaires, toilettes sèches...) Ces extraits de vie négatifs ne nous choquent pas tellement tant nous y sommes habitués. C'est leur accumulation qui nous amène au dégoût. Un peu comme si on s'habitue à voir des cadavres dans les rues mais pas encore les charniers.

Le film cherche alors, doucement, des pistes simples qui peuvent sembler radicales au premier abord tant elles s'éloignent du système dominant.

A travers les expérimentations de différents groupes, sans donner de leçon, chacun découvre à son rythme, en fonction de sa propre histoire, de ce qu'il est prêt à faire comme chemin et du sens qu'il (re)trouve à sa vie.

Du coup, on échappe assez vite à l'éternel critique "Oui mais si vous êtes contre le nucléaire, vous retournez à la bougie ?" : non, on commence

par réfléchir à nos besoins, on met des panneaux solaires quand c'est possible. On ne s'oblige pas à la pureté, on ne quitte pas un monde normatif pour un autre.

L'immense mérite du film est de donner des pistes et de montrer des possibles. Parce que nous faisons tous parti du système que nous critiquons, il nous démontre que nos marges de manœuvre sont bien plus importantes que l'on ne croirait. Ce fait est assez difficile à penser car il ne s'agit pas de revenir à un âge d'or mais d'inventer autre chose. Il n'a jamais été question de quitter la société, de s'en passer, mais bien au contraire, de permettre à d'avantage de personnes d'y

avoir une place. Simplement le système actuel semble tellement verrouillé que certaines prises de consciences ne peuvent mener qu'à des ruptures.

Il dépasse aussi le premier niveau de critique du système. A travers le groupe espagnol *Dinero gratis* qui prône le vol comme moyen d'accès à la consommation. Il en démontre rapidement les limites, voler des fringues de marque à la mode ne remet rien en cause profondément, on reste dans le système de surconsommation. Tout cela réduirait les revendications au pouvoir d'achat.

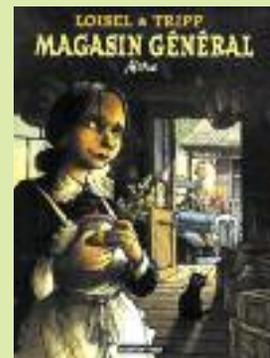
Mais il pose aussi la question de l'utilisation des allocations chômage, du RMI, d'un revenu d'existence, de la protection sociale de certaines communautés.

Bref, ce film foisonne d'exemples en tout genre, de pistes de réflexions brouillonnes et hésitantes, d'actions concrètes et expérimentales, il redonne envie de vivre en société. Il nous rappelle que l'homme n'est jamais satisfait et que finalement il reste encore beaucoup d'aventures à mener, même si le film se referme de nouveau sur une claquette comme pour nous dire : demandons l'impossible mais soyons réaliste.

Pierre-Emmanuel Weck.

Magasin général

Régis Loisel
et Jean-Louis Tripp
Ed. Casterman
2006 - 80 p. - 14€



Le magasin général dont il est question ici est le seul magasin d'un petit village du Québec, au début du vingtième siècle. Les deux dessinateurs ont travaillé à quatre mains et se sont fait aider par des Québécois pour rendre au mieux l'ambiance rurale de l'époque. Dans le premier tome "Marie", Marie se retrouve veuve et va devoir gérer seule le magasin. Dans le deuxième tome "Serge", un voyageur se fait piéger par la neige et va progressivement s'installer dans le village pour y ouvrir un restaurant. L'histoire sonne juste et prend son temps pour nous enchanter. On attend le troisième et dernier tome avec impatience. MB.



Livres

C . D .

Se reposer ou être libre

Fred Alpi
Nidstang BP 6222
75062 Paris cedex 02
2007 - 14 titres

Dans ce troisième album de Fred Alpi, on retrouve, en duo-acoustique cette fois, la ferveur et l'engagement du chanteur libertaire. Qu'il dénonce l'absurdité de la hiérarchie "le sang des autres", qu'il s'en prenne aux bobos "Jean-François B social démocrate", à la connerie de l'armée "Soldat de la vieille légion", à la nécessité de se dresser face à la répression "Les ronces artificielles" ou à la bêtise proférée par des "intellectueurs", "Se reposer ou être libre", ce sont la liberté et la résistance qui sont conjuguées et déclamées à tous les temps. Même dans ses chansons d'amours, "Mets ta main dans la mienne", il refuse de s'enfermer dans un quotidien douillet et tranquille. Accompagné par un époustouflant guitariste, sur des blues expressifs, et obsédant, Alpi déclame sa rage pleine d'amour. MJ.

T'es qui dis, t'es d'où ?

Association
les serruriers magiques
Boîte 304 / 7, rue
Henri-Barbusse
94340 Joinville-le-Pont
2006 - 22 titres
18€ port compris.



Cette comédie musicale est l'aboutissement d'un travail de deux ans avec des enfants et des jeunes de deux quartiers de Paris, dans le cadre de projets d'éducation populaire. Le thème de ce spectacle est la différence. Un petit rebelle, Toufou et une petite

immigrée, Doudou, arrivent dans un groupe d'enfants déjà constitué. Quelle est la personnalité de ces deux nouveaux, comment réagissent les autres enfants, quels sont leurs doutes, leurs clichés, leurs appréhensions d'une autre culture, eux qui sont sous l'influence de la "case compagny" une entreprise qui a pour mission de mettre chacun dans une case, et qui veille à ce que personne n'en sorte ? L'autre n'est-il pas aussi une richesse, une ouverture ? A travers dix tableaux parlés, dansés, chantés, chacun va apprendre à mieux connaître son voisin, mieux comprendre son parcours, ses difficultés à s'intégrer, ses désirs. C'est un beau questionnement sur la liberté, la diversité, l'intégration. Les paroles sont faciles à retenir, parfois drôles, les airs entraînants et plaisants. Cette représentation s'adresse à tout public. De plus, une partie du bénéfice sert à organiser des vacances pour les enfants et à restaurer une maison à la campagne avec les jeunes des quartiers qui ont participé à ce CD. MJ.

Invisible

Bérurier Noir
Floklöre de la zone
mondiale
2006 - 12 titres - 13,70 €

Après un long silence, voilà le groupe rebelle et charismatique, qui fut un repère pour la jeunesse réfractaire. Avec ces 12 titres inédits, les fans ne devraient pas être déçus. Les mêmes ingrédients sont réunis pour faire de cet opus une référence dans l'univers acéré et bruyant de la contestation. Musicalement, c'est une suite logique et rugissante des précédents albums. Les textes réaffirment leur inclination pour l'agitation et la résistance. Cette insurrection qu'ils soutiennent "Coup d'état de la jeunesse" ou "On en a marre", ce libéralisme qu'ils rejettent "Dans un rêve flamboyant", cet impérialisme qu'ils abominent "Empire state bulldog" sont autant de cris qu'ils poussent pour mieux alerter sur la folie des hommes. La nature "Le cerf, le druide et le loup", et leurs récits de voyages "La fille du Delta" sont aussi les témoins de leurs divagations. Mais, heureusement, ils n'oublient pas l'espoir. Pour eux, il reste tout de même, "Quelque part" un désir de "liberté". Pour les amateurs de punk séditieux. MJ.

NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

- **Petit traité de crise vélocipédique aigüe**, Hervé Djacomo, éd. de l'Arête dans le gosier, c/o M. Chanson, 12, rue Rodier, 75009 Paris, 2006, 40 p. 5€ port compris. Narration des enchantements que peut procurer une balade à vélo à travers monts et vallées, sans souci d'arriver quelque part, en passant quand même par la rencontre des Ami-e-s de S'Illence... à conseiller à ceux et celles qui ont des fourmis dans les jambes à chaque fois qu'ils peuvent enjammer un cadre de vélo.
- **Guide de l'épargne et des finances solidaires en Paca**, éd. Apeas, 49, rue du Village, 13006 Marseille, 2006, 160 p. 10€. Ce guide, en principe destiné à la région Paca, peut être fort utile pour n'importe qui en France, l'essentiel des textes n'étant pas spécifique à la région, seuls les exemples de financement étant vraiment régionaux. Tout sur les moyens de placer son épargne de manière utile et solidaire avec les critères de choix entre les différents réseaux existants.
- **La consommation citoyenne**, Alternatives économiques, 2006, 176 p. 9,50€. Présentation du commerce équitable et de l'un des débats qui l'anime : le recours à la grande distribution, présentation des réseaux Biocoop et de quelques autres moins écolos, présentation des démarches éthiques des grands magasins (!), le tourisme solidaire... sans aucun recul sur la pratique de l'avion, des "fonds solidaires" dans des banques qui ont des agences dans les paradis fiscaux. Le meilleur alterne avec le moins pire. Pour le moins hétérogène.
- **Votre GSM, votre santé, on vous ment !** R.Goutier, P. Le ruz, Oberhausen, Santini, éd. Marco Pietteur, collection Résurgence (39, avenue du Centenaire, B 4053 Embourg), 2006, 208 p. 20€. Troisième édition revue et augmentée pour ce livre qui compile les études médicales sur les dangers de la téléphonie mobile (que les Belges appellent GSM). Le livre de référence pour comprendre le crime qui se prépare.
- **Résistance**, Barry Lopez, éd. Actes Sud, 2006, 186 p. 19,90€. Huit histoires de résistances face à la machine à détruire le monde, dans un style littéraire impeccable, mais avec des messages politiques diffus.
- **Paroles de maîtres du monde d'aujourd'hui**, Jean-Michel Perchet, éd. Libertaires (17190 Saint-Georges d'Oléron), 2006, 64 p. 13€. Recueil de petites phrases sinistres des dirigeants actuels illustrés avec talent par Jean-Michel Perchet en une trentaine de tableaux.
- **Contes et récits des bords de Loire**, François Angevin, éd. Corsaire (Orléans), 2006, 200 p. 16€. Treize histoires sur le bord de la Loire, des histoires d'un autre temps.
- **La planète bleue**, Bocampe, éd. de l'Escarboucle (CH-Yverdon), 2006, 128 p. Sous forme romancée, à travers le parcours d'un vieux d'aujourd'hui, par tranche de sept ans, réflexions sur les leçons de la vie et l'apprentissage de la sérénité.
- **Mainmise sur les services, privatisation, déréglementation et autres stratagèmes**, Claude Vaillancourt, éd. Ecosociété (Montréal), 2006, 196 p. 35€. Après avoir commercialisé tous les gadgets possibles, les multinationales allaient-elles s'arrêter là ? Non, elles ont découvert qu'elles pouvaient également vendre du service et pour cela, elles mènent maintenant depuis un quart de siècle, une vaste campagne mondiale pour privatiser les services publics. L'auteur, animateur d'Attac-Québec, montre comment cela se passe, sous couvert de l'OMC, des accords commerciaux internationaux, de l'AGCS... Tout devient marchandise : la santé, l'éducation, la culture... Heureusement, la résistance se met en place et obtient quelques succès. Une bonne analyse de la machine de guerre, mais assez peu de développement sur les alternatives possibles.
- **Téléphone portable, comment se protéger**, Annie Lobé, éd. Santé publique, 2006, 266 p. 17€. De manière journalistique, en multipliant les exemples, pourquoi on utilise un téléphone portable, les conséquences sur la santé, comment on peut s'en passer, comment argumenter dans le milieu du travail, et un élargissement à toutes les technologies sans fil qui présentent le même risque.
- **L'opinion, ça se travaille**, Serge Halimi, Dominique Vidal, éd. Agone (Marseille), 2006, 222 p. 8€. Cinquième édition revue et augmentée de ce classique ouvrage qui décortique comment les médias nous manipulent pour justifier les guerres hier au Kosovo, aujourd'hui en Afghanistan et en Irak. Nombreuses reproductions de « une » de journaux et analyses percutantes.
- **Ordre monétaire ou chaos social ?** Frédéric Lebaron, éd. du Croquant (73340 Bellecombe-en-Bauges), 2006, 64 p. 8€. Ce petit livre se penche sur le transfert de pouvoir des Etats à la BCE, banque centrale européenne en manière de politique monétaire et constate qu'ainsi l'idéologie néolibérale a réussi un coup de maître : le politique seul ne peut plus décider de l'avenir de notre monnaie. La BCE est dirigée par néo-libéraux qui ne se gênent pas pour conseiller les gouvernements au nom d'un nouvel ordre monétaire qui l'emporterait sur les questions sociales. Pour l'auteur, ce choix monétariste profite aux plus riches... et est donc porteur d'une explosion sociale.
- **Manifeste**, Karl Marx et Friedrich Engels, Rosa Luxembourg, Che Guevara, éd. Parangon (Lyon), 2006, 156 p. 12€. Trois textes historiques datant de 1848, 1899 et 1964 pour savoir de quoi l'on cause et ce qui est encore pertinent aujourd'hui.
- **La société des socialistes**, Rémi Lefebvre, Frédéric Sawicki, éd. du Croquant (73340 Bellecombe-en-Bauges), 2006, 254 p. 18,50€. Comment le parti socialiste a pu se laisser séduire par la démarche de Ségolène Royal ? Y a-t-il encore des idées au PS ou ne s'agit-il que d'une simple machine électorale ? Eléments de compréhension pour un parti aujourd'hui assez vide d'idées et de militants.
- **Ostéopore, se soigner par l'alimentation**, Eric Ménat, éd. Grancher, 2006, 190 p. 15€. Ostéopore ou peste progressive de la masse osseuse est un fléau mondial qui s'explique par l'allongement de la durée de vie, une alimentation déséquilibrée et la sédentarité. Présentation médicale des précautions à prendre dans le domaine de l'alimentation et exercices physiques pour éviter une augmentation du phénomène.

✉ Courriers :

9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04

📄 Comptabilité - Abonnements :

04 74 07 08 68 mardi 8h30-11h et 13h30-16h

04 78 39 55 33 jeudi 10h-12h et 14h-17h

📄 Rédaction :

04 78 39 55 33 mercredi 10h-12h et 14h-17h

📄 Stands, correspondants, dépositaires :

04 78 39 55 33 lundi et mardi

10h-12h et 14h-17h

✉ Virements bancaires :

CCP 550 39 Y LYON

✉ Distribution en Belgique :

Brabant-Ecologie - Route de Renipont, 33

B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48

CCP 000 15 19 365 54

✉ Distribution en Suisse :

Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8

tél : (41) 22 740 46 12

CCP 17-497696-4

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Lorient
Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique.

Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation.

Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.

N° de commission paritaire :

0910 G 87026

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 1^{er} trimestre 2007

Tirage : 8500 ex

Editeur : Association Silence

Permanence : lundi 10h-12h et 14h-17h

📞 04 78 39 55 33

Bureau : Jacques Caclin, Myriam Cognard, Xavier Sérédine

Administrateurs : Alexandre Esteban, Mimmo Pucciarelli

RÉALISATION DE LA REVUE

Directeur de publication :

Mimmo Pucciarelli

Secrétaires de rédaction :

Michel Bernard et Michel Jarru

Gestion et abonnements : Michel Jarru

Maquette et publicité : Patrice Farine

Stands, lieux de dépôts : Dorothée Fessler

Rédaction : Matthieu Barbaroux, Michel Bernard, Guillaume Gambin, René Hamm, Esteban Montoya, Vincent Peyret, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier

Dessinateurs : Colloghan,

Lasserpe, Mahlen

Correcteurs : Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité

Photographes : Côté jardins, AEPCC, Marie Clem's, Greenpeace, Yohanne Lamoulère, Florian Vignal, Pierre-Emmanuel Weck

Et pour ce numéro : Lounis Aggoun, Nicholas Bell, Jean-Paul Blugeon, Jo Briant, Camille Clochon, Marguerite Descamps, Vincent Martin, Jérôme Martinez, Paulette Mazoyer, Mireille Oria, Reine Rosset, Myriam Travostino, Bernard Valette

Couverture : DR

Commander un ancien numéro

Anciens numéros - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France. Les frais de port sont de 2 € pour un ex ☐, 3 € pour 2 ex ☐, 4 € pour 3 ex et plus ☐.

Numéros régionaux

☐ 272-273 Rhône

Croix-Rousse. La Duende. Le Bastringue. Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau Santé. Radio-Canut. Hommes violents . . . 4 €

☐ 285-286 Isère

Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts. MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre vivante. Encre Rage 4 €

☐ 291-292 Aquitaine

Terre de Jor. Champ d'action. Démon. Iskatola. Abbadia. Nola-Nohika. Maison des femmes. Azimuts. Boussac. Utopia. 4 €

☐ 312-313 Poitou-Charentes

Les maisons de Béruges. Marais poitevin. Kvinpetalo. Le hameau de la Brousse. Maison du MER 17. 4 €

☐ 318-319 Drôme / Ardèche.

Terre et humanisme. Tofoulie. Le loup. Jeûne et randonnée. La CRII-Rad. Naître à la maison. Jardins solidaires 4 €

☐ 325-326 Nord-Pas-de-Calais.

Des jardins dans la ville. La Maison de la Nature et de l'environnement. Droit au vélo. La Malterie. Laisse ton empreinte. . . . 4 €

☐ 331 Ariège et Hautes-Pyrénées

Phébus Ariège maîtrise l'énergie. La ferme de la Coume. Terre de couleurs. Saveurs d'ailleurs. Village écolo ou écovillage ? Le Millepattes. Prommata, Équitable 4 €

☐ 337 Paris

Paris à vélo. La Passerelle. Le Picoulet. Bébé en vadrouille. Radio libertaire. Le Barbizon. l'UPF. la Piñata. 4 €

☐ 342 Var et Alpes-Maritimes

La ferme du collet. Les diables bleus. Ecco-mondo. Correns, 1^{er} village bio. Hélichryse. AMAP. Cravirola, Guy Rottier,

Ouvert et durable 4 €

☐ **Devenons des médias alternatifs**, éditions du *P'tit gavroche*. 2006, 370 p, 10 (+ 3€ frais de port)

Autres numéros

☐ 311 OGM Violence marchande

Jeûne sortit du nucléaire. SEL : échec économique, réussite sociale. 4 €

☐ 314 Le réseau REPAS

Croissance/décroissance. SEL : de la monnaie au temps comme mode d'échange. . . . 4 €

☐ 315 Décroissance et non-violence

Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires 4 €

☐ 316 Réflexions fêtes

Vivre sans nucléaire : après le jeûne. Nord/Sud : les prix du sang. Agriculture bio 4 €

☐ 317 Vivre à la campagne sans voiture ?

Nord/Sud : Vaccins et colonialisme. SEL : Analyses internes ou récupération 4 €

☐ 320 Ecologie et alternatives

Pétrole et géologie politique. Imaginer une banque transparente. Bureautique et économies d'énergie 4 €

☐ 323 L'écologie au quotidien

Décroissance : diminuer notre vouloir d'achat. Constitution : vers une Europe militaire ! 4 €

☐ 324 Voyages au pays de chez soi

La bio au cœur de l'écologie. Eolien : du vent sur la maison qui brûle. La pile à combustible 4 €

☐ 327 De nos [in]cohérences

REPAS : les Nouveaux Robinson. Énergie : L'éolien détrône le nucléaire 4 €

☐ 328 Décroissance, social et emploi

Téléphone portable. Économie alternative : Perche Activités, La Péniche 4 €

☐ 329 Désobéissance civique

Ecozad à Paris. La maison de l'Écologie de Lyon. Téléphone portable (2) 4 €

☐ 330 Des entreprises solidaires

Le micro-crédit : contre les femmes ? Illich, école et décroissance 4 €

☐ 332 Créons des médias alternatifs

Résistance au Lyon-Turin. Faucheurs volontaires. Auroville : une utopie en marche. 4 €

☐ 334 Terre, terroir, territoire

Tchernobyl : des enfants dans la tourmente. Autonomadisme contre libéralisme. Dix ans de sevrage radiophonique 4 €

☐ 335 Résistances à la Francafrrique

Capitalisme : sauver la gratuité ? Energies : rouler au biocarburant. Grenoble : nanotechnologies non merci ! 4 €

☐ 336 Décroissance : penser la transition

Lyon-Turin : Gérard Leras. Mouvement anti-CPE. 4 €

☐ 338 Technologies contre autonomie

Migrations : quelle empreinte ethnique ? Paris : Co-errances, Ecobox. 4 €

☐ 339 Handicap et alternatives

Environnement : Seveso. L'action non-violente ça s'apprend ! Paris : Déboulonneurs, Massage café, Alternative Santé. 4 €

☐ 340 Pour des innovations frugales

Paix : inspection citoyenne. Paris : La Maison des Femmes. Alternatives : le café du soleil - OK Chorale. 4 €

☐ 341 Décroissance et santé

Nord/Sud : déchets-cadeaux. Paris : le Petit Ney, la petite Rockette. Commerce équitable : pratique néo-coloniale ? 4 €

☐ 343 Changeons la recherche !

Politique : Paul Ariès, révolution et décroissance. Paix : Parole et démocratie participative. 4 €

S'abonner à S!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1 ^{er} abonnement 6 n°	15 €
☐ Particulier 1 an	40 €
☐ Institution 1 an	80 €
☐ Soutien 1 an	50 € et +
☐ Petit futé 2 ans	65 €
☐ Groupés par 3 ex	1 an 100 €
☐ Groupés par 5 ex	1 an 150 €
☐ Petit budget	1 an 25 €

je règle un total de :

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

France : Règlement à Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04 CCP 550-39-Y Lyon

Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Renipont, 33, B - 1380 Ohain tél : 00 32 2 633 10 48 CCP 000-15-19-365-54

Suisse : Règlement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8 tél : (41) 22 740 46 12 CCP 17-497696-4





L'ordinateur, dernière tour de Babel

Jean Coulardeau
Ed. La Galipote
(ACAP, rue du commerce,
63910 Vertaizon)
2006 - 196 p. - 16€

Préfacé par Dominique Ellul, la fille de Jacques Ellul, cet ouvrage est le fruit d'une longue réflexion sur l'introduction de l'ordinateur dans notre vie. Comme la Tour de Babel, l'ordinateur pourrait devenir non pas le moyen de communication tant vanté, mais le moyen de notre enfermement, de notre isolement et donc précipiter dans l'abîme tout ce qui fait notre civilisation. L'auteur, Jean Coulardeau, ancien objet de conscience emprisonné au début des années 60, s'est intéressé très tôt au détournement des idées, des organisations, des projets,

à la récupération par le système, par le politique. Il nous interroge donc ici sur ce que représente l'usage d'un outil un peu particulier : ne va-t-il pas comme de nombreuses autres constructions humaines servir au contraire de ce pour quoi il est conçu ? "Les cybernautes forment une population qui tend à se rassembler. L'ordinateur n'ouvre pas les humains sur le vivant, mais les ferme dans une cité artificielle qui se croit toute puissante" [p.23]. En tant que militant anarchiste, il préfère celui qui se place en opposant libre plutôt que ceux qui suivent des appels qui cherchent à réunir autour d'un débat informatique. Reprenant les idées de Jacques Ellul sur les méfaits de la technique, il l'applique au cas des ordinateurs. Ainsi, il fait un rapprochement entre la course à la puissance avec la course au pouvoir dans la société, avec la montée de la violence : plus la puissance de l'outil augmente et plus elle crée une séparation entre ceux qui l'ont et ceux qui n'y ont



pas accès. L'ordinateur, comme les autres techniques, est un facteur d'inégalité. Alors que certains outils facilitent l'autonomie de l'individu, essayez donc d'auto-construire votre ordinateur : l'ordinateur offre donc une liberté fortement surveillée ! Si l'ordinateur peut vous donner une impression de grande liberté en allant télé-travailler à la campagne, c'est le même ordinateur qui déclenche demain le lancement d'un missile nucléaire : l'ordinateur est comme beaucoup d'autres techniques, un outil à la fois civil et militaire. Jean Coulardeau pose une cruelle question : si l'ordinateur n'existait pas, il nous amènerait sans doute à vivre autrement, mais limiterait considérablement la puissance de ceux qui sont sus-

ceptibles de (finir de) détruire le monde (les premiers ordinateurs ont permis la mise au point de la première bombe atomique). Si les réflexions sont fort pertinentes, on s'étonnera qu'un anarchiste s'appuie sans cesse sur la Bible (d'où vient l'image de la Tour de Babel) pour expliquer la source de ses critiques et fait de larges digressions dans le domaine de la religion. La conclusion de l'ouvrage laisse également sur sa faim : "Je ne vois pas d'issue dans le chemin suivi actuellement par notre société. Nous ne pouvons pas continuer à distribuer 80% des richesses à 20% de la population. L'ordinateur nous donne l'illusion que nous sommes invincibles. Il endort notre vigilance et nous empêche de voir le gouffre vers lequel nous nous précipitons" [p.173]. Même si cela se termine par une chanson de Brel "Quand on n'a que l'amour...". On regrettera qu'un chapitre au moins n'explore pas des pistes pour éviter la chute. MB.

LE LIVRE DU MOIS



Comment les riches détruisent la planète

Hervé Kempf
Ed. Seuil
2007 - 150 p. - 14€

Alors que les signes de la crise écologique deviennent de plus en plus visibles, ils ne semblent pas influencer la politique et l'économie. Le système ne semble pas pouvoir changer de trajectoire. Hervé Kempf, rédacteur au *Monde* pour les questions d'environnement, avance l'hypothèse que c'est par manque de liens entre le social et l'écologie : "On ne peut comprendre la concomitance des crises écologiques et sociales si on ne les analyse pas comme les deux facettes d'un même désastre. Celui-ci découle d'un système piloté par une couche dominante qui n'a plus aujourd'hui d'autre ressort que l'avidité, d'autre idéal que le conservatisme, d'autre rêve que la technologie. Cette oligarchie prédatrice est l'agent principal de la crise globale" [p.9]. Et l'auteur de proposer de réfléchir autrement : "Au principe écologiste, si utile à l'époque de la prise de conscience "Penser globalement, agir localement", il nous faut ajouter le principe que la situation impose "consommer moins, répartir mieux" [p.10]. Hervé Kempf estime que l'oligarchie arrive à maintenir le statu quo et donc le risque inéluctable d'une catastrophe, d'une part en critiquant les données scientifiques, en utilisant des arguments biaisés pour dire que c'est exagéré, d'autres part, parce qu'incompétents, nos dirigeants évitent de s'y intéresser, mais aussi parce qu'évidemment, leur mode de vie leur permet de se tenir à l'écart des dégâts d'aujourd'hui. L'oligarchie bénéficie également de l'effondrement de l'Union soviétique qui pour le moment permet d'affirmer qu'il n'y a pas d'alternative. Reconnaisant la qualité des diagnostics d'auteurs comme Nicolas Hulot, Jean-Marie Pelt, Hubert Reeves ou Lester Brown, il estime que cela ne suffit pas : "Candides camarades, il y a de méchants hommes sur Terre. Si l'on veut être écologiste, il faut arrêter d'être benêt" [p.37]. Et de rappeler que "le social, [ce sont] les rapports de pouvoirs et de richesses au sein de la société" [p.37] et que "le système

de pouvoir [actuel] n'a plus pour fin que le maintien des privilèges des classes dirigeantes" [p.37]. Et de rappeler que plus on est pauvre, plus on subit la crise écologique, que lorsque l'écosystème se détériore, les pauvres sont les premières victimes, comme pour les catastrophes naturelles [p.55].

Il reprend alors les écrits de Thorstein Veblen qui en 1899 dans *Théorie de la classe de loisir*, analysa comment la richesse financière est un moyen de différenciation dans la société et comment cela se traduit pour afficher cette aisance : "une consommation ostentatoire et un gaspillage généralisés" [p.77]. Car si "les besoins ne sont pas infinis, c'est le jeu social qui les stimule" [p.77]. Il rappelle que l'on n'a sur Terre que trois cents millions de propriétaires pour six milliards d'habitants et que ce sont ces 5% qui entraînent l'ensemble de la planète à la catastrophe. Si l'on ne change pas le mode de répartition des richesses, il n'y aura pas de solution puisque l'envie de faire comme celui qui a plus entraîne tout le monde dans la consommation. Que c'est cette course qui fait fonctionner la croissance et que celle-ci se traduit par une augmentation de la production matérielle et donc des dommages à l'environnement. Et d'avancer : "puisque la classe de loisir établit le modèle de consommation de la société, si son niveau est abaissé, le niveau général de consommation diminuera" [p.91]. Si 95% de la population mondiale peut entendre ce discours, il faut bien comprendre que l'oligarchie dominante va tout faire pour l'empêcher et pour cela "l'oligarchie mondiale veut se débarrasser de la démocratie et des libertés publiques (...) Face aux turbulences qui naissent de la crise écologique et de la crise sociale mondiale, et afin de préserver ses privilèges, l'oligarchie choisit d'affaiblir l'esprit et les formes de la démocratie, c'est-à-dire la libre discussion des choix collectifs, le respect de la loi et de ses représentants, la protection des libertés individuelles vis-à-vis des empiètements de l'Etat ou d'autres groupes constitués" [p.93]. Et pour cela, elle utilise différents moyens qu'Hervé Kempf décèle : la lutte contre le terrorisme, la lutte contre la délinquance, le contrôle des médias... Sans exclure que "la ruse de l'histoire serait même qu'un pouvoir autoritaire se targue de la nécessité écologique pour faire accepter la restriction des libertés sans avoir à toucher à l'inégalité" [p.114]. Hervé Kempf termine par une note d'optimisme car on constate une prise de conscience large, de nouveaux modes de communication et la possibilité de penser une nouvelle gauche. Reste la difficulté à se fédérer pour aller dans le même sens et ce, suffisamment rapidement. Un essai incisif en faveur d'un rapprochement des mouvements sociaux. MB.